



umicore
materials for a better life



Rapport annuel 2004

Votre foyer
l'univers des matériaux d'Umicore

Sommaire

Message aux actionnaires	2
Chiffres clés	4
Matériaux Avancés	6
Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs	12
Métaux Précieux - Services	18
Zinc	20
Cuivre	24
Corporate & Participations	26
Ressources humaines	30
Environnement, Santé et Sécurité	34
Relations avec les investisseurs	36
Revue financière	40
Glossaire - Définitions financières	42
Comptes consolidés 2004 - Sommaire	45
Rapport du commissaire	101
Gouvernement d'entreprise	102
Conseil d'administration et direction	108
Dividende et calendrier financier	113

Materials for a better life...

Umicore est active dans le domaine des matériaux spéciaux. Ses activités sont réparties en cinq business groups.

Matériaux Avancés

Le leader mondial des matériaux et composés de cobalt et germanium.

Le saviez-vous ? Les composés Umicore sont présents dans les batteries rechargeables d'un quart des ordinateurs portables et des téléphones mobiles de par le monde.

Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs

L'un des trois principaux producteurs mondiaux de catalyseurs automobiles et un producteur de premier rang de produits fonctionnels et autres composés à base de métaux précieux.

Le saviez-vous ? Près d'une voiture sur quatre produites aujourd'hui est équipée d'un catalyseur Umicore.

Métaux Précieux – Services

L'entreprise la plus performante en matière de recyclage des métaux précieux.

Le saviez-vous ? Umicore est la seule entreprise de recyclage au monde capable de traiter une gamme complète de matériaux contenant des métaux précieux – des sous-produits industriels jusqu'aux matériaux en fin de vie comme les déchets électroniques et les catalyseurs automobiles usagés.

Zinc

Le numéro un mondial des produits spéciaux et du recyclage du zinc.

Le saviez-vous ? Plus d'un quart du zinc produit par Umicore provient du recyclage. Le zinc est présent dans une vaste gamme d'applications comme les peintures, pneus, fermetures éclair et les toits.

Cuivre

L'un des principaux producteurs de cuivre en Europe.

Le saviez-vous ? Les produits Umicore sont utilisés dans la production de fils, feuilles et tuyaux de cuivre. Une voiture familiale normale peut contenir jusqu'à 1 500 fils de cuivre pour une longueur totale de près de 1,5 Km.

Message aux actionnaires

2

Après une année 2003 particulièrement marquante sur le plan de l'évolution du Groupe, le défi majeur pour Umicore en 2004 était de poursuivre cette progression sur sa lancée. Le défi se situait à trois niveaux : il consistait à finaliser l'établissement d'une société parfaitement intégrée et unifiée par une stratégie commune et cohérente, à concrétiser le potentiel du Groupe en termes de performances financières, et à parfaire la compréhension de l'essence même de la société auprès d'une audience élargie. Les deux premiers objectifs ont clairement été atteints en 2004. Les activités PMG ont été intégrées en avance sur le planning établi et les résultats financiers du Groupe ont sensiblement progressé dans pratiquement tous les secteurs. Par contre, des efforts complémentaires doivent encore être accomplis pour expliquer la portée exacte de notre transformation à toutes les parties prenantes concernées.

Résultats d'exploitation

Presque toutes les unités ont amélioré leurs performances par rapport à l'année précédente. Umicore a pu profiter d'un environnement économique favorable : la croissance économique dans le monde a atteint son plus haut niveau depuis de nombreuses années, les cours des métaux se sont montrés généralement solides, et nos marchés clés se sont développés favorablement. En outre, notre politique de couverture prudente nous a protégé contre l'évolution négative du dollar. Mais au-delà de ces facteurs externes positifs, il convient avant tout de souligner les solides performances intrinsèques des unités d'Umicore.

La réalisation de ces performances est le fruit d'une contribution remarquable de l'ensemble de nos équipes actives sur tous les continents. L'entrepreneuriat et la responsabilisation, qui ont été encouragés dans le cadre d'une structure opérationnelle décentralisée, expliquent dans une large mesure le succès obtenu par Umicore au cours de ces dernières années. Cette organisation a permis à nos collègues de poursuivre leurs propres objectifs dans un cadre large et avec un appui des services corporate du Groupe limité aux seuls domaines où ceux-ci pouvaient apporter une valeur ajoutée évidente. La conciliation entre cet esprit d'indépendance et l'alignement de l'ensemble des activités sur une identité et une finalité communes au Groupe constituent un défi supplémentaire pour Umicore au fil de sa croissance.

Une intégration en douceur

Lorsque nous avons défini les objectifs du processus d'intégration après l'acquisition de PMG en 2003, notre préoccupation première était de minimiser les perturbations inutiles dans les diverses activités, afin de pouvoir nous concentrer pleinement sur nos opérations et nos clients. Nous avons toutefois favorisé des changements rapides dans les secteurs où existait un impératif évident d'harmonisation et de rationalisation des procédures et pratiques, ou dans ceux qui permettaient des réductions de coûts importantes. Cette approche a porté ses fruits en 2004, année au cours de laquelle toutes les activités de l'ex PMG ont poursuivi leur croissance et ont produit des résultats dépassant nos attentes. Pour les années à venir, nous allons devoir pousser encore davantage cette intégration afin qu'Umicore puisse réaliser pleinement son potentiel. Dans ce contexte, nous avons publié cette année "The Umicore Way" qui rassemble un ensemble de principes directeurs, et qui définit les bases d'une vision partagée sur ce que sont les éléments communs et essentiels pour notre Groupe.

Gérer le passé

L'accord signé en avril avec les autorités flamandes constitue un autre développement très significatif. Cet accord nous a permis de nous atteler de manière proactive et volontaire aux problèmes de pollution historique sur et autour de nos quatre sites flamands. Les coûts relatifs à la prise en charge de cet héritage de 125 années d'activité industrielle sont élevés, sans pour autant qu'ils n'aient affecté nos résultats, dans la mesure où les provisions nécessaires avaient été constituées au cours des années précédentes. En s'attaquant à ces problèmes une fois pour toutes et en évitant ainsi de transmettre ce passif environnemental aux générations futures, Umicore définit la voie de son développement durable, en concertation avec ses partenaires.

Investir pour le futur

Comme Umicore se profile de plus en plus comme entreprise de matériaux spéciaux, il est essentiel qu'elle reste à l'avant-garde des développements technologiques. En 2004, les dépenses en recherche et développement de la société ont atteint près de € 90 millions, soit près de 5 % des revenus du Groupe. Nous sommes plus que jamais convaincus

que, pour toutes nos activités, le leadership technologique et une connaissance approfondie des besoins de nos clients sont les facteurs essentiels qui détermineront notre succès à l'avenir.

Lorsqu'une société est capable de générer de solides "free cash-flows", les décisions d'affectation des capitaux revêtent une importance capitale. En 2004, les initiatives de croissance interne de la société ont notamment porté sur l'implémentation d'un certain nombre d'investissements, tels un nouveau centre de test de catalyseurs automobiles en Allemagne, une unité de production de catalyseurs automobiles en Chine et des installations de production de modules optiques pour des systèmes de vision nocturne pour automobiles aux Etats-Unis. La philosophie d'Umicore préconise, dans la mesure du possible, une croissance par initiatives internes, consolidée le cas échéant par des acquisitions, pour autant que celles-ci s'inscrivent dans la stratégie du Groupe et soient créatrices de valeur.

Soutien de la part de nos actionnaires

Pour Umicore, 2004 fut la première année sans actionnaire de référence majeur. Suite à la vente par Suez de sa participation de 28 % dans Umicore, les actions de notre société sont désormais détenues par un grand nombre d'investisseurs répartis dans le monde entier. En 2004, l'évolution du cours de notre action a témoigné du respect des investisseurs pour la façon dont nous avons développé la société et mis en oeuvre notre stratégie. L'un de nos objectifs pour 2005 est d'élargir la couverture de la société par les analystes de sociétés de matériaux spéciaux, afin d'améliorer la compréhension d'Umicore auprès des marchés financiers.

Un recentrage accentué pour Umicore

Au début de 2005, nous avons annoncé deux mesures importantes allant dans le droit fil du recentrage stratégique d'Umicore. Dès la fin avril, les activités cuivre d'Umicore seront apportées à une nouvelle société répondant au nom de Cumerio, qui sera cotée en bourse. Umicore pourra de la sorte évoluer plus rapidement dans son champ d'activités axé sur les matériaux spéciaux. Cumerio, dont les

résultats ont pu être redressés au cours des dernières années, sera quant à elle mieux en mesure de poursuivre une stratégie de croissance en capitalisant sur son positionnement géographique unique et un potentiel de génération de solides "free cash-flows". La direction de Cumerio sera désormais à même de mettre en oeuvre sa stratégie suivant ses propres modalités et de décider de quelle manière elle entend utiliser ses capitaux.

Dans le secteur zinc, nous avons annoncé notre intention de réduire la production de zinc brut de 130 000 tonnes et de nous concentrer sur le développement de nos activités produits spéciaux en zinc. Malheureusement, cette décision entraînera des pertes d'emplois dans deux de nos usines du Nord de la France. Lors des négociations du plan social, Umicore s'efforcera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour proposer une solution équitable aux travailleurs concernés.

Ces deux initiatives permettront d'une part de clarifier davantage la structure de nos activités et d'autre part de réduire les effets de notre sensibilité aux facteurs externes.

2005 et au-delà

En 2005, la conjoncture économique globale s'annonce a priori moins favorable qu'en 2004. De nombreux facteurs positifs observés en 2004 devraient subir une certaine atténuation en 2005. La faiblesse du dollar américain et une couverture moins favorable du dollar devraient affecter certaines de nos unités européennes. Nous avons communiqué clairement l'impact que ces éléments pourraient avoir en 2005. Cependant, la dynamique de croissance de nos principaux marchés demeure fondamentalement saine. Il nous appartient de bâtir sur ces fondations. Nous avons toute confiance en nos technologies, en notre ambition et, surtout, en nos collaborateurs qui permettront à Umicore de prospérer en 2005 et au-delà.



Thomas Leysen
Administrateur délégué



Karel Vinck
Président

Chiffres clés

(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Chiffre d'affaires	3 834,7	3 511,2	3 160,6	4 677,1	7 115,3
Revenus (hors métal)	1 035,7	1 058,2	1 036,0	1 358,0	1 901,5
EBIT récurrent	163,4	134,1	97,5	145,9	291,6
EBIT non-récurrent	-	-	-24,8	-39,4	-7,1
EBIT-total	163,4	134,1	72,7	106,5	284,5
Marge opérationnelle récurrente %	15,7%	12,8%	9,3%	10,7%	15,3%
Résultat net consolidé, part du Groupe	136,1	116,0	32,9	60,1	168,3
Résultat net consolidé avant éléments non-récurrents, part du Groupe	140,0	105,2	63,4	89,6	181,9
Résultat net consolidé, avant éléments non-récurrents et amortissement du goodwill, part du Groupe	152,8	117,3	69,3	97,8	192,1
EBITDA	307,8	276,3	223,1	277,4	485,8
Investissements	111,0	178,1	152,7	148,3	161,7
Cash-flow avant financement	226,2	59,7	180,6	-527,8	138,0
Dettes financières nettes consolidées	184,3	261,5	131,3	619,1	562,0
Dettes nettes/ Dettes nettes + fonds propres (fin de période) %	13,8%	18,6%	11,0%	34,2%	30,3%
Capitaux engagés (fin de période)	1 464,8	1 514,7	1 347,6	2 071,2	2 146,5
Rendement des capitaux engagés (ROCE) %	11,7%	9,5%	6,5%	8,3%	13,1%
Nombre d'actions émises (fin de période)	25 617 515	22 600 000	22 600 000	25 420 175	25 454 875
Nombre moyen d'actions - Bénéfice par action, de base	n/a	n/a	22 600 000	22 865 537	25 424 107
EPS déclaré, de base (EUR par action)	5,31	5,13	1,45	2,63	6,62
EPS déclaré dilué (EUR par action)	-	-	1,45	2,57	6,43
EPS ajusté, de base (EUR par action)*	5,96	5,19	3,07	4,28	7,56
EPS ajusté dilué (EUR par action)	-	-	3,07	4,18	7,34
Effectifs au 31 décembre	7 892	8 237	8 338	11 470	11 478

* Pour la période 2000-2001 l'EPS ajusté était intitulé EPS ajusté avant réductions de valeur sur stocks et amortissement du goodwill

Contributions à l'EBIT(*) récurrent

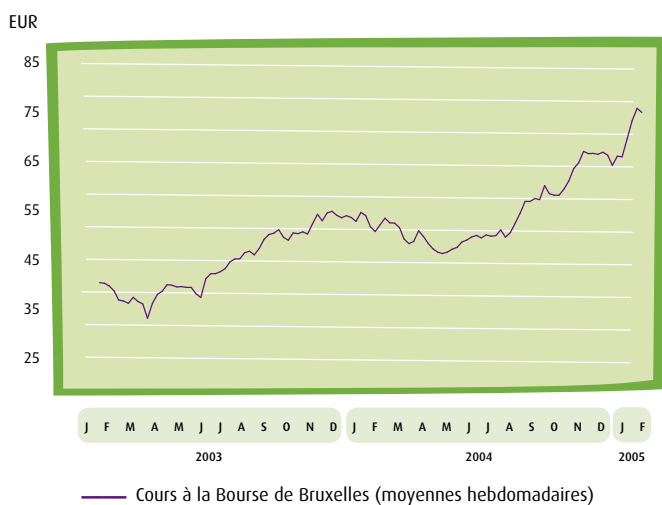
(€ millions)	Normes belges			IFRS		
	2000	2001	2002	2002	2003	2004
Matériaux Avancés	25,4	31,5	20,9	17,6	37,3	69,9
Diamants Synthétiques	8,0	5,4	10,1	13,8	12,8	4,6
Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs **	-	-	-	-	42,9	120,3
Métaux Précieux - Services	30,6	50,3	52,5	53,2	45,7	33,3
Zinc	85,8	50,7	16,5	17,8	28,4	78,6
Cuivre	25,0	13,0	9,7	8,7	0,9	20,7
Corporate et Participations	-11,4	-16,8	-16,9	-13,6	-22,0	-35,8
EBIT-Total	163,4	134,1	92,8	97,5	145,9	291,6
y compris part du Groupe dans le résultat net des entreprises associées	13,5	13,0	15,1	13,0	18,0	27,7

* Nouvelle définition de l'EBIT applicable depuis 1999 - voir Glossaire - Définitions financières

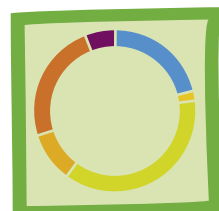
** Pour les cinq derniers mois de 2003 uniquement (sauf Thin Film Products pour une année complète)

5

Cours de l'action Umicore



Contributions à l'EBIT(*) récurrent



- Matériaux Avancés 21%
- Diamants synthétiques 2%
- Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs 37%
- Métaux Précieux - Services 10%
- Zinc 24%
- Cuivre 6%

* Corporate et Participations exclus



Avec ses matériaux pour batteries rechargeables lithium-ion, Umicore livre l'énergie nécessaire à votre ordinateur portable.

Matériaux avancés

Profil

Le business group Matériaux Avancés produit des métaux de haute pureté, des alliages, des composés et des produits spéciaux pour une large gamme d'applications; il est le leader mondial dans les poudres fines et composés de cobalt, ainsi que dans les produits à base de germanium. Les Matériaux Avancés servent des secteurs de marché très divers, des plus traditionnels - tels que l'industrie des outils en métaux durs - aux plus sophistiqués, notamment les batteries rechargeables, la micro-électronique et les satellites.

Les activités Matériaux Avancés d'Umicore visent à développer des produits innovants, centrés sur les applications, en étroite collaboration avec ses clients. Elles s'efforcent d'anticiper les développements dans les secteurs à haute intensité technologique qu'elles desservent et d'exploiter leur expertise en science des matériaux spéciaux pour élaborer de nouveaux produits novateurs. Les programmes de recherche et développement mis en œuvre conjointement avec clients et partenaires sont également des éléments fondamentaux de la stratégie des Matériaux Avancés, au même titre que le développement de services en boucle fermée.

Le business group Matériaux Avancés comprend trois business units - Engineered Metal Powders, Specialty Oxides & Chemicals et Electro-Optic Materials - auxquelles s'ajoute la participation qu'Umicore détient dans la production de diamants synthétiques (en joint-venture avec Element Six).

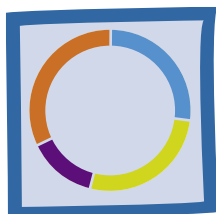
Chiffres clés

(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Chiffre d'affaires	434,5	364,8	354,1	354,9	547,5
Revenus (hors métal)	202,0	216,0	213,2	221,2	306,3
EBIT - récurrent	25,4	31,5	17,6	37,3	69,9
EBIT - non-récurrent	n/a	n/a	-3,8	-2,7	-1,1
EBIT - Total	25,4	31,5	13,7	34,7	68,8
Marge opérationnelle récurrente %	12,6%	14,6%	8,3%	16,9%	22,8%
EBITDA	46,7	56,8	39,4	53,6	98,5
Investissements	27,0	33,9	18,8	17,9	24,9
Capitaux engagés moyens	226,9	232,6	239,5	203,0	294,1
ROCE récurrent %	10,0%	13,8%	7,1%	18,1%	23,6%
Effectifs	1034	1100	1383	1337	1495



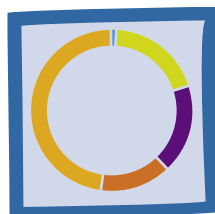
Les batteries lithium-ion sont de plus en plus utilisées dans d'autres appareils électroniques portables comme votre lecteur MP3 ou votre appareil photo digital.

1 | Revenus par business line
(Specialty Oxides and Chemicals +
Engineered Metal Powders)



- Matériaux pour outils 27%
- Céramique et produits chimiques 27%
- Batteries primaires 14%
- Batteries rechargeables 32%

2 | Répartition géographique des ventes
(Specialty Oxides and Chemicals +
Engineered metal Powders)



- Afrique 1%
- Amérique 19%
- Europe 18%
- Japon 14%
- Autres pays d'Asie 48%

Les résultats de l'activité Matériaux Avancés ont atteint des records en 2004. Dans l'ensemble, les revenus de l'exercice ont progressé de 38% par rapport à 2003, tandis que les bénéfices ont augmenté de € 32,6 millions, soit une hausse de 87%. Le premier semestre a été particulièrement bon, mais les taux de croissance observés dans cette période ont été suivis d'une période de consolidation, dans la seconde moitié de l'année.

Specialty Oxides & Chemicals

Dans le secteur des **Batteries rechargeables**, un premier semestre exceptionnel a été suivi d'une période de déstockage chez les clients, en particulier pour les matériaux précurseurs à base d'oxyde de cobalt. Les ventes de la gamme de produits au cobaltite de lithium Cellcore d'Umicore ont atteint des niveaux

records et Umicore a conquis une position de leadership global du marché mondial dans ce segment. Les produits alliés Cellcore MX d'Umicore sont en phase de qualification auprès des clients et la production à grande échelle devrait commencer en avril 2005. La tendance à développer de nouvelles utilisations pour la technologie lithium-ion (Li-ion) s'est accélérée avec l'utilisation de batteries Li-ion dans des applications telles que les outils légers et les aspirateurs. En ce qui concerne l'hydroxyde de nickel, les performances de la joint-venture chinoise de la société (Jiangmen Chancsun Umicore) sont extrêmement encourageantes. Les bons niveaux de vente des poudres d'hydroxyde de nickel sphérique ont démontré le potentiel du marché dans ce secteur.

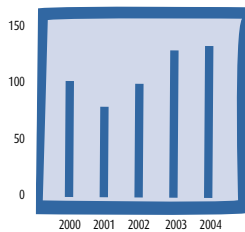
En **Céramique & Produits chimiques**, les volumes des ventes se sont renforcés progressivement tout au long de l'année,



• L'hydroxyde de nickel d'Umicore est utilisé dans les batteries nickel-hydrure métallique qui alimentent vos outils portables en énergie.

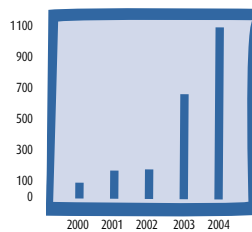
3 | Evolution des ventes de produits cobalt

(unités de métaux vendus en 2000 = 100)



4 | Evolution des ventes de cobaltite de lithium

(unités de métaux vendus en 2000 = 100)



soutenus par une forte demande des secteurs des catalyseurs et du placage. Des gains de part de marché ont résulté de la diversification du portefeuille de produits et services d'Umicore et de sa présence géographique étendue. Le succès des matériaux précurseurs d'Umicore destinés à des applications catalytiques a largement contribué à la performance de la business line, et un contrat de recyclage a été conclu avec une société pétrochimique aux Etats-Unis qui impliquera la construction d'une nouvelle unité de recyclage sur le site d'Umicore à Arab, en Alabama. L'afflux sur le marché européen de produits chinois à base d'oxyde de cobalt pour pigments a entraîné un nouveau fléchissement des prix, même si Umicore a été capable de compenser cette évolution dans une certaine mesure par un accroissement de la production de ces produits dans son usine Umicore de Ganzhou Yi Hao en Chine (anciennement Hongsheng).

Au 1er janvier 2005, les activités d'Umicore Climeta à Blodelsheim, en France, ont été transférées à la business line Céramique & Produits chimiques. Cette unité, qui faisait précédemment partie d'Umicore Copper, fabrique des produits chimiques à base de cuivre et de nickel pour des applications en galvanoplastie.

En **Raffinage**, Umicore a réussi à augmenter encore sa production de cobalt au cours de 2004, essentiellement à la suite de l'expansion de la capacité à l'usine de Ganzhou Yi Hao.

Engineered Metal Powders

Dans le segment métaux durs des **Matériaux pour outils**, l'activité a enregistré une croissance significative des revenus et des volumes en dépit d'une légère augmentation de la pression sur les primes et les prix globaux au second semestre. La croissance du marché asiatique a été un facteur nettement



Vos peintures sèchent plus vite grâce aux composés de cobalt d'Umicore.

positif, alors que la demande sur le marché européen de l'outillage s'est également améliorée par rapport à 2003. Les secteurs des utilisateurs finaux, la poursuite de la croissance des industries de la construction et du forage pétrolier dans la plupart des régions a eu une influence positive. L'industrie de l'électronique s'est très bien comportée au premier semestre, mais a aussi montré des signes de relâchement vers la fin de l'année. Globalement, Umicore est parvenue à gagner des parts de marché grâce à la différenciation de ses services et technologies. Dans les matériaux pour outils en diamant, la performance a été stable tout au long de l'année, les industries de la construction et

du traitement de la pierre affichant une forte demande en Europe et en Corée du Sud. En 2004, le marché a commencé à accorder plus d'importance aux poudres pré-alliées, un domaine où Umicore est bien placée grâce à sa gamme de poudres Cobalite®.

Dans les **Batteries primaires**, les volumes ont baissé par rapport à 2003, en dépit d'une légère amélioration en fin d'année. La pression sur les prix observée au cours de l'année a été partiellement compensée par des innovations apportées aux produits d'Umicore.

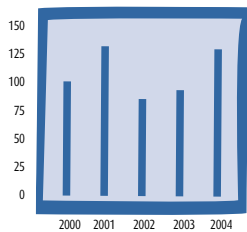
La nouvelle activité **Poudres électroniques** a pu asseoir sa position au cours de l'année en nouant une série de relations avec des clients clés, essentiellement en Asie. Les propriétés des poudres sphériques ultra-fines de cuivre et de nickel d'Umicore, destinées aux condensateurs céramiques multi-couches, serviront de base à la croissance de cette activité.



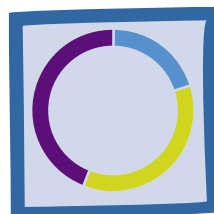
Le germanium, qui possède de nombreuses propriétés intéressantes, est présent dans les plastiques transparents thermostables de votre cuisine.

5 | Evolution des ventes de produits germanium

(unités de métaux vendus en 2000 = 100)

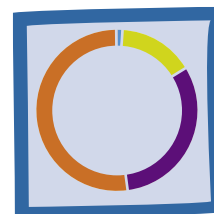


6 | Revenus par business line (Electro-Optic Materials)



- Produits chimiques de haute pureté 20%
- Optique 36%
- Substrats 44%

7 | Répartition géographique des ventes (Electro-Optic Materials)



- Afrique/Moyen-Orient 1%
- Asie/Australie 15%
- Europe 32%
- Amérique du Nord 52%

Electro-Optic Materials

Les volumes de l'activité **Substrats** ont augmenté de 45% sur un an. La reprise des programmes mondiaux de satellites explique en grande partie cette amélioration. Bien que les lancements de satellites en 2004 aient été inférieurs à la moyenne historique (20-30 par an) le nombre de lancements devrait augmenter en 2005, en raison de la forte demande en liaison télévisuelles directes par le biais de satellites et de connexions internet à grande vitesse. Les ventes de substrats de germanium de 100 mm pour diodes électroluminescentes (LED) ont continué d'augmenter pendant toute l'année. Les efforts de recherche se sont concentrés sur l'utilisation du germanium dans des applications d'énergie solaire terrestre.

Dans le secteur des **Produits chimiques de haute pureté** les livraisons de tétrachlorure de germanium pour des applications de fibre optique ont progressé de 95% par rapport à 2003, principalement en raison d'une augmentation des livraisons au premier semestre due au restockage des clients. Néanmoins, une fois ce restockage terminé,

les livraisons ont chuté au second semestre. Le marché final des fibres optiques n'a montré aucun signe de reprise significative, les connexions "last mile" tardant en effet à se réaliser. Les volumes de vente de bioxyde de germanium ont progressé par rapport à l'année précédente.

Le secteur de l'**Optique** s'est de plus en plus concentré sur le projet GASIR® pour la production de modules optiques destinés aux systèmes de vision nocturne dans les voitures. L'usine de Quapaw, en Oklahoma, s'apprête à démarrer la production à la mi-2005. GASIR® a également suscité l'intérêt du marché de la thermographie en général, qui a pris conscience des avantages que représente un coût comparativement faible associé à une haute performance. Les ventes d'ébauches de lentilles en germanium ont augmenté par rapport à 2003 et la nouvelle concurrence dans ce secteur a accru la pression sur les prix. Dans le segment des revêtements, les activités basées à Dundee se sont concentrées sur le développement et l'optimisation de nouvelles technologies.



Le cobalt est un pigment bien connu qui sert à donner une coloration bleue à votre céramique.

Diamants synthétiques

Chiffres clés

(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Contribution à l'EBIT et EBITDA :					
Récurrent	8,0	5,4	13,8	12,8	4,6
Non-récurrent	n/a	n/a	0,0	-11,1	-4,0
Total	8,0	5,4	13,8	1,7	0,5

11

Les ventes de Megapode ont augmenté de 25% par rapport à 2003. Tous les segments du marché ont enregistré une croissance de volume, la plus importante étant celle des produits polycristallins. En revanche, la pression persistante sur le prix des abrasifs, combinée à la forte appréciation du rand et de l'euro par rapport au dollar US, a accentué davantage la pression sur les bénéfices.

Megapode a réussi à compenser une partie des effets négatifs des taux de change par des volumes supérieurs, des économies d'échelle, de nouvelles réductions de coûts et une efficacité accrue, ainsi que par un mix de produits plus favorable. Une charge de € 4 millions liée au passage de Megapode aux normes comptables IFRS a été comptabilisée comme une contribution non-récurrente.



Les matériaux d'Umicore sont utilisés pour donner un revêtement décoratif à des équipements ménagers tels que vos robinets.

Métaux précieux - produits et catalyseurs

Profil

12

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs produit une gamme de matériaux fonctionnels complexes basée sur une vaste expertise en chimie, en métallurgie et en science des matériaux, essentiellement appliquée aux métaux précieux. Ses activités desservent un grand nombre d'industries, dont l'automobile, la joaillerie, l'électronique, le secteur pharmaceutique et l'optique.

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs se concentre sur des clients dont les activités sont stimulées par les changements intervenant dans la technologie et la législation et qui doivent disposer de matériaux originaux et sur mesure pour permettre à leurs produits de remplir les fonctions prévues. Ce business group vise l'acquisition de positions de leadership fondées sur son expertise dans des plates-formes technologiques complémentaires telles que la catalyse, la chimie des semi-conducteurs et la technologie des revêtements de surface. Le recyclage et un modèle d'entreprise en boucle fermée sont des éléments fondamentaux de la stratégie de Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs.

Le quartier général de Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs est établi à Hanau (Allemagne). Ses activités sont organisées en cinq business units: Automotive Catalysts, Jewellery & Electroplating, Precious Metals Chemistry, Technical Materials et Thin Film Products. Ensemble, ces activités comptent plus de 20 sites de production dans 15 pays de par le monde.

Chiffres clés

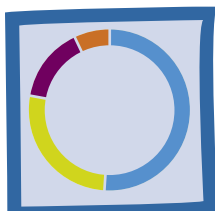
(€ millions)	IFRS	
	2003*	2004
Chiffre d'affaires	646,0	1 678,7
Revenus (hors métal)	286,9	698,0
EBIT - récurrent	42,9	120,3
EBIT - non-récurrent	0,0	-0,4
EBIT - Total	42,9	119,9
Marge opérationnelle récurrente %	14,9%	17,2%
EBITDA	62,9	164,1
Investissements	13,7	49,2
Capitaux engagés moyens	538,3	580,5
ROCE récurrent %	17,5%	20,7%
Effectifs	3 156	3 114

* Cinq mois pour les activités ex PMG et 12 mois pour Thin Film Products (précédemment inclus dans Matériaux Avancés)



Votre voiture est équipée d'un catalyseur qui contribue à réduire la pollution.

1 | Répartition géographique des ventes (Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs)



- Europe 51%
- Amérique 27%
- Afrique 15%
- Asie 7%

L'EBIT récurrent global pour 2004 a atteint € 120,3 millions, tandis que les revenus pro forma ont progressé de quelque 4%. Ces chiffres confirment une évolution solide à travers tout le portefeuille d'activités.

Automotive Catalysts

Dans l'ensemble, les immatriculations de nouveaux véhicules en 2004 ont connu une hausse modérée de 2% en Amérique du Nord et en Europe. En dépit des stratégies promotionnelles agressives, les ventes de véhicules neufs ont eu tendance à faiblir sur ces deux continents durant le dernier trimestre. La production de véhicules en Amérique du Nord s'est essouffée au cours du quatrième trimestre et le marché européen a connu le même sort. Umicore a vu ses ventes de catalyseurs pour automobiles croître tout au long de l'année, alors que la société poursuivait sa phase de croissance, surtout en Amérique du Nord.

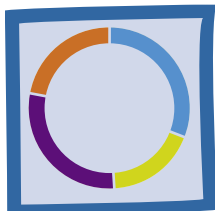
La business unit a annoncé le développement d'une nouvelle technologie qui permet l'usage partiel de palladium comme catalyseur dans les systèmes de contrôle des émissions diesel destinés aux voitures. Le platine était jusque-là le seul matériau capable de remplir cette fonction. La nouvelle technologie apporte aux fabricants automobiles une certaine flexibilité dans le choix des matériaux des catalyseurs pour moteurs diesel. Cette évolution a eu un impact considérable sur le marché et a renforcé la réputation de leadership technologique d'Umicore. Plusieurs commandes ont été reçues en 2004 pour des livraisons début 2006. Plus tard dans l'année, les efforts de recherche d'Umicore ont commencé à se concentrer sur le développement de technologies qui permettront de porter le taux de substitution au-delà du seuil actuel de 25%.

La percée du palladium a aussi accru les possibilités d'une introduction plus large et plus rapide des filtres à particules diesel activés catalytiquement. En juillet, l'association allemande de l'industrie automobile (VDA) a



D'infimes quantités de composés de métaux précieux sont utilisées pour créer le revêtement adhésif de vos pense-bêtes.

2 | Ventes des produits de Technical Materials



- BrazeTec 31%
- Matériaux de packaging électronique 18%
- Matériaux de contact 29%
- Matériaux platineux façonnés 22%

14

annoncé que, suivant les tendances actuelles du marché, toutes les nouvelles voitures diesel du marché intérieur produites par une entreprise membre de l'association seraient équipées d'un filtre à particules d'ici à 2008/2009.

Les préparatifs à l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les émissions des véhicules lourds à moteur diesel se sont poursuivis et, en 2004, Umicore a étendu sa présence sur le marché du remplacement de catalyseurs pour camions diesel et autres véhicules lourds. Les investissements R&D d'Umicore ont augmenté dans ce domaine, et le nouveau centre de test de Hanau, en Allemagne, qui a été inauguré le 16 février 2005, aura un rôle majeur à jouer dans ce contexte.

Les travaux de construction de la nouvelle usine de production de Suzhou, en Chine, se sont poursuivis comme prévu et la production devrait démarrer au second semestre 2005.

Technical Materials

Les **matériaux de packaging électronique** ont vu leurs ventes grimper de 26% par rapport à 2003. L'activité a été forte, surtout durant les deuxième et troisième trimestres, portée par les pâtes à souder et les fils de brasure Microbond utilisés dans les matériaux de jonction, un domaine dans lequel Umicore est un leader mondial. Le site de production à Singapour a pris de l'importance et a accru les ventes aux clients du marché asiatique de l'électronique. La croissance du nombre de clients européens en Asie et la délocalisation d'usines de production de l'Europe vers cette région se sont également avérées bénéfiques. Les projets de développement prévoient de nouvelles pâtes pour matériaux de jonction dans le domaine de l'éclairage par diodes électroluminescentes des freins de voitures.

Chez **BrazeTec**, les niveaux de vente ont augmenté de 5% sur un an. Les ventes de matériaux spéciaux de brasage ont été fortes en Asie. Bien que le marché européen soit resté actif, il a subi la concurrence accrue des producteurs américains, qui profitent d'un dollar US plus faible. La rentabilité globale a été renforcée grâce à une priorisation plus efficace des marchés.



Umicore fournit les métaux précieux qui sont utilisés dans la fabrication de vos bijoux en or et en argent.

Le scénario de l'année a été similaire dans les **Matériaux de contact**. Les ventes ont progressé de 6%, l'une des plus grosses réussites étant l'introduction de produits avancés exempts de cadmium sur le marché US pour des applications tant automobiles que non automobiles.

Dans les **Matériaux platineux spéciaux**, les niveaux de vente globaux ont augmenté de quelque 6% pour l'année, essentiellement grâce à la solidité des ventes d'équipement pour la fabrication de verre TFT. Le secteur du verre TFT a été porté par la croissance soutenue du marché des écrans/télévisions LCD tout au long de 2004. Les ventes de toiles catalytiques ont chuté à cause d'une concurrence agressive.

Jewellery and Electroplating

Le segment de la **joaillerie** a connu une nette reprise, les ventes aux clients de plus petite envergure ayant nettement dépassé les niveaux atteints en 2003. Ce développement est le reflet d'une confiance accrue du consommateur, tendance confirmée par les fortes ventes enregistrées au quatrième trimestre avant la période de Noël. Dans le segment des **produits industriels** les ventes annuelles de produits à base d'argent ont progressé pour toutes les applications. En **galvanoplastie**, les niveaux de performance ont été élevés tout au long de l'année. Tant le segment de l'électronique que les produits décoratifs (p. ex. les électrolytes de rhodium pour le dépôt d'une fine couche sur l'or blanc) ont été porteurs. Une tendance marquante a été l'accroissement de la demande dans le domaine du traitement de surface des substrats de métaux non précieux avec des revêtements en métaux précieux.



Les produits d'Umicore ne servent pas seulement à fabriquer le verre de l'écran plat de votre TV, mais ils se trouvent aussi à l'intérieur de l'appareil sous la forme d'oxyde d'étain-indium qui intervient dans la production de l'image.

Precious Metals Chemistry

En ce qui concerne les catalyseurs et les produits chimiques organométalliques, les revenus d'Umicore ont nettement dépassé ceux de 2003, avec un taux de croissance supérieur à celui du marché. Ces produits sont utilisés dans des procédés tels que la production de substances actives synthétiques dans les produits pharmaceutiques et de la chimie fine ainsi que pour la production de plastiques, solvants et polymères. Les ventes de produits chimiques inorganiques se sont également améliorées. L'élargissement de la gamme de possibilités de récupération résultant de l'étroite collaboration avec les activités de raffinage des métaux précieux d'Umicore en Belgique a eu un effet positif supplémentaire.

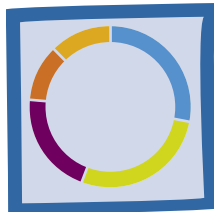
Thin Film Products

Les ventes ont été soutenues pendant toute l'année 2004, progressant globalement de 24% par rapport à 2003. Sur le marché des **écrans**, la fermeté du secteur TFT a revigoré les ventes d'oxyde d'étain-indium (ITO) et de cibles de chrome; les performances de la filiale implantée à Providence, Rhode Island, se sont nettement améliorées à la suite de l'extension de sa capacité. En **électronique** les revenus ont nettement augmenté bien qu'un léger ralentissement ait été observé sur le marché vers la fin de l'année. Dans le domaine du **stockage optique de données**, les ventes de cibles d'argent se sont améliorées et l'intégration avec les activités d'Allgemeine à Pforzheim s'est achevée. De nouveaux matériaux cibles ont été développés pour les



Les matériaux de revêtement d'Umicore servent à composer la couche de stockage de données de vos CD.

3 | Ventes par application (Thin Film Products)



- Optique 27%
- Micro-électronique 27%
- Stockage optique de données 23%
- Protection contre l'usure 11%
- Ecrans 12%

applications DVD-RW à grande vitesse. Dans le secteur **optique**, les ventes ont connu un bon niveau pendant le premier semestre grâce à l'introduction de nouveaux produits, mais ont ralenti par la suite. Le segment de la **protection contre l'usure** a connu une bonne croissance en raison de la forte demande émanant de l'industrie de l'outillage. La principale unité située à Balzers, au Liechtenstein, a déménagé dans de nouveaux locaux offrant une capacité de production supérieure, ainsi que de nouveaux laboratoires et chambres stériles.



L'antimoine de soude est utilisé comme retardateur de flamme dans les étoffes qui parent votre living.

Quand votre lave-linge doit être remplacé, ses composants électroniques peuvent être recyclés par Umicore.



Métaux précieux - services

Profil

Métaux Précieux - Services est le leader mondial en matière de recyclage des matériaux complexes contenant des métaux précieux. Son métier de base consiste à fournir des services complets de raffinage et de recyclage à une clientèle internationale. Métaux Précieux - Services recycle et raffine des métaux précieux et d'autres métaux non ferreux à partir d'un large éventail de matériaux intermédiaires industriels complexes (sous-produits d'autres opérations de fonderie et de raffinage de non-ferreux) et de résidus contenant des métaux précieux et provenant d'applications dans l'électronique, la photographie et la catalyse. Le business group Métaux Précieux - Services est unique par la diversité des matériaux qu'il est en mesure de recycler et la flexibilité de ses opérations.

Les opérations de recyclage des métaux précieux d'Umicore sont implantées à Hoboken (Belgique), Hanau (Allemagne) et Guarulhos (Brésil). Son réseau de collecte et de prétraitement de catalyseurs automobiles en fin de vie comprend des sociétés installées à Alzenau (Allemagne), Covington (USA), Guarulhos (Brésil), une joint-venture avec Rhodia dénommée Cycleon (France). L'unité Precious Metals Management d'Umicore est basée en Allemagne et aux Etats-Unis.

Chiffres clés

(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Chiffre d'affaires	739,7	764,3	768,8	1 717,0	2 263,8
Revenus (hors métal)	189,2	199,3	201,0	214,7	204,9
EBIT - récurrent	30,6	50,3	53,2	45,7	33,3
EBIT - non-récurrent	n/a	n/a	0,0	0,0	-2,3
EBIT - Total	30,6	50,3	53,2	45,7	31,1
Marge opérationnelle récurrente %	16,2%	25,2%	26,5%	21,3%	16,3%
EBITDA	50,9	71,4	78,2	71,3	58,3
Investissements	14,6	17,9	36,3	23,2	20,9
Capitaux engagés moyens	176,5	176,0	166,6	240,6	300,6
ROCE récurrent %	17,4%	28,6%	32,0%	19,0%	11,1%
Effectifs	1 226	1 179	1 160	1 180	1 289



Umicore raffine l'argent, qui est ensuite utilisé pour plaquer vos couverts.

L'EBIT récurrent pour l'ensemble de l'exercice a diminué de 27% pour atteindre € 33,3 millions. Cette baisse est essentiellement due à la disponibilité réduite de matières premières - notamment au premier semestre. A la suite de l'achèvement du programme de restructuration, les activités de raffinage de Hanau n'ont plus subi de pertes au second semestre. Les rendements sont difficilement comparables d'une année à l'autre étant donné le fait que les activités Metals Management dont les besoins en capitaux sont importants, n'ont été incluses que pour cinq mois en 2003.

L'approvisionnement s'est amélioré en cours d'année, les augmentations observées dans les prix de la plupart des métaux conduisant à une disponibilité accrue de certains résidus industriels, en particulier au second semestre. L'industrie du plomb en Europe a néanmoins produit des volumes beaucoup plus faibles et le marché des boues d'électrolyse provenant de l'industrie du cuivre est resté très concurrentiel, les améliorations des frais de traitement et de raffinage ne conduisant pas à une amélioration significative de la production des fonderies (et donc des résidus). Au flux des sous-produits de l'industrie du zinc sont venus s'ajouter les résidus argentifères de lixiviation de la raffinerie de zinc d'Auby d'Umicore.

Sur le plan des matériaux en fin de vie, le deuxième semestre a vu un net accroissement des volumes de déchets électroniques. Il est difficile de dire avec certitude que ce phénomène est directement lié aux volumes accrus anticipés par la directive DEEE à l'échelle de l'Union européenne. Umicore n'a pas ménagé ses efforts en 2004 pour développer des réseaux de collecte en vue de sécuriser son alimentation en ce type de matériaux. En outre, Umicore a organisé, en octobre à Anvers, un congrès consacré à l'impact de la directive DEEE sur les déchets d'équipements électroniques et électriques, afin de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et de nouer également des contacts commerciaux.

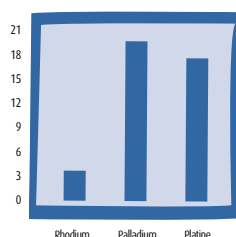
Les approvisionnements en catalyseurs automobiles usés ont dépassé ceux de 2003, en raison de l'élargissement du réseau de collecte et de traitement d'Umicore en Belgique, en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. Les approvisionnements en catalyseurs industriels usés ont aussi connu une hausse surtout imputable à un niveau d'activité plus élevé de l'industrie pétrochimique.

Umicore a profité de l'augmentation des prix pour la plupart des métaux en 2004 et les prix de vente de métaux spéciaux, tels que le sélénium et l'indium se sont nettement améliorés.

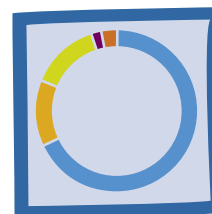
L'usine de Hoboken a continué à améliorer sa productivité tout au long de l'année et est parvenue à réaliser un flux de matériaux encore plus efficace sur son site. Une augmentation de capacité a été décidée pour la production d'acide sulfurique, ce qui permettra de tirer davantage de bénéfices économiques de ce sous-produit.

Au niveau de l'activité Metals Management, la volatilité générale des prix des métaux précieux a créé d'excellentes opportunités de négoce durant toute l'année. Durant le premier semestre, Umicore a tiré parti des prix élevés des métaux précieux (en particulier l'argent et le platine) et a été en mesure de fixer à des taux intéressants une partie des ventes de ces métaux prévues en 2005.

1 | Production de platineux (en tonnes)



2 | Origine géographique des approvisionnements en 2004 (en fonction des frais de raffinage)



- Europe 68%
- Amérique du Nord 13%
- Afrique/Moyen-Orient 14%
- Amérique Centrale et du Sud 2%
- Asie 3%

3 | Nature des approvisionnements en 2004 (en fonction des frais de raffinage)



- Sous-produits des industries du zinc et du plomb 39%
- Déchets électroniques 10%
- Sous-produits de l'industrie des métaux précieux 16%
- Sous-produits de l'industrie du cuivre 11%
- Catalyseurs 12%
- Prétraitement 4%
- Autres 7%
- Concentrés 1%



Les oxydes de zinc sont un ingrédient essentiel des crèmes solaires qui protègent votre peau.



Les alliages de zinc servent à fabriquer les tirettes de nombreux vêtements.

Zinc

Profil

Umicore dispose d'un profil unique au sein de l'industrie du zinc. Elle est intégrée en aval et couvre toute la chaîne de valeur de l'industrie, de la fusion à la production de produits semi-finis et finis tels qu'alliages, produits chimiques et matériaux destinés au bâtiment, pour une multitude d'applications. Sa capacité de production totale dépasse les 600 000 tonnes de zinc.

Le business group zinc d'Umicore utilise ses activités de fusion et de recyclage pour alimenter sa production de produits à valeur ajoutée. Dans la fusion, la stratégie est ciblée sur l'excellence opérationnelle en termes de coûts et d'efficacité, la maximalisation de la production et l'optimisation du volume de matériaux recyclés. Pour les produits à valeur ajoutée, Umicore s'efforce de développer des positions de leadership sur chaque marché et d'offrir, dans toute la mesure du possible, un service "en boucle fermée" à ses clients. Les initiatives de croissance visent essentiellement à poursuivre le développement des produits à valeur ajoutée. Le business group Zinc s'articule en quatre business units: Zinc Smelting, Zinc Alloys & Chemicals, Building Products, ainsi qu'une participation de 47% dans Padaeng Industry (PDI), le seul producteur de zinc d'envergure en Asie du Sud-est, situé en Thaïlande.

REMARQUE: En février 2005, Umicore a annoncé son intention de restructurer son segment Zinc.

La restructuration impliquerait un recentrage sur les produits spéciaux et une réduction de la production de zinc primaire de quelque 130 000 tonnes par an. L'état d'avancement de ces projets est relaté sur le site internet www.umicore.com

Chiffres clés

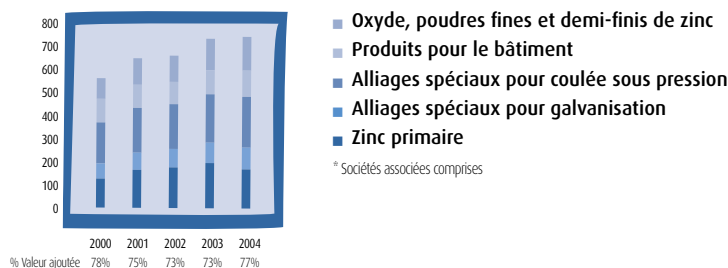
(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Chiffre d'affaires	971,8	817,9	754,0	803,6	933,8
Revenus (hors métal)	439,1	443,5	425,0	440,6	481,4
EBIT - récurrent	85,8	50,7	17,8	28,4	78,6
EBIT - non-récurrent	n/a	n/a	-16,7	-9,0	2,4
EBIT - Total	85,8	50,7	1,1	19,3	81,0
Marge opérationnelle récurrente %	19,5%	11,4%	4,2%	6,4%	16,3%
EBITDA	128,2	86,6	52,7	64,2	132,7
Investissements	25,3	41,6	43,4	45,0	41,5
Capitaux engagés moyens	333,2	290,5	236,2	264,5	359,5
ROCE récurrent %	26,7%	17,0%	6,5%	10,0%	21,4%
Effectifs	2 448	2 691	2 860	2 863	2 875



Le zinc est utilisé pour vulcaniser les pneus de votre voiture, remorque, tondeuse...

1 | Ventes de zinc raffiné et de produits spéciaux*

('000 tonnes)



% Valeur ajoutée: 2000 78%, 2001 75%, 2002 73%, 2003 73%, 2004 77%

Le prix du zinc pour l'année s'est élevé en moyenne à USD 1 047 par tonne, ce qui correspond à une hausse de USD 219 par rapport à 2003. Le programme de couverture du prix du zinc mis en place en début d'année a permis à Umicore d'obtenir un prix du zinc effectif de USD 1 034 par tonne pour 2004. Cette amélioration explique en grande partie la solide progression de l'EBIT qui est passé à € 78,6 millions. Les revenus globaux se sont inscrits en hausse de 9% pour atteindre € 481 millions.

Zinc Smelting

La production annuelle combinée d'Auby et de Balen a atteint 517 000 tonnes. Les frais de traitement pour l'année ont été inférieurs à ceux de 2003. Cependant, grâce à ses contrats à long terme, Umicore a profité de conditions générales supérieures au niveau de référence européen. La diminution des bénéfices résultant des frais de traitement inférieurs a été compensée en partie par une forte augmentation du prix de l'acide sulfurique. En ce qui concerne les approvisionnements en concentrés pour 2005, Umicore avait déjà couvert 50% de ses besoins (volumes et conditions) dès la fin de l'année 2004.

Umicore a profité de la hausse du prix du zinc en 2004 pour verrouiller les bénéfices pour 2005. Le résultat net de toutes les opérations de couverture a été qu'au 31 décembre, 75% de l'exposition de la société au prix du zinc était couverte à un taux moyen de USD 1 156 par tonne. Les bénéfices projetés de l'opération en dollar ont également été couverts.

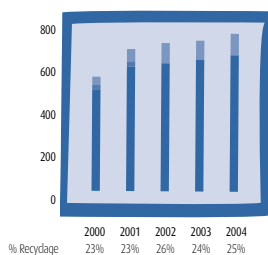
Umicore a renouvelé ses contrats de fourniture d'électricité pour la Belgique et la France jusqu'en 2007. L'effet incrémentiel de la hausse des prix et de l'augmentation de la taxation signifie quelques € 5 millions de frais énergétiques supplémentaires à partir de 2005. Pour atténuer l'effet de la hausse des prix de l'énergie, Umicore a entrepris une analyse destinée à identifier de nouvelles possibilités de réduire sa consommation d'énergie à l'avenir.

La majeure partie du programme de restructuration annoncé début 2004 a été réalisée au cours de l'année en accord avec les représentants syndicaux.



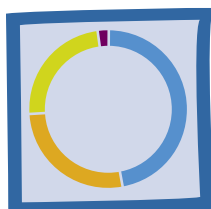
Le zinc sur votre toit vous garde au sec, et en plus il donne fière allure à votre maison.

2 | Production totale de zinc ('000 tonnes de zinc contenu)



- Production à partir de matières secondaires
- Zinc thermique Overpelt
- Lingots (Auby + Balen + Padaeng)

3 | Structure du marché (alliages)*



- Coulée sous pression 47%
- Galvanisation en continu 27%
- Galvanisation générale 24%
- Autres 2%

* Sociétés associées non comprises

22

Padaeng

Les volumes annuels de vente ont atteint le même niveau qu'en 2003. Padaeng a profité de l'amélioration du prix du zinc d'une année à l'autre, qui a toutefois été partiellement affectée par la baisse des frais de traitement pour les fonderies asiatiques et l'augmentation des coûts d'électricité en Thaïlande. L'installation de flottation a contribué à accroître la flexibilité et la rentabilité de l'alimentation en matières premières. Padaeng a intensifié le développement de ses activités aval, dans le domaine des alliages, en Thaïlande et sur d'autres marchés asiatiques.

Zinc Alloys and Chemicals

Dans l'activité **Poudres fines de zinc**, les volumes et les primes pour les produits d'Umicore se sont maintenus à un bon niveau tout au long de l'année dans toutes les régions, en particulier en Asie. L'amélioration du prix du zinc a entraîné une augmentation des marges de recyclage.

Les activités **Oxydes de zinc** ont enregistré une amélioration de performance sur un an.

Le marché européen a été plus équilibré grâce à une réduction des importations chinoises combinée à une forte demande dans la plupart des secteurs utilisateurs finaux. L'amélioration sur un an du prix du zinc a aussi renforcé les marges de recyclage.

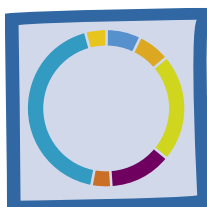
En **Coulée sous pression**, les volumes globaux de l'année ont augmenté de 4,6% par rapport à 2003, la croissance la plus forte se manifestant en Chine et en Europe de l'Est. L'unité de production de GM Metal établie en France a efficacement épaulé l'usine d'Overpelt non seulement sur le plan du recyclage, mais aussi en produisant un appoint d'alliages dans les périodes de forte demande.

Dans le segment de la **Galvanisation**, les ventes de produits pour la galvanisation générale se sont améliorées, en particulier sur les marchés français et italien. L'activité accrue des aciéries a aussi entraîné une intensification de la demande de produits destinés à la galvanisation en continu tout au long de l'année. En galvanisation, dans l'ensemble, l'essor des produits spéciaux s'est poursuivi, les volumes de vente de ces produits augmentant de 11%.



De nombreux appareils domestiques contiennent des éléments en zinc coulé sous pression.

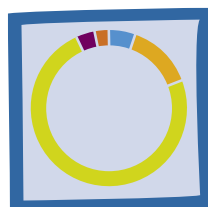
4 | Structure du marché (oxyde + poudres fines de zinc)*



- Pneus 7%
- Céramique 7%
- Produits chimiques 22%
- Agriculture 13%
- Caoutchouc 4%
- Peinture 43%
- Autres 4%

* Sociétés associées non comprises

5 | Répartition géographique des ventes* (Zinc Alloys and Chemicals)

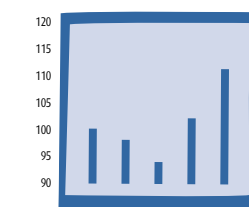


- Afrique/Moyen-Orient 5%
- Asie/Océanie 14%
- Union Européenne 74%
- Autres pays d'Europe 4%
- Amérique 3%

* Sociétés associées non comprises

6 | Ventés totales des produits zinc pour le bâtiment*

(2000 = 100)



* Sociétés associées comprises

Building Products

Les volumes globaux de l'année ont augmenté de 7% par rapport à 2003. Les marges sont restées relativement bonnes, en dépit de l'augmentation sur un an du prix du zinc. Le marché français s'est révélé le plus porteur et la plupart des autres marchés traditionnels ont progressé. Les ventes en Belgique ont néanmoins été quelque peu inférieures aux attentes. Un accroissement des volumes de ventes a été enregistré sur les nouveaux marchés, principalement en dehors de l'Europe. Une proportion plus grande de produits plus spécialisés, tels que le zinc prépatiné, a été vendue conformément à la stratégie de développement de l'activité. Deux produits - ANTHRA-ZINC NG (un produit prépatiné avec un revêtement organique) et le nouveau système d'eau de pluie PLULINE ont été lancés en 2004.

Les exploitations de transformation multi-métaux en Suisse, en Slovaquie et en Allemagne ont étoffé l'offre globale de produits et de services de l'activité, contribuant ainsi à l'amélioration générale de la performance commerciale.

Les efforts de longue durée menés en vue d'améliorer les conseils en matière de cahier des charges et le suivi des projets architecturaux ont commencé à porter leurs fruits en 2004. Une augmentation des ventes liées à des projets et une nouvelle augmentation de la proportion de produits à valeur ajoutée vendus, en particulier les matériaux prépatinés, sont des indicateurs spécifiques de cette réussite. Parmi les projets notoires dans lesquels des produits d'Umicore ont été utilisés en 2004, citons l'Opéra de Singapour et la Cité Multimédia de Montréal, au Canada.



Le cuivre est présent à de nombreux endroits dans votre maison, par exemple dans les câbles qui alimentent votre cuisinière en électricité...

ou les tuyaux en cuivre de votre système de chauffage central...



Cuivre

Profil

Umicore Copper est un opérateur européen intégré dont les activités couvrent la fonderie, le raffinage, le recyclage et la transformation en produits demi-finis. Ces activités représentent une capacité de production annuelle combinée de plus de 500 000 tonnes de produits, allant du fil machine - dont Umicore est le plus grand producteur non intégré d'Europe - aux plateaux, aux billettes et à des produits plus spécialisés tels que le fil exempt d'oxygène.

Umicore Copper opère à partir de quatre sites : Pirdop en Bulgarie (fonderie et raffinage), Olen en Belgique (raffinage et produits en cuivre), Avellino en Italie (produits en cuivre) et Blodelsheim, en France (produits en cuivre).

REMARQUE: Umicore a annoncé en février 2005 son intention de procéder à une scission partielle et à une cotation séparée de ses activités cuivre - qui s'appelleront désormais Cumerio. L'état d'avancement de cette procédure est relaté sur le site internet www.umicore.com.

Chiffres clés

(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Chiffre d'affaires	1 154,5	1 036,2	926,5	928,1	1 454,5
Revenus (hors métal)	205,3	199,4	196,8	194,5	210,9
EBIT - récurrent	25,0	13,0	8,7	0,9	20,7
EBIT - non-récurrent	n/a	n/a	-1,4	-5,9	0,0
EBIT - Total	25,0	13,0	7,3	-5,0	20,7
Marge opérationnelle récurrente %	12,2%	6,5%	4,4%	0,4%	9,8%
EBITDA	54,4	43,5	39,5	28,1	50,2
Investissements	38,1	77,3	43,3	34,5	18,9
Capitaux engagés moyens	399,7	417,3	422,8	427,7	465,3
ROCE récurrent %	6,2%	2,9%	1,8%	0,0%	4,1%
Effectifs	2 087	2 120	1 809	1 734	1 560



... ou encore comme matériau à la fois décoratif et fonctionnel dans vos luminaires.

Les résultats annuels ont été nettement supérieurs à ceux de 2003, avec un EBIT récurrent atteignant € 20,7 millions. Les revenus ont augmenté de 8% pour atteindre € 210,9 millions.

Les retraits de cuivre des entrepôts du LME et du Comex se sont accélérés en 2004, en raison du déficit de l'offre résultant d'une augmentation de 9% de la demande de cuivre dans le monde. Les stocks du LME sont ainsi passés de 104 575 tonnes au début de l'année à 48 875 tonnes à la fin de l'année.

En raison de la disponibilité réduite du cuivre, le prix du cuivre a encore augmenté en 2004 et a atteint un cours moyen de USD 2 972 par tonne (contre USD 2 760 par tonne en 2003), avec un report moyen de USD 91 par tonne. La hausse du prix du cuivre a incité les producteurs de concentrés à accroître la production minière, ce qui a eu un effet considérable sur l'équilibre du marché des concentrés. L'augmentation des frais de traitement et de raffinage qui en a résulté a été forte, bien que l'effet pour Umicore Copper soit resté encore fort limité puisque les frais de traitement sont généralement renégociés sur une base annuelle. Les primes producteurs ont également considérablement augmenté en Europe en raison de la pénurie de cathodes, mais les principaux effets ne se feront sentir qu'en 2005.

Umicore Copper a été en mesure de couvrir ses besoins en concentrés, blister, anodes et déchets pour assurer l'alimentation de ses activités de fonderie et de raffinage. Les activités de fonderie et de raffinage à Pirdop (Bulgarie) ont poursuivi sur leur excellente lancée et ont réalisé en 2004 une production record de 227 029 tonnes d'anodes, soit 7% de mieux qu'en 2003. A Pirdop, la raffinerie a produit 55 254 tonnes de cathodes en 2004, soit 20% de plus qu'en 2003.

La production de cathodes à la raffinerie d'Olen a atteint un niveau record de 343 181 tonnes, soit 5,5% de plus qu'en 2003. Ce résultat a été obtenu malgré le fait que Pirdop ait livré 19 500 tonnes d'anodes de moins, ce qui démontre la capacité d'Umicore Copper de contracter un large éventail de matières premières

1 | Répartition géographique des ventes



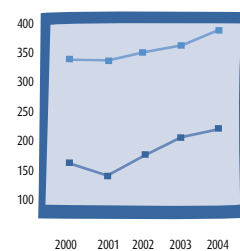
- Benelux 17%
- Allemagne 14%
- France 7%
- Italie 37%
- Espagne 5%
- Autres pays d'Europe 12%
- Autres pays du Monde 8%

provenant d'autres sources. Les anodes non utilisées à Olen ont été vendues sur le marché en expansion de la région de la Mer Noire, une tendance qui devrait se poursuivre.

Dans l'ensemble, les livraisons annuelles de fil machine en cuivre ont augmenté de 12% pour atteindre 407 019 tonnes en 2004. Les livraisons de fil machine en cuivre en Europe septentrionale ont progressé de plus de 21%, tandis que l'Italie a souffert d'un déclin de 4% dû essentiellement à la disponibilité réduite de cathodes pour les commandes de travail à façon. Les livraisons de produits spéciaux et de fil machine exempt d'oxygène ont augmenté de 63% comparé à 2003 et la demande en Europe, en 2004, a été supérieure aux capacités existantes. En octobre la décision a été prise de doubler la capacité de production de fil machine spécial pour la porter à 30 000 tonnes par an à fin 2005. Les ventes de billettes et plateaux ont atteint 93 621 tonnes sur l'ensemble de l'année, soit 25% de plus que pendant la même période en 2003.

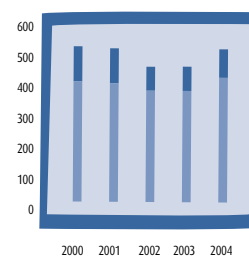
Les activités de Climeta, acquises en 2003, ont contribué positivement au résultat d'Umicore Copper dans sa première année complète d'intégration.

2 | Production d'anodes de cuivre et de cuivre raffiné ('000 tonnes)



- Cuivre raffiné
- Anodes de cuivre

3 | Ventes de produits demi-finis en cuivre ('000 tonnes)



- Billettes et plateaux
- Fil machine Contirod

Corporate & participations

Profil

Ce segment regroupe les fonctions opérationnelles partagées et activités corporate, ainsi que la fonction Recherche Développement & Innovation et l'activité piles à combustible. Ce segment inclut également les participations financières de la société qui ne relèvent pas directement d'un des business groups.

Chiffres clés

(€ millions)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
EBIT - récurrent	-11,4	-16,8	-13,6	-22,0	-35,8
EBIT - non-récurrent	n/a	n/a	-2,9	-10,7	-1,8
EBIT - Total	-11,4	-16,8	-16,5	-32,7	-37,6
EBITDA	-1,7	-4,5	-0,5	-4,4	-18,5
Investissements	6,0	7,4	10,8	14,1	6,3
Capitaux engagés moyens	153,0	207,2	250,9	214,6	81,5
Effectifs	1 097	1 147	1 126	1 200	1 145

TRAXYS

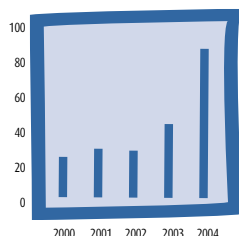
Traxys - une joint-venture à parts égales avec Arcelor, active dans le marketing et le négoce de matières premières - a pu tirer profit d'un climat favorable dopé par la demande chinoise et américaine, surtout en ce qui concerne les matériaux destinés aux aciéries et aux fonderies. Sa contribution à l'EBIT d'Umicore, calculée selon la méthode de la mise en équivalence, s'est élevée à € 6,8 millions pour 2004.

RECHERCHE, DEVELOPPEMENT ET INNOVATION

La recherche & développement est un élément clé d'une croissance durable orientée vers l'innovation. Elle contribue à créer les produits, procédés et services à haute valeur ajoutée sur lesquels l'avenir d'Umicore se concentre de plus en plus.

2004 a été une année record en termes de dépenses R&D. Le total des dépenses dans les activités liées à la R&D, activités à risque comprises, s'est élevé à € 89 millions, ce qui représente 5% des revenus, hors métal. Ceci place Umicore dans le groupe de tête des entreprises chimiques en termes d'intensité R&D (cf. 2004 R&D scoreboard, Department of Trade and Industry, Royaume-Uni, 2004). Plus de 500 personnes dans le monde participent aux activités R&D.

1 | Dépenses R&D (€ millions)



La plupart des dépenses sont supportées par les business units du Groupe, le solde est comptabilisé au niveau corporate et comprend les développements de nouvelles plates-formes technologiques, les activités à risque et la recherche & développement plus générique au profit de l'ensemble de la société.

Les principaux projets entrepris au profit des business units en 2004 sont notamment le développement de solutions et produits nouveaux ou de la prochaine génération de produits et solutions dans les domaines de la métallurgie des poudres, de la chimie des métaux précieux, des matériaux pour batteries, des catalyseurs automobiles, des matériaux pour cibles, des alliages, de la galvanochimie, des matériaux de contact, de l'industrie des semi-conducteurs et des alliages pour la coulée sous pression. Les projets sont axés sur le marché, à la fois sur le court et le plus long terme. A cet égard, l'optimisation des produits d'Umicore pour pouvoir fournir aux clients ce qui convient parfaitement à leurs applications fait partie intégrante de l'effort R&D d'Umicore. Un autre domaine sur lequel se concentrent les efforts est le développement des procédés de production industrielle et de recyclage les plus appropriés en vue de garantir un produit de haute qualité fabriqué d'une manière rentable.

Le Centre flamand des matériaux

En 2004, le gouvernement régional flamand de Belgique a approuvé un financement destiné à créer un centre de compétences en recherche sur les matériaux en collaboration avec Umicore, deux autres sociétés trans-nationales - Arcelor et Agfa - et Agoria, la fédération de l'industrie technologique en Belgique. Le centre de compétences, baptisé Flanders' Materials Centre (FLAMAC), est la première initiative du genre dans l'Union Européenne et créera une plate-forme de technologie industrielle doublée d'un centre de recherche universitaire. Il entamera ses activités en 2005. Les trois sociétés industrielles ont accepté de financer 50% des frais d'établissement et de fonctionnement du Centre et se sont engagées à effectuer de la recherche sous contrat avec FLAMAC dans ses trois premières années d'existence. Le principal domaine de recherche sera la chimie combinatoire, qui est aujourd'hui couramment utilisée dans l'industrie pharmaceutique et a le potentiel d'accélérer le développement de nouveaux matériaux.

Promotion de l'innovation

Sous la guidance du programme Umanage (un processus destiné à stimuler la créativité et l'innovation et à générer des opportunités de développement pour de nouvelles activités au-delà du rayon d'action des business units), plusieurs initiatives ont été développées à travers la création de programmes de R&D orientés marché autour d'une série de plates-formes technologiques.

Les nanomatériaux constituent une importante famille de matériaux dotée de fonctionnalités intéressantes et d'un potentiel commercial majeur et font dès lors l'objet de recherches. Les premiers produits sont en cours de lancement et une venture de type start-up a été créée (voir ci-dessous).

Le développement d'oxydes spéciaux complexes est en train d'être étudié sur la base de l'expertise d'Umicore, notamment dans le domaine des matériaux pour batteries rechargeables.

Le vaste domaine du stockage et de la génération d'énergie est un domaine passionnant et en plein essor pour le monde des matériaux. Dans cette plate-forme de développement, l'accent est mis sur les matériaux pour batteries, piles à combustible et cellules solaires.

Les projets se développant avec succès déboucheront sur la création de nouvelles business lines qui seront soit intégrées dans une business unit existante, soit développées dans un environnement à risque de type start-up.

Venture Unit - un incubateur pour les nouveaux concepts

Le venturing interne est un outil qui permet de créer et de nourrir de nouvelles activités au sein d'Umicore. C'est un banc d'essai final pour les projets qui ont franchi avec succès les stades de la faisabilité en R&D. Deux venture lines ont été actives en 2004.

La première a porté sur le recyclage des batteries rechargeables et plus particulièrement des batteries Li-ion. Un procédé a été développé pour récupérer les métaux valorisables dans les batteries rechargeables usagées, le cobalt et le nickel étant reconvertis en produits chimiques pour batteries sans génération de déchets dangereux. Ce procédé à haut rendement et respectueux de l'environnement a remporté le Gold Award 2004 de l'association de la presse européenne de l'environnement (EEP). Cette activité est actuellement en phase de démarrage. Elle est complémentaire à la business unit Specialty Oxides and Chemicals, qui fabrique des produits chimiques pour batteries à base de nickel et de cobalt, et à la business unit Precious Metals Refining, où sont recyclés des métaux précieux provenant d'ordinateurs portables, de GSM et d'autres appareils électroniques portables usagés.

La Nanoventure commercialise les produits développés dans la plate-forme technologique Nanomatériaux. Dans le courant de 2004, Umicore a signé un accord avec la société Oxonica Ltd., établie au Royaume-Uni, en vue de produire des nanomatériaux destinés au développement d'un nouvel ingrédient pour les produits de soin de la peau - l'absorbant UV OPTISOL - un produit photostable pour une protection accrue contre les UVA. Une usine de production est actuellement en cours de construction : sa mise en service est prévue en 2005. Un autre nano-composé en cours de développement est un nanomatériau de nouvelle génération destiné à des applications de polissage chimio-mécanique pour le polissage sophistiqué des tranches utilisées dans l'industrie de l'électronique. Le développement du procédé ainsi que du produit est réalisé par le laboratoire central de recherche d'Umicore à Olen, en Belgique.

PILES A COMBUSTIBLE

Une importante plate-forme de développement à long terme pour Umicore est l'unité Piles à combustible, basée à Hanau. L'unité développe et commercialise des matériaux pour des systèmes de piles à combustible utilisant des membranes d'échange protoniques (PEMFC). Umicore est un des principaux développeurs des matériaux qui constituent le noyau des piles à combustible. Elle propose des électrocatalyseurs (elyst™), associés à une membrane pour constituer des ensembles membrane-électrode (MEA, pMembrain™), le "réacteur" où l'hydrogène réagit avec l'oxygène pour produire de l'électricité. Une gamme de

catalyseurs pour le traitement de combustible (protonics™) a également été mise au point pour extraire l'hydrogène des hydrocarbures. L'activité Piles à combustible se fonde sur les compétences de base d'Umicore que sont, notamment, la chimie des métaux précieux, la catalyse et la technologie des surfaces. La capacité d'Umicore à offrir des services de gestion et de recyclage des métaux précieux accroît encore la valeur de son offre dans ce domaine.

En 2004, l'intérêt des clients pour les différents produits d'Umicore en rapport avec les piles à combustible a continué de croître. Une convention de développement a été signée dans un domaine d'application avec un équipementier mondial de premier plan qui devient ainsi un des partenaires clés d'Umicore dans les piles à combustible.

Hormis les matériaux et composants en rapport avec les métaux précieux, Umicore a commencé à se préparer à intégrer ses compétences en matière de recyclage dans le modèle d'opération des piles à combustible. Citée comme exemple dans le domaine de ce procédé, Umicore a reçu le "f-cell Special Award" de la Société régionale de développement économique de Stuttgart, en Allemagne. Le prix est attribué à des concepts technologiques novateurs qui contribuent à l'introduction des piles à combustible sur le marché. En collaboration avec des scientifiques des Métaux Précieux - Services, l'équipe Piles à combustible d'Umicore a développé un procédé de recyclage novateur pour s'attaquer au problème des émissions de gaz pendant le recyclage des membranes, rendant ainsi le recyclage des MEA plus sûr et plus rentable.

Ressources humaines

Umicore a enregistré une augmentation de ses effectifs, qui sont passés de 8 338 personnes au début de 2003 à 11 478 à la fin de 2004. Mais l'essor de la société ne s'arrête pas là. Umicore est désormais présente dans beaucoup plus de pays et couvre des produits beaucoup plus diversifiés que ce n'était le cas il y a quelques années seulement. Resserrer les liens entre les différents éléments du Groupe ainsi élargi a été une des priorités de la direction en 2004.

Intégration des activités PMG

Bien que l'intégration des activités de PMG ait progressé de manière significative dans les mois qui ont suivi l'acquisition, c'est en 2004 qu'elle s'est terminée. L'intégration des équipes de marketing a été réalisée et le programme complexe de restructuration à Hanau et Hoboken a été implémenté. Le processus d'intégration est une réussite, comme l'atteste le très faible taux de départs volontaires enregistré parmi le personnel de PMG dans les dix-huit mois à compter de juin 2003.

Le processus d'intégration s'est aussi accéléré sous l'effet de la redéfinition des politiques des ressources humaines d'Umicore, ceci afin de prendre en considération la nature plus large et plus diversifiée du Groupe. L'un des principaux défis de l'intégration a été de préserver une culture Umicore reflétant les caractéristiques de l'ensemble des entités du Groupe - les anciennes comme les nouvelles. Un élément important dans ce contexte a été la création de "The Umicore Way".

The Umicore Way

The Umicore Way a été conçu comme un moyen d'incarner les principes du Groupe en matière de stratégie, d'orientation des activités et de pratique industrielle. The Umicore Way explique la vision du Groupe et les valeurs qu'il s'efforce de promouvoir. Elle est une référence pour l'ensemble du personnel. The Umicore Way a été introduit par la direction d'Umicore par l'entremise d'un roadshow de grande envergure, qui a visité 7 sites sur 4 continents.

Dans la foulée de "The Umicore Way" un Code de conduite destiné à l'ensemble du personnel Umicore a été adopté. Le Code est destiné à servir de cadre à une pratique professionnelle éthique à tous les niveaux d'Umicore. Il a été diffusé dans tout le Groupe et traduit en 4 langues.

Organisation mondiale des ressources humaines (RH)

Un nouveau réseau mondial des ressources humaines a été créé en 2004. Il s'inscrivait dans une stratégie visant à doter le Groupe d'une structure régionale fonctionnant parallèlement à la structure des activités, basée sur des business groups et leurs subdivisions. Dans le nouveau réseau, la plupart des questions RH sont traitées par pays, avec le soutien d'une équipe régionale de coordination RH. L'équipe RH corporate, établie à Bruxelles, est configurée pour fournir la guidance nécessaire dans des matières telles que le programme de formation en management à l'échelle du Groupe, la politique de rémunération, la gestion des talents et le planning des successions. En 2004, les politiques RH régionales ont été totalement alignées, ce qui a permis de les rendre plus homogènes, plus cohérentes et clairement identifiables en tant que politiques "Umicore". Cet alignement a été opéré en concertation avec tous les coordinateurs régionaux et nationaux et compte tenu des besoins régionaux et nationaux.

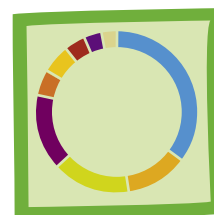
Politique de rémunération

La politique de rémunération d'Umicore a également été adaptée de manière à aligner davantage la rémunération du management sur les résultats des activités et s'applique à tous les cadres du Groupe qui sont près de 1 400. Ce système établit un lien entre la prestation individuelle et la prestation économique de la business unit du cadre (normalement liée à l'EVA) et la prestation totale du Groupe (liée au ROCE). Ce système a été instauré dans tout le Groupe. Il faut dire qu'avec l'augmentation du nombre de cadres suite à l'acquisition de PMG, les options sur actions n'étaient plus un outil de rémunération viable pour les cadres, à l'exception du groupe des 32 cadres supérieurs. Par ailleurs, le nouveau système de bonus est un excellent système de rémunération en espèces plus à même de récompenser les prestations exceptionnelles.

Préparation à Cumerio

Dans le contexte de la préparation de la scission partielle d'Umicore et de ses activités cuivre, annoncée en février 2005, des travaux préparatifs ont été entrepris en 2004 pour faire en sorte que la fonction ressources humaines des activités cuivre puisse fonctionner comme une entité à part entière. Le processus de filialisation, qui impliquait d'autres fonctions telles les systèmes financiers, la logistique, l'informatique et l'environnement, la santé et la sécurité, a été finalisé avec succès au cours de l'année.

1 | Répartition géographique du personnel d'Umicore (Sociétés associées comprises)



■ Belgique	35%
■ France	12%
■ Allemagne	16%
■ Autres pays d'Europe	15%
■ Amérique du Nord	5%
■ Amérique Latine	6%
■ Autres pays d'Asie	4%
■ Chine	4%
■ Afrique du Sud	3%

Quatre membres du personnel expliquent pourquoi ils ont choisi Umicore



Lu Jung Dong

Ventes, Engineered Metal Powders
Songjing (Shanghai), Chine

Il y a huit ans, je travaillais dans le commerce des métaux et je vendais du cobalt à Umicore. C'est comme ça que j'ai rencontré le manager de l'activité poudres de cobalt, qui m'a parlé de la société. Je me suis dit qu'elle offrirait beaucoup de possibilités aux jeunes en raison de sa taille, de son envergure internationale et de la diversité de ses produits.

Ma responsabilité principale chez Umicore est de développer notre marché du cobalt en Chine et à Taïwan. Ceci implique de fréquentes visites chez les gros clients. Je leur explique comment l'expertise technique d'Umicore peut contribuer à améliorer la qualité de leurs produits. Je leur explique aussi comment, en étant le plus gros producteur de cobalt au monde, nous pouvons leur assurer un approvisionnement fiable à un prix conséquent.

Je m'efforce de grimper dans la hiérarchie de l'entreprise. En fait, j'aimerais travailler quelques années en Europe, puis ramener mon expérience en Chine. J'aime que les choses bougent.



Nomfundo Mooi

Opérateur, Automotive Catalysts
Port Elizabeth, Afrique du Sud

En fait, c'est Umicore qui m'a choisie ! J'ai commencé à travailler il y a cinq ans dans ce qui était alors l'usine de catalyseurs automobiles de Degussa. Lorsque cette unité a été rachetée par Umicore en 2003, les choses originales qui m'attiraient sont demeurées : la société prend grand soin de nous et de nos familles. J'apprécie aussi toute la formation que je reçois, par exemple l'emploi de l'ordinateur, la lutte contre les incendies, le contrôle de la qualité et le fonctionnement des outils. Je suis enchantée qu'Umicore ait maintenu cette qualité de travail.

Je suis la plus ancienne d'une équipe de trois personnes qui travaillent dans la chaîne de production. Je m'occupe de la qualité, je vérifie que les paramètres répondent aux spécifications, je m'occupe de la gestion des documents et je gère les temps d'arrêt. Nous sommes en fait quatre groupes qui travaillons par pauses de douze heures pour faire tourner l'usine 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Je veux devenir cadre, puis accéder un jour à une fonction de direction. Grâce à une bourse d'Umicore, je fais des études de gestion en ressources humaines. J'aimerais évoluer de la même manière qu'Umicore évolue.



Wanderley Santana

Chef de production, Technical Materials
Guarulhos (São Paulo), Brésil

En 1994, je travaillais pour un client d'Umicore, une grosse entreprise d'équipement en communications. J'ai été impressionné par le professionnalisme d'Umicore: toujours à temps, avec des produits d'excellente qualité. C'est ce qui m'a décidé à leur soumettre mon CV. Umicore m'a offert un emploi dans le domaine de la production des alliages de brasage, des contacts électriques et des produits extrudés.

Aujourd'hui, je dirige une équipe de 32 personnes. Ma priorité est de garantir la livraison des produits en respectant le programme de production ainsi que toutes les exigences en matière de qualité, de sécurité et d'environnement. Je m'efforce aussi de motiver les gens et de promouvoir l'esprit d'équipe. Je le fais en responsabilisant les gens et en reconnaissant leur contribution à la bonne marche de l'entreprise.

2004 a été une année formidable et je veux continuer à donner le meilleur de moi-même pour faire carrière chez Umicore. J'ai l'intention de rester dans mon département parce qu'il y a des tas d'opportunités ici. Peut-être deviendrai-je manager. Je sais qu'Umicore me soutiendra en me donnant la formation nécessaire.



Ursula Saint-Léger

Senior Vice-President, Corporate Human
Resources Management - Bruxelles, Belgique

Je suis venue travailler chez Umicore parce qu'on m'a offert un poste intéressant, plein de défis à relever. Umicore avait des qualités bien précises à l'esprit en ce qui concerne le rôle que j'avais à remplir. Pour moi, c'était avant tout une occasion unique de développer une nouvelle vision des ressources humaines au sein d'une entreprise qui évolue rapidement.

A la tête de la fonction RH, mon travail consiste à veiller à ce que "l'aspect humain" soit au cœur de toutes les décisions prises au plus haut niveau. Je veille aussi à ce que les politiques et la structure globale des RH Umicore soient parfaitement comprises par l'ensemble de l'organisation. Dans le même temps, j'essaie de mieux comprendre les situations de nos travailleurs de par le monde.

Comme je suis entrée récemment dans la société, j'ai passé beaucoup de temps à parler de changements. Je suis maintenant prête à passer à l'action. Mon ambition est d'être une directrice RH capable de vraiment faire la différence chez Umicore. Je pense que je peux apporter un certain degré de sensibilité au rôle qui est le mien, ce qui contribuera à améliorer non seulement la façon dont la gestion des ressources humaines est menée chez Umicore, mais aussi la façon dont elle est perçue.

Environnement, Santé et Sécurité

34

La quête d'excellence d'Umicore en matière d'environnement, de santé et de sécurité cadre avec l'engagement global du Groupe envers les principes du développement durable. Cela implique que le Groupe ne transige pas sur la santé et la sécurité au travail, et qu'il tend à minimiser son impact environnemental et son utilisation des ressources naturelles comme l'eau et l'énergie. Autre élément tout aussi important : des efforts sont déployés en permanence afin de réduire l'impact sur l'environnement des produits, des services et de la pollution historique. Umicore s'efforce d'aborder ces problématiques de manière transparente, responsable et proactive.

L'approche des questions d'environnement, de santé et de sécurité développée par Umicore est présentée dans "The Umicore Way" - un document exposant les principes d'Umicore en matière de pratique d'affaire globale.

Questions environnementales

Le traitement des métaux non ferreux dans les usines d'Umicore en Belgique, en France et aux Pays-Bas a démarré il y a plus de cent ans. Beaucoup de techniques de production utilisées à l'époque étaient loin de répondre aux normes actuelles et ont produit une contamination des sols et de la nappe phréatique.

En avril 2004, Umicore a considérablement progressé en matière de règlement de la problématique de la pollution historique sur et autour de ses sites flamands. Umicore, le ministère flamand de l'Environnement et l'OVAM (l'autorité flamande en charge des déchets) ont signé un accord venant compléter la convention existante de 1997. Cet accord fixe un calendrier ainsi que les coûts à supporter pour l'assainissement des sites flamands d'Umicore et de leurs environs.

Dans le cadre de cette convention Umicore investira au total € 77 millions. Ce montant inclut € 39 millions de travaux d'assainissement et € 23 millions pour des coûts opérationnels au cours des 15 prochaines années. En outre, un fonds a été créé en vue de régler les problèmes dans le voisinage des usines. Umicore et le gouvernement contribueront tous deux € 15 millions à ce fonds.

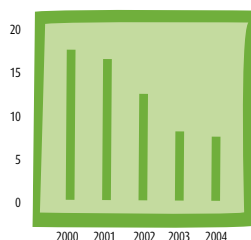
Bien que la convention couvre une période de 15 ans, Umicore a l'intention d'achever la majorité des travaux dès que possible.

Des progrès ont été réalisés en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la convention. Fin 2004, les travaux avaient déjà atteint un stade avancé sur le site de Balen, tandis qu'à Hoboken, les premières étapes d'un projet visant à déterminer les besoins d'assainissement dans le quartier Moretusburg avaient été entamées.

Dans le cadre de la préparation de la négociation de la convention en Flandre, Umicore avait estimé les coûts probables à la fin de 2003 et avait inscrit les provisions nécessaires dans ses comptes. Par conséquent, aucune nouvelle provision n'a été requise suite à la convention. Au 31 décembre, le montant des provisions liées à l'environnement dans les comptes d'Umicore s'élevait à € 129 millions.

1 | Taux de fréquence

Nombre d'accidents (avec au minimum une journée de perdue) par million d'heures de travail



En France, une évaluation des risques a été dressée avec les autorités pour l'usine d'Auby (décembre) et, pour Viviez, le travail d'évaluation a été achevé et doit être présenté aux autorités au premier trimestre 2005.

Pour ce qui est des initiatives en rapport avec le changement climatique, Umicore a mis en œuvre des programmes de rendement énergétique sur tous les sites industriels en Belgique, ce qui a conduit à l'octroi de droits d'émissions de CO₂ dans le cadre du système européen d'échange des droits d'émission.

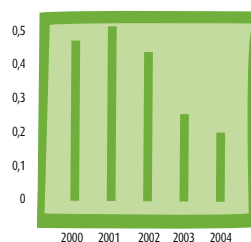
Mesures et reporting

Umicore utilise des indicateurs de performance environnementale pour évaluer toutes les données environnementales pertinentes ainsi que les progrès par rapport aux 8 objectifs environnementaux du Groupe. Les données pour les cinq principaux groupes d'indicateurs de performance environnementale (approvisionnement, production, gestion environnementale, performances sociétales et financières) qui constituent la base du système de reporting sont collectées au niveau des sites. Les données spécifiques concernant les performances environnementales de la société sont publiées dans le Rapport Environnement, Santé et Sécurité 2004 de la société (disponible à partir de juin 2005). La collecte, le traitement et l'analyse des données et informations contenues dans ce rapport sont vérifiés par un auditeur extérieur.

Dans le Rapport Environnement, Santé et Sécurité 2004, Umicore fournira des données complètes sur l'ensemble des sites qui ont été acquis dans le cadre de la reprise de PMG en 2003. Par manque de temps, seul un rapport succinct sur les principaux sites de l'entité acquise avait été inclus dans le rapport 2003.

2 | Taux de gravité

Nombre de journées perdues par millier d'heures de travail



Santé et Sécurité

Umicore a continué de bien progresser dans l'amélioration de ses performances en matière de santé et de sécurité à tous les niveaux du Groupe. En 2004, le taux de fréquence de 7,1 était en baisse par rapport au chiffre de 7,6 de l'année précédente - une diminution pour la huitième année d'affilée. De même, le degré de gravité est passé de 0,24 à 0,19. Les objectifs en matière de sécurité fixés en 1999 pour être atteints à la fin de 2004 ont ainsi été largement dépassés. Umicore a fixé de nouveaux objectifs en matière de sécurité pour la période 2005-2007.

Développement durable et communication avec les pouvoirs publics

Avec l'association européenne des métaux non ferreux (Eurométaux), Umicore a participé activement à l'analyse de l'impact potentiel que la nouvelle politique chimique européenne (REACH) peut avoir sur ses produits et différents marchés. Ceci a impliqué une participation à l'étude d'impact économique de la Commission européenne. Umicore a en effet été sélectionnée dans l'étude de cas européenne pour évaluer l'impact que REACH aurait sur l'approvisionnement en matières premières. Sous sa forme actuelle REACH aura un impact majeur; toutefois, les exigences réglementaires officielles doivent encore être déterminées et ne devraient pas être connues avant sa mise en œuvre probable en 2007.

Umicore s'est engagée à une participation active dans l'arène réglementaire au sein d'Eurométaux et est signataire de la charte pour le développement durable de l'International Council on Mining and Metals.

Umicore publiera à partir de 2006 un rapport de développement durable complet.

Relations avec les investisseurs

En 2004, le cours de l'action Umicore a progressé de 24%, passant de € 55,65 à € 69,25. Cette performance a été inférieure de 5% à celle de son indice boursier national, le Bel 20. En revanche, Umicore a surperformé de 13% l'indice européen Dow Jones Stoxx 600.

En 2004, la société belge Parfimmo s'est constituée avec Degroof une participation stratégique de 3% dans Umicore. Le flottant d'Umicore au 31 décembre (total des fonds propres moins les actions détenues en propre et les participations stratégiques) atteignait environ 94%.

Aperçu des performances

	Performance relative	
	Envers le Bel 20	Envers le DJ Stoxx 600
2000	+14%	+9%
2001	+20%	+33%
2002	+27%	+37%
2003	+22%	+19%
2004	-5%	+13%

Reclassification

En novembre, Umicore a été reclassifiée en tant qu'entreprise de produits chimiques spécialisés dans le système de référence de classification internationale combiné FTSE - Dow Jones. Cette reclassification reflète le portefeuille d'activités d'Umicore, qui a considérablement évolué ces dernières années. Compte tenu de cette reclassification, le benchmarking par rapport à l'indice Dow Jones Non-Ferrous (DJNF) ne fournit plus la comparaison la plus pertinente avec le groupe des pairs. Dorénavant, toutes les comparaisons industrielles se feront par rapport à l'indice Dow Jones Specialty Chemicals, qu'Umicore a surperformé de 10% en 2004.

Actionariat

En 2004, le retrait de Suez-Tractebel en tant qu'actionnaire stratégique d'Umicore s'est achevé. Les actions encore détenues par Suez-Tractebel au 31 décembre 2004 servent à couvrir des options d'achats.

Actions détenues en propre et plans d'options sur actions

La société conserve l'autorisation des actionnaires de racheter un maximum de 10% de son capital. Au 31 décembre 2004, Umicore détenait 731 687 actions, représentant 2,9% des actions en circulation. Ces actions peuvent être utilisées pour limiter la dilution potentielle résultant de l'exercice des plans d'options sur actions existants.

Dans le courant de 2004, Umicore a attaché des droits de souscription à toutes les options sur actions en circulation. L'exercice d'options sur actions en novembre et décembre a conduit à la création de 34 700 nouvelles actions et à une augmentation équivalente du capital de la société. Au 31 décembre 2004, il y avait 1 468 915 options émises, chacune équivalant à une action Umicore.

Dividende

Umicore vise à distribuer un dividende annuel constant ou en croissance progressive.

Le Conseil d'administration a proposé que le dividende relatif à 2004 soit porté à € 1,65 (brut) par action. En 2005 le Conseil d'administration d'Umicore a également proposé à la direction de l'activité cuivre d'Umicore de recommander un dividende de € 0,30. Au moment de la rédaction de ce rapport, l'opération de scission partielle de cette activité était en cours, à l'issue de laquelle elle deviendrait une société indépendante, cotée en bourse, sous le nom de Cumerio. L'opération de scission partielle donne droit aux actionnaires Umicore à des actions de la nouvelle société Cumerio à raison d'une action Cumerio pour chaque action Umicore détenue.

Couverture par les analystes

Les institutions qui ont effectué des recherches consacrées à Umicore en 2004 ont été (par ordre alphabétique) :

International

ING
Merrill Lynch
Royal Bank of Canada
UBS Warburg
Williams de Broë

Belgique

Delta Lloyd
Fortis
KBC Securities
Petercam
SG Bank
De Maertelaere

Il faut s'attendre à ce que le nombre d'analystes publiant des recherches consacrées à Umicore croisse en 2005, en raison de l'appartenance plus claire d'Umicore au secteur des produits chimiques spécialisés.

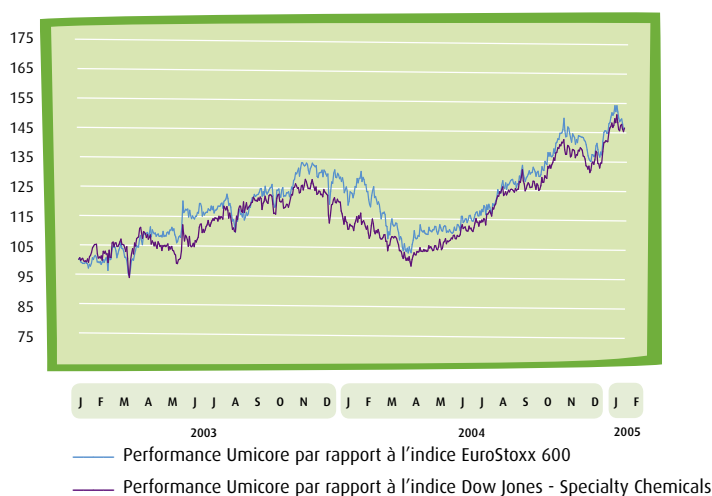
Un investissement durable

Umicore compte parmi les entreprises qui composent l'indice FTSE4Good, a reçu une évaluation "best in class" de Storebrand Socially Responsible Investments et fait également partie du nouvel indice Kempen/SNS Smaller Europe SRI.

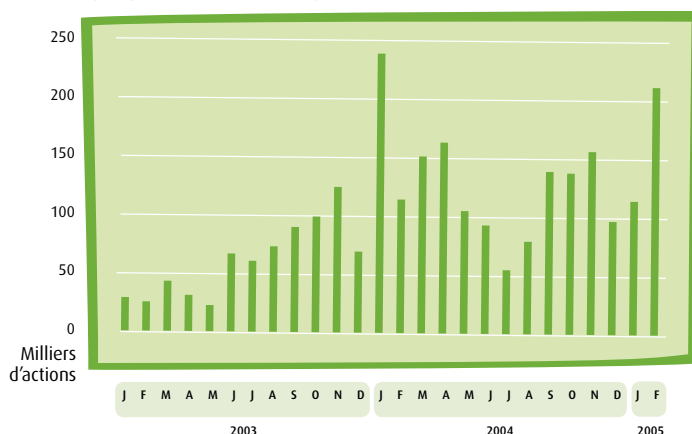


Evolution du cours de l'action

37



Volume de transactions journalières (moyennes mensuelles)



Données par action

(en €)	Normes belges		IFRS		
	2000	2001	2002	2003	2004
Fonds propres Groupe	42,95	47,50	45,32	49,39	48,65
Résultat net consolidé, part du Groupe (EPS déclaré)	5,31	5,13	1,45	2,63	6,62
Résultat net consolidé, avant amortissement du goodwill, part du Groupe (EPS ajusté)	5,96	5,19	3,07	4,27	7,56
Cash-flow avant financement	8,83	2,64	7,99	-23,08	5,43
Dividende brut	1,40	1,40	1,40	1,60	1,95*
Dividende net	1,05	1,05	1,05	1,20	1,43*
Dividende net par action, présentée avec strip VVPR	1,19	1,19	1,19	1,36	1,62*
Cours de l'action (en EUR)					
plafond	42,00	50,40	51,65	56,95	70,30
plancher	29,85	37,00	32,60	33,25	47,23
clôture	40,00	44,25	41,13	55,65	69,25
moyen	37,94	43,97	43,44	45,61	55,67
Rapport cours/bénéfice au 31.12 (PER)	6,7	8,5	13,4	13,0	9,2
Nombre total d'actions émises (fin de période)	25 617 515	22 600 000	22 600 000	25 420 175	25 454 875
Nombre moyen d'actions - données de base par action	n/a	n/a	22 600 000	22 865 537	25 424 107
Capitalisation boursière (en € millions)	1 025	1 000	930	1 415	1 763

(*) En supposant que les actionnaires acceptent la proposition du conseil d'administration de payer un dividende brut de € 1,65 par action et que les actionnaires de Cumerio acceptent le paiement d'un dividende de € 0,30 par action qui avait été proposé par le conseil d'administration de Cumerio.

	2000	2001	2002	2003	2004
Capital social au 31.12 (en milliers)	BEF	€	€	€	€
Capital souscrit	15 529 240	500 000	500 000	561 947	562 393
Plans d'options sur actions				446	768
Total	15 529 240	500 000	500 000	562 393	563 161
	2000	2001	2002	2003	2004
Actionnariat au 31.12 (%)					
Suez-Tractebel	25,25%	28,62%	28,56%	15,68%	0,54%
Actions détenues par Umicore	8,00%	4,07%	8,04%	2,79%	2,87%
Fidelity	n/a	n/a	n/a	n/a	6,06%
Parfimmo	n/a	n/a	n/a	n/a	3,00%
Flottant	66,75%	67,31%	63,40%	81,53%	87,53%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Nombre d'actions au 31.12					
Type d'actions					
Actions nominatives	4 810 969	3 887	4 158	4 834	6 223
Actions au porteur	20 806 546	22 596 113	22 595 842	25 415 341	25 448 652
Total 1, 2, 3	25 617 515	22 600 000	22 600 000	25 420 175	25 454 875

- 1) En 2004 la société a procédé à deux augmentations de capital. Il s'agit au total de 34 700 actions créées à la suite de l'exercice d'options sur actions avec strips VVPR.
- 2) En 2003 la société a procédé à trois augmentations de capital. Il s'agit au total de 2 820 175 actions avec strips VVPR, dont 2 400 000 actions ont été créées à la suite de l'augmentation de capital en novembre 2003 et le solde à la suite de la conversion d'options du plan ESOP 1999 en actions ordinaires.
- 3) Au cours de l'exercice 2001, les assemblées générales extraordinaires des 30.03.2001 et 21.12.2001 ont décidé l'annulation de respectivement 1 617 515 et 1 400 000 actions.

Revue financière

Résultat récurrent

Le résultat récurrent net, part du Groupe, a atteint € 181,9 millions en 2004, comparés à € 89,6 millions en 2003, soit un bénéfice par action de € 7,15. La hausse des bénéfices d'une année sur l'autre a reflété l'inclusion des activités de PMG sur une période complète de 12 mois ainsi qu'une forte croissance de la plupart des segments d'activité d'Umicore.

Conformément aux règles comptables en vigueur depuis le 31 décembre 2003, et en attente de l'adoption de l'IFRS 3 et des révisions IFRS 36 et 38, l'amortissement du goodwill s'est poursuivi. Une charge de € 10,2 millions a donc été enregistrée dans le compte de résultats. En excluant cet amortissement du goodwill, le résultat récurrent net, part du Groupe, a été de € 192,1 millions, soit € 7,56 par action. Il n'y aura plus d'amortissement du goodwill à partir du début 2005.

Le résultat d'exploitation récurrent a plus que doublé d'une année sur l'autre à € 263,9 millions en 2004, reflétant la contribution sur une année complète des activités de PMG acquises en août 2003 et la forte croissance des revenus des segments Matériaux Avancés et Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs. Les activités Zinc ont bénéficié de prix du zinc élevés exprimés en dollars US associés à des taux de change favorables. En dépit de conditions de marché à des niveaux historiquement bas, la rentabilité de l'activité Cuivre s'est considérablement appréciée, grâce à de meilleurs rendements et une croissance des ventes. Dans l'ensemble, le Groupe a continué de bénéficier de taux de change favorables entre le dollar US et l'euro en 2004, résultant de l'application cohérente de sa politique de couverture.

Le résultat récurrent des entreprises associées a progressé de 54% d'une année sur l'autre à € 27,7 millions, en raison de la hausse de la contribution des joint-ventures dans les segments catalyseurs automobiles et matériaux avancés, ainsi que la solide performance de Traxys.

Résultats financiers et taxes

Les charges financières de la période se sont élevées à € 49,9 millions, dont € 31,5 millions d'intérêts. Les intérêts ont augmenté d'une année sur l'autre, essentiellement en raison d'une hausse de la dette imputable à l'acquisition de PMG en 2003. Les charges financières comprennent également un montant de € 9,4 millions pour l'actualisation des provisions à long terme. La charge d'actualisation a augmenté de € 3,5 millions en regard de 2003 en résultante de la réduction des taux d'escompte (liés aux taux d'intérêt à long terme) sur la période. Les charges spécifiques relatives à la mise en place d'un financement à moyen et à long terme pour Umicore, intervenu en début d'année 2004, ont également été incluses.

Au total la charge d'impôt récurrente pour la période s'est élevée à € 44,8 millions, correspondant à un taux d'imposition réel d'environ 21% sur la base du résultat consolidé avant impôts.

Cash-flows et dette

Umicore a généré des cash-flows opérationnels avant impôts de € 323 millions en 2004, en progression de 22% sur 2003. Les besoins en fonds de roulement ont augmenté sur l'année de près de € 79 millions, essentiellement en raison de l'effet des prix plus élevés des métaux sur les créances commerciales. Proportionnellement aux revenus, cependant, les besoins en fonds de roulement ont été inférieurs à ceux de 2003.

Les investissements se sont élevés à € 162 millions. La partie de ces investissements qui n'est pas liée à des travaux d'entretien a été essentiellement allouée à des projets de croissance tels la construction de l'usine de catalyseurs automobiles de Suzhou (Chine), le nouveau centre de test de catalyseurs automobiles à Hanau (Allemagne), la construction de l'usine de modules optiques pour systèmes de vision nocturne automobile à Quapaw (Oklahoma),

Etats-Unis) et l'expansion de capacité des matériaux pour batteries en Corée du Sud.

Les cash-flows substantiels ont permis à Umicore de réduire sa dette à moyen terme et de ramener la dette financière nette totale à € 562 millions, soit un gearing (dette/dette + capitaux propres) de 30%. La dette financière à long terme a augmenté en 2004 suite aux accords contractés pour le refinancement de l'acquisition de PGM. Il s'agit d'une émission d'obligations à huit ans pour un montant de € 150 millions et d'un emprunt bancaire syndiqué à cinq ans pour € 450 millions dont € 250 millions restent ouverts fin 2004.

Éléments non-récurrents

Les éléments non-récurrents comprennent une indemnité d'assurance de € 4,4 millions suite à un incendie à la filiale zinc Galva45, ainsi qu'une réduction de valeur de € 2,2 millions sur les stocks de palladium détenus par Métaux Précieux - Services.

Une réduction de valeur a été effectuée sur le prêt de € 12,5 millions à Kovanco par mesure de prudence au vu des développements affectant la situation financière de l'emprunteur. Cette charge, rapportée en produits d'investissements financiers, a été en partie compensée par une reprise de réductions de valeur effectuées les années précédentes sur la participation d'Umicore dans Adastr.

Couverture

Le taux de change réel du dollar pour Umicore a été de 0,96 USD/EUR en 2004, alors que le taux de change moyen a été de 1,24 USD/EUR au cours de l'année. En 2004, Umicore a couvert la moitié de son exposition au prix du zinc par une combinaison de ventes à terme et d'une opération dite "collar" garantissant un prix du zinc à terme de USD 1 034 par tonne. En outre, au second semestre, Umicore

a couvert 75% de son exposition au prix du zinc pour 2005 à un prix moyen à terme de USD 1 156 par tonne. Umicore a également tiré profit des prix plus élevés de certains métaux (particulièrement le platine et l'argent) pour verrouiller les revenus liés aux prix des métaux de certains contrats. En couvrant également les bénéfices projetés en dollar résultant de ces opérations, Umicore a couvert au 31 décembre les deux tiers de son exposition au dollar US pour 2005 à un cours moyen de 1,13 USD/EUR.

Provisions environnementales

Aucune provision environnementale supplémentaire n'a été effectuée au cours de 2004. La société a signé une convention avec l'Autorité flamande pour le traitement des déchets (OVAM) en avril, portant sur la réhabilitation des sols sur les sites et leurs alentours immédiats d'Umicore en Flandre. Umicore a déjà constitué suffisamment de provisions au cours des années précédentes pour couvrir ces travaux. Le montant total des provisions environnementales à la fin de l'année s'élevait à € 129 millions.

Événements après la clôture

En février 2005, Umicore a annoncé son intention de procéder à une scission partielle de son activité cuivre en une société cotée indépendante nommée Cumerio. La proposition sera soumise à l'approbation des actionnaires au cours d'avril 2005. Simultanément, la société a annoncé le recentrage de ses activités zinc sur les produits spéciaux, ce qui résulterait en une réduction de la production de zinc de 130 000 tonnes. Ces opérations se produiront en 2005. Toutefois, les états financiers 2004 et les informations du rapport annuel dans leur globalité incluent l'ensemble des segments Cuivre et Zinc de la société.

Glossaire - Définitions financières

EBIT :

Résultat d'exploitation des entreprises consolidées + part du Groupe dans le résultat net des entreprises comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence. Les éléments non-récurrents sont indiqués séparément.

EBIT non-récurrent :

Inclut les éléments non-récurrents relatifs aux mesures de restructuration, réductions de valeur d'actifs et autres produits et coûts de faits ou transactions qui sont clairement distincts des activités courantes de l'entreprise. Les réductions de valeur sur stocks de métaux sont inclus dans l'EBIT non-récurrent des business groups.

Marge opérationnelle récurrente :

EBIT récurrent/revenus (hors métal) x 100.

EBITDA :

EBIT comme défini ci-dessus + (amortissements + augmentation des provisions - reprises de provisions + réductions de valeur sur stocks - reprises de réductions de valeur sur stocks) des entreprises consolidées.

Revenus (hors métal) :

Tous les éléments de revenus - valeur des métaux achetés.

ROCE**(Rendement sur capitaux engagés) :**

EBIT récurrent/capitaux engagés moyens, l'EBIT étant ajusté après certains éléments financiers tels les frais de titrisation.

Capitaux engagés :

Fonds propres totaux + dette nette portant intérêts.

Investissements :

Investissements en immobilisations incorporelles et corporelles.

Cash-flow avant financement :

Augmentation/Diminution de la trésorerie d'exploitation + augmentation/diminution de la trésorerie d'investissement.

Dettes financières nettes :

Dettes financières à plus d'un an + dettes financières à un an au plus - placements de trésorerie et valeurs disponibles - placements à court terme - actions propres.

Bénéfice par action (EPS) :

Les actions propres sont incluses dans le calcul du bénéfice par action.

Bénéfice par action (EPS)**déclaré, de base :**

Résultat net, part du Groupe/nombre moyen d'actions émises.

Bénéfice par action (EPS)**déclaré, dilué :**

Résultat net, part du Groupe/nombre moyen d'actions émises + nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants.

Bénéfice par action (EPS)

ajusté, de base :

Résultat récurrent net, avant amortissement du goodwill, part du Groupe/nombre total d'actions émises.

Bénéfice par action (EPS)

ajusté, dilué :

Résultat récurrent net, avant amortissement du goodwill, part du Groupe/nombre moyen d'actions émises + nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants.

Rapport cours/bénéfice (PER) :

Cours de clôture/bénéfice par action (EPS) ajusté, de base.

Capitalisation boursière :

Cours de clôture x nombre total d'actions émises.

Strips VVPR :

Les actions VVPR ont fait l'objet d'un "stripping" en date du 26 mars 1999, le coupon n° 5 attaché aux actions ordinaires étant annulé. En Belgique, tout strip VVPR présenté conjointement avec le coupon ordinaire du même numéro (avant le 30 novembre de l'année au cours de laquelle le dividende est payé) accorde au porteur une réduction du précompte mobilier qui s'établit actuellement à 15% au lieu de 25%.

Groupe Umicore

Comptes consolidés 2004

Sommaire

Compte de résultats consolidé	46
Bilan consolidé	47
Tableau de financement consolidé	48
Evolution des capitaux propres consolidés du Groupe	49
Annexes aux comptes consolidés	50
1. Base de préparation	50
2. Principes comptables	50
3. Entreprises du Groupe	59
4. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	61
5. Information sectorielle	62
6. Regroupements d'entreprises	65
7. Résultat d'exploitation	66
8. Rémunérations et avantages sociaux	67
9. Coûts financiers nets	68
10. Produits des investissements financiers	68
11. Impôts sur le résultat	69
12. Immobilisations incorporelles (autres que goodwill) et frais liés au capital	70
13. Goodwill	71
14. Immobilisations corporelles	72
15. Participations mises en équivalence	73
16. Immobilisations financières	75
17. Actions détenues en propre	75
18. Stocks	76
19. Créances commerciales et autres créances	76
20. Impôts différés	77
21. Liquidités et quasi-liquidités	78
22. Intérêts minoritaires	79
23. Dettes financières	80
24. Dettes commerciales et autres dettes	81
25. Provisions pour avantages sociaux	82
26. Plans d'options sur actions accordés par la société	84
27. Provisions pour environnement	85
28. Provisions pour autres risques et charges	86
29. Annexe au tableau de financement consolidé	87
30. Instruments financiers	88
31. Droits et engagements hors bilan	90
32. Passifs latents	90
33. Parties liées	92
34. Evénements importants survenus après la clôture	92
35. Bénéfice par action	97
Comptes annuels abrégés de la société mère	98
Rapport du commissaire sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004	101

Compte de résultats consolidé

	Annexes	2004	2003
(EUR milliers)			
Chiffre d'affaires	7	7 115 280	4 677 082
Autres produits d'exploitation (*)	7	53 821	38 753
Revenus d'exploitation		7 169 101	4 715 835
Approvisionnements et matières premières		5 743 130	3 652 385
Rémunérations et avantages sociaux	8	603 495	484 120
Amortissements et réductions de valeur		187 087	138 148
Augmentation/diminution des provisions (*)		8 881	31 036
Autres charges d'exploitation	7	365 631	310 474
Charges d'exploitation		6 908 224	4 616 163
RESULTAT D'EXPLOITATION		260 877	99 672
Coûts financiers nets	9	-49 892	-33 599
Produits des investissements financiers	10	-10 189	-2 426
Résultat des sociétés mises en équivalence	15	23 626	6 856
RESULTAT AVANT IMPOTS		224 422	70 503
Impôts sur le résultat	11	-41 857	-2 530
RESULTAT APRES IMPOTS		182 565	67 973
Intérêts minoritaires	22	-14 249	-7 851
PART DU GROUPE DANS LE RESULTAT DE L'EXERCICE		168 316	60 122
Bénéfice par action (de base)		6,62	2,63
Bénéfice par action (dilué) (**)	35	6,43	2,57
Dividende par action (proposé)		1,65	1,60

(*) Le poste augmentation / diminution des provisions comprend les reprises de provisions précédemment classées dans le poste "Autres produits d'exploitation"

(**) Considérant que toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours de l'action à la fin de la période et non couvertes par des actions détenues en propre seront exercées

Bilan consolidé

		(EUR milliers)	
	Annexes	31/12/04	31/12/03
ACTIFS LONG TERME		1 385 786	1 412 478
Immobilisations incorporelles et frais liés au capital	12	31 369	28 687
Goodwill	13	86 249	91 320
Immobilisations corporelles	14	920 690	950 770
Participations mises en équivalence	15	204 744	194 466
Immobilisations financières	16	36 875	56 234
Créances commerciales et autres créances	19	17 339	8 555
Impôts différés actifs	20	87 952	81 974
Avantages sociaux		568	472
ACTIFS COURT TERME		1 883 040	1 696 184
Prêts accordés par l'entreprise		78	131
Stocks	18	963 300	905 558
Créances commerciales et autres créances	19	727 409	631 446
Impôts à récupérer		9 710	5 990
Actions détenues en propre	17	27 946	23 405
Placements	16	502	561
Liquidités et quasi-liquidités	21	154 095	129 093
TOTAL DE L'ACTIF		3 268 826	3 108 662
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE		1 236 926	1 129 365
Capital		563 161	562 393
Primes d'émission		97 212	96 764
Résultats reportés et réserves		711 675	582 902
Ecart de conversion		-135 122	-112 694
INTERETS MINORITAIRES	22	56 777	62 594
PASSIFS LONG TERME		819 263	462 925
Provisions pour avantages sociaux	25	198 814	201 561
Dettes financières	23	414 814	35 501
Dettes commerciales et autres dettes	24	4 635	4 983
Impôts différés passifs	20	44 008	39 882
Provisions pour environnement	27	112 997	112 102
Provisions pour autres risques et charges	28	43 995	68 896
PASSIFS COURT TERME		1 155 860	1 453 778
Dettes financières	23	329 747	736 706
Dettes commerciales et autres dettes	24	773 819	657 418
Impôts		26 189	30 991
Provisions pour environnement	27	15 522	18 583
Provisions pour autres risques et charges	28	10 583	10 080
TOTAL DU PASSIF		3 268 826	3 108 662

Tableau de financement consolidé

		(EUR milliers)	
	Annexes	2004	2003
Résultat net consolidé (part du Groupe)		168 316	60 122
Résultat des intérêts minoritaires	22	14 249	7 851
Résultat des sociétés mises en équivalence		-23 626	-6 856
Ajustements pour transactions non-cash	29	174 501	133 881
Ajustements pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	29	67 918	18 731
Variation du besoin en fonds de roulement		-78 562	50 555
Cash-flow d'exploitation		322 796	264 284
Dividendes reçus		9 412	147
Taxes payées durant la période		-49 280	-23 324
Variation de la trésorerie d'exploitation	29	282 928	241 107
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-159 563	-136 256
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-5 304	-5 747
Acquisitions de participations consolidées (net des liquidités acquises)	6	18 089	-641 330
Prises de participation complémentaires dans les sociétés du Groupe		-674	-389
Acquisitions d'immobilisations financières		-1 330	-2 527
Nouveaux prêts accordés		-10 976	-10 498
Sous-total des acquisitions		-159 758	-796 747
Cessions d'immobilisations corporelles		12 198	342
Cessions d'immobilisations incorporelles		47	
Cessions de participations consolidées (net des liquidités cédées)		429	3 006
Cessions d'immobilisations financières		655	3 689
Remboursement de prêts		1 510	20 796
Sous-total des cessions		14 839	27 833
Variation de la trésorerie d'investissement	29	-144 919	-768 914
Augmentation de capital		1 216	143 235
Subsides en capital reçus		503	1 523
Ventes (Achats) d'actions détenues en propre		-4 645	44 720
Intérêts reçus (payés)		-22 857	-18 647
Nouveaux emprunts		677 008	558 768
Remboursement d'emprunts		-707 669	-97 460
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		-39 235	-28 569
Dividendes versés aux minoritaires		-20 278	-39 683
Variation de la trésorerie de financement	29	-115 957	563 887
Impact des variations de change sur la trésorerie		-2 964	-8 805
Variation de la trésorerie nette		19 088	27 275
Situation nette de trésorerie à l'ouverture		124 277	97 002
Situation nette de trésorerie à la clôture	21	143 365	124 277

Evolution des capitaux propres consolidés du Groupe

(EUR milliers)

	Capital	Primes d'émission	Résultats reportés	Ecarts de conversion	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2003	500 000	11 139	551 986	-38 820	1 024 305
Augmentation de capital	62 393	85 625			148 018
Dividendes			-29 206		-29 206
Résultat de la période			60 122		60 122
Ecarts de conversion				-73 874	-73 874
Au 31 décembre 2003	562 393	96 764	582 902	-112 694	1 129 365
Au 1^{er} janvier 2004	562 393	96 764	582 902	-112 694	1 129 365
Augmentation de capital	768	448			1 216
Dividendes			-39 543		-39 543
Résultat de la période			168 316		168 316
Ecarts de conversion				-22 428	-22 428
Au 31 décembre 2004	563 161	97 212	711 675	-135 122	1 236 926

Les montants suivants compris dans les réserves ne sont pas distribuables :

- réserve légale : EUR 45 485 milliers.
- réserve pour actions détenues en propre : EUR 22 728 milliers.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. Base de la préparation

La société a décidé d'adopter les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards)* en vertu de l'arrêté royal belge du 4 décembre 2003 qui régit l'adoption initiale de ces normes.

Les normes et interprétations concernées sont celles approuvées par la Commission Européenne en vertu du Règlement (UE) N° 1725/2003 régissant l'application des normes IAS (International Accounting Standards) au 14 septembre 2002, hormis IAS 32 et IAS 39 ainsi que les interprétations correspondantes du Conseil Permanent d'Interprétation (CPI) de l'IAS Board. Les matières pour lesquelles aucune norme internationale n'avait été approuvée à la date de clôture des comptes, ont été traitées conformément aux normes comptables belges. Celles-ci concernent les instruments financiers, la classification dans le bilan des actions détenues en propre et les coûts des opérations en capital.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception des couvertures transactionnelles, comme décrit dans les règles comptables ci-dessous.

Dans le courant de 2004, la Commission Européenne a approuvé les normes IAS 32 et 39 régissant la valorisation et la présentation des instruments financiers, de même qu'un certain nombre de nouvelles normes et améliorations des normes existantes qui entreront toutes en vigueur dès 2005. L'arrêté royal belge du 18 janvier 2005 inclut les règles IFRS telles qu'elles ont été adoptées par la Commission Européenne et ordonne leur application pour les exercices débutant au 1er janvier 2005 au plus tard. Ces changements seront incorporés dans les états financiers de la société pour la première fois dans les résultats semestriels au 30 juin 2005.

* Comme présenté dans les normes et interprétations publiées par le Conseil des Normes Comptables Internationales (IASB: International Accounting Standards Board) et le Conseil Permanent d'Interprétation de l'IASB (IASB's Standard Interpretations Committee (SIC)).

2. Principes comptables

Les comptes consolidés de la société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 dont la publication a été autorisée par le conseil d'administration du 21 février 2005 ont été préparés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ces comptes regroupent ceux de la société, de ses filiales ainsi que les participations dans les entreprises mises en équivalence.

2.1. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Umicore a retenu la méthode de consolidation par intégration globale pour les filiales dont elle détient le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de façon à obtenir les avantages découlant des activités de la filiale. Le contrôle est généralement établi lorsqu'Umicore détient directement ou indirectement via ses filiales, plus de 50% des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir de la date où le Groupe détient le contrôle et ne le sont plus à partir de la date à laquelle le contrôle a cessé.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe 3.

La méthode dite de "purchase accounting" est appliquée aux entreprises acquises. L'actif et le passif de la société acquise sont mesurés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs cédés, des actions émises ou du passif assumé à la date de l'acquisition, ainsi que les coûts directement liés à l'acquisition. La partie du coût de l'acquisition qui dépasse la part du Groupe dans la juste valeur d'actif net de la filiale est comptabilisée comme goodwill (voir chapitre 2.6. Immobilisations incorporelles et Coûts des transactions en capital).

Les transactions intra-groupes, soldes et gains non-réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminées. Les pertes latentes sont aussi éliminées, à moins qu'elles n'indiquent une perte de valeur. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

Une entreprise associée est une entreprise pour laquelle la société exerce une influence notable sur la politique financière et opérationnelle, sans toutefois la contrôler. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Une joint-venture est un accord contractuel en vertu duquel la société et d'autres parties exercent directement ou indirectement une activité économique sous contrôle conjoint.

Les entreprises associées et les joint-ventures sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En vertu de cette méthode, la part du Groupe dans les profits ou pertes postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part du Groupe dans les mouvements des réserves postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans les réserves.

Les profits non-réalisés sur les transactions entre la société et ses entreprises associées ou joint-ventures sont éliminés proportionnellement à la quote-part que détient la société dans les entreprises associées et joint-ventures. Les pertes latentes sont également éliminées, sauf si la transaction indique une réduction de valeur.

Les participations de la société dans ses entreprises associées et joint-ventures comprennent le goodwill sur l'acquisition, net d'amortissements cumulés.

La liste des principales entreprises associées et joint-ventures de la société à la date de clôture est fournie à l'annexe 15.

2.2. COMPTABILITE D'INFLATION

Au 31 décembre 2004, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

2.3. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS EN DEVICES ETRANGERES

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne ;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année ;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Ecart de conversion". Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4. TRANSACTIONS EN DEVICES ETRANGERES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan. Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir chapitre 2.21. Instruments de couverture).

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Les coûts d'emprunt ne sont pas capitalisés. Tous les coûts d'emprunt sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit :

Terrains	Non amortissables
Bâtiments :	
- Bâtiments industriels	20 ans
- Améliorations aux bâtiments	10 ans
- Autres bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40 ans
- Maisons et immeubles d'habitation	40 ans
Installations, machines et outillage :	
- Fours	7 ans
- Petit outillage	5 ans
Mobilier et matériel roulant :	
- Matériel roulant	5 ans
- Matériel de manutention mobile	7 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

A la clôture de chaque bilan, les actifs sont examinés en vue de déterminer si leur valeur comptable est récupérable sous la forme de bénéfices futurs. Si le montant récupérable est devenu inférieur à la valeur comptable, une réduction de valeur est identifiée et comptabilisée en charge d'exploitation. Pour l'évaluation des réductions de valeur, les actifs sont regroupés en unités génératrices de liquidités au niveau le plus bas pour lequel il existe un flux de trésorerie identifiable séparément (voir point 2.12. Réductions de valeur des actifs).

Une unité génératrice de liquidités constitue le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des fonds à partir d'une utilisation continue, et qui sont largement indépendants de ceux des autres actifs ou groupes d'actifs.

2.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COUTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

2.6.1. Coûts des transactions en capital

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont immobilisés s'ils ne sont pas pris en charge dans la période où ils sont encourus. Lorsqu'ils sont immobilisés, ils sont amortis en cinq ans.

2.6.2. Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Le goodwill est amorti linéairement sur une durée de 20 ans au maximum, suivant une évaluation de sa durée.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste "Participations mises en équivalence", avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de liquidités. A chaque clôture du bilan, les unités génératrices de liquidités sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielle. En présence d'un tel indice, une analyse est effectuée pour déterminer si la valeur comptable du goodwill est entièrement récupérable (voir chapitre 2.12. Réductions de valeur des actifs).

Le goodwill est négatif si, au moment de l'acquisition, la part du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis dépasse le coût de l'acquisition.

La partie du goodwill négatif relative à des pertes ou des charges futures identifiées de manière fiable au moment de l'acquisition est comptabilisée en compte de résultats au moment où ces pertes ou frais sont encourus. Tout goodwill négatif résiduel, n'excédant pas la juste valeur des actifs non-monétaires, est amorti en compte de résultats sur la durée de vie résiduelle de ces actifs. Le goodwill négatif excédant la juste valeur des actifs est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3. Autres immobilisations incorporelles

Il convient de distinguer les immobilisations incorporelles selon leur nature :

- Brevets et licences : amortis sur la période de protection légale ;
- Logiciels et frais de développement interne connexes : amortis en 5 ans ;
- Droit d'usage de terrains : amortis linéairement sur la durée du contrat.

Les parts de marché et marques déposées ne sont pas immobilisées.

2.6.4. Recherche et développement

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies :

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée, n'excédant cependant pas 5 ans.

2.7. LEASING

Les opérations de leasing peuvent revêtir deux formes :

2.7.1. Leasing financier

Le leasing dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des contrats de leasing financier sont amorties sur leur durée de vie utile, conformément aux règles retenues à cet effet par la société.

2.7.2. Leasing opérationnel

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Les paiements effectués à ce titre apparaissent dans les charges au compte de résultats.

2.8. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières comprennent les titres de participation, les créances et les prêts. Au bilan, ils sont répartis en actifs financiers long terme et court terme, selon la probabilité de leur réalisation dans les douze mois suivant la date du bilan.

Les créances et prêts sont comptabilisés à leur coût amorti ; les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une réduction de valeur est enregistrée lorsque la valeur nette comptable excède le montant récupérable de l'actif. Une reprise de réduction de valeur peut être comptabilisée pour des raisons structurelles, sans toutefois dépasser le coût historique.

Les actions détenues en propre, présentées comme actifs circulants, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

2.9. STOCKS

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur nette de réalisation si cette dernière est inférieure. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués (voir Chapitre 2.21. Instruments de couverture).

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur inventaire sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10. CREANCES COMMERCIALES

Les créances commerciales sont enregistrées à leur valeur nominale après déduction des provisions pour créances non-recouvrables.

2.11. LIQUIDITES ET QUASI-LIQUIDITES

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12. REDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs long terme, y compris le goodwill et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le plus élevé du prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de liquidités à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réductions de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de liquidités n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13. CAPITAL SOCIAL ET BENEFICE REPORTE

Les dividendes de la société mère payables aux actions ordinaires ne sont reconnus comme une dette qu'après leur approbation par les actionnaires.

2.14. INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15. PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- Une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- Il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- Il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

1. Provisions pour avantages sociaux (voir chapitre 2.16. Avantages sociaux)

2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé en une seule fois, sauf en ce qui concerne la couverture des bassins et leur revégétation. Dans ce cas spécifique, la provision est comptabilisée progressivement, suivant l'utilisation effective des bassins.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats à titre onéreux, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16. AVANTAGES SOCIAUX

2.16.1. Avantages à court terme

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non-financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction d'indicateurs clés de performance financière. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2. Autres avantages postérieurs à la pension (pensions, soins médicaux)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1. Régimes à prestations définies

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite "projected unit credit"). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies, corrigée des gains et pertes actuariels non comptabilisés et du coût non comptabilisé des prestations passées, et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Les gains et pertes actuariels non comptabilisés résultent des différences entre les paramètres actuariels réels et estimés que fait apparaître l'actualisation annuelle des calculs actuariels. L'amortissement des gains et pertes actuariels, lorsqu'ils dépassent 10% de la valeur projetée de l'obligation ou de la valeur des actifs du régime (le montant le plus élevé des deux est pris en compte), est comptabilisé intégralement dans le compte de résultats de la période suivante.

Le coût non comptabilisé des prestations passées résulte de l'introduction de nouveaux régimes d'avantages ou de changements dans les avantages dus au titre du régime existant. Le coût des prestations passées pour lesquelles les avantages ne sont pas encore acquis (l'employé doit prêter pour bénéficier de l'avantage) sont amortis linéairement sur la période moyenne, jusqu'au moment où l'avantage nouveau ou modifié est acquis.

2.16.2.2. Régimes à cotisations définies

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3. Autres avantages à long terme octroyés au personnel (primes d'ancienneté)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.4. Avantages en cas de départ (plans de préretraite, autres obligations en matière de fin de contrat)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

57

2.16.5. Rémunérations en actions ou liées aux actions

Différents programmes d'options sur actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquérir des parts de la société. Le prix d'exercice des options est égal à la valeur de marché des actions sous-jacentes à la date d'octroi des options. L'octroi de ces options ne donne pas lieu à la comptabilisation de rémunérations ou d'obligations. Au moment où l'option est exercée, les actions détenues en propre sont utilisées ou le capital est augmenté à concurrence des montants reçus.

Tout impact sur les résultats des avantages octroyés au personnel est comptabilisé dans les produits d'exploitation du compte de résultats, sauf les intérêts payés et le rendement des actifs des régimes à prestations définies, qui sont inscrits dans les résultats financiers.

2.17. DETTES FINANCIERES

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des éventuels frais d'émission, ristournes et primes de remboursement. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats.

2.18. DETTES COMMERCIALES

Les dettes commerciales sont valorisées à leur valeur nominale.

2.19. IMPOTS SUR LES RESULTATS

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition de l'année qui suit.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20. PRODUITS

2.20.1. Marchandises vendues et services vendus

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage sont comptabilisés quand la référence métal est atteinte. La référence métal est généralement une forme standard reconnue du métal, avec une teneur définie, négociée sur les marchés actifs et reconnus.

Les produits des services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

2.20.2. Subsidés

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférents. Les subsidés sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations défavorables des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1. Risques transactionnels

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent, sont initialement comptabilisés au taux transactionnel. Les instruments ainsi que les éléments couverts sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme "mark-to-market" (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers s'il s'agit de devises et d'intérêts (voir également chapitre 2.9. Stocks). Pour les positions non-couvertes, seules les pertes sont comptabilisées. Le principe du "mark-to-market" consiste à comparer le taux transactionnel avec le taux de clôture du marché, au comptant ou à terme selon le taux transactionnel utilisé.

2.21.2. Risques structurels

Les instruments financiers et produits dérivés chargés de protéger le cash-flow futur ne sont comptabilisés comme résultat d'exploitation que lorsque le cash-flow en question est reconnu. Aucun mécanisme "mark-to-market" n'est ici appliqué.

3. Entreprises du Groupe

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêt 2004
Afrique du Sud	Umicore South Africa (Pty) Ltd	100,00
	Umicore Autocat South Africa (Pty) Ltd	55,00
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00
	Umicore Bausysteme GmbH	100,00
	Umicore Marketing Services Deutschland GmbH	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	90,80
	BrazeTec GmbH	100,00
	Umicore Galvanotechnik	90,80
	Metall Dinslaken GmbH & Co. KG (*)	100,00
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00
Australie	Umicore Australia Ltd.	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	90,89
Belgique	Umicore Financial Services S.A. (BE 428.179.081)	99,84
	Umicore Oxyde Belgium N.V. (BE 438.933.809)	100,00
	Umicore Autocatalyst Recycling Belgium N.V. (BE 466.261.083)	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium S.A. (BE 402.964.625)	100,00
	Umicore Copper S.A. (BE 859.575.891)	100,00
Brésil	Coimpa Industrial Ltda	100,00
	Umicore Brazil Ltda	100,00
Bulgarie	Umicore Med JSCO	99,77
Canada	Umicore Canada Inc.	100,00
	Umicore Autocat Canada Corporation	100,00
Chine	Hunan Fuhong Zinc Industrial Co., Ltd	100,00
	Umicore Marketing Services Shanghai Co., Ltd	100,00
	Umicore Marketing Services Far East Ltd	100,00
	Umicore Shanghai Co., Ltd	75,00
	Umicore Autocat China Co., Ltd	100,00
	Umicore Specialty Oxides Shanghai Co. Ltd	94,00
Corée du Sud	Umicore Korea Ltd	100,00
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00
	Umicore Building Products USA Inc.	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00
	Umicore Marketing Services USA Inc.	100,00
	Umicore Optical Materials Inc.	100,00

		% intérêt 2004
France	Umicore France S.A.S.	100,00
	Umicore Climeta S.A.S.	100,00
	Galva 45	55,00
	Umicore IR Glass s.a.	99,98
	GM Metal	100,00
Italie	Umicore Italia s.r.l.	100,00
	Umicore Marketing Services Italia s.r.l.	100,00
	Italbras S.p.A.	100,00
Japon	Umicore Marketing Services Japan K.K.	100,00
	Umicore Precious Metals Japan Co., Ltd.	100,00
Liechtenstein	Umicore Materials AG	100,00
Luxembourg	Sibekalux	80,44
Malaisie	Umicore Malaysia Sdn Bhd	100,00
Norvège	Umicore Norway AS	100,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	90,80
	Umicore Nederland BV	100,00
Philippines	Umicore Specialty Materials Subic Inc.	78,20
Portugal	Umicore Portugal S.A.	100,00
	Umicore Marketing Services Lusitana Lda	100,00
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd	100,00
	Umicore Laser Optics Ltd	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00
	Umicore Precious Metals UK Ltd	100,00
Singapour	Umicore Precious Metals Singapore Pte Ltd	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00
Suisse	Umicore Strub S.A.	100,00
Taiwan	Umicore Materials Taiwan Co., Ltd	100,00
Thaïlande	Umicore Marketing Services Thailand Co., Ltd	100,00
	Umicore Precious Metals Thailand Ltd	90,80

(*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG et Metall Dinslaken GmbH & Co. KG, ces sociétés ne doivent plus produire d'états financiers consolidés conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand

4. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise locale du pays où elles sont situées sauf Umicore Med (Bulgarie), Megapode (Irlande) et Traxys (Luxembourg) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

		Taux de clôture		Taux moyens	
		2004 (€UR)	2003 (€UR)	2004 (€UR)	2003 (€UR)
Dollar américain	USD	1,36210	1,26300	1,24390	1,13116
Livre sterling	GBP	0,70505	0,70480	0,67865	0,69199
Dollar canadien	CAD	1,64160	1,62340	1,61675	1,58168
Franc suisse	CHF	1,54290	1,55790	1,54382	1,52120
Yen japonais	JPY	139,65000	135,05000	134,44459	130,97121
Réal brésilien	BRL	3,61556	3,62797	3,64413	3,48361
Rand sud-africain	ZAR	7,68970	8,39495	8,00919	8,54364
Yuan chinois	CNY	11,27349	10,37863	10,29557	9,37025
Baht thaïlandais	THB	52,99931	49,68612	50,07300	47,02052
Won sud-coréen (100)	KRW	14,10050	15,06320	14,22620	13,46904

5. Information sectorielle

INFORMATION 2004 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

(EUR milliers)

	Matériaux avancés & Diamants synthé- tiques	Cuivre	Métaux Précieux- Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc	Corporate & Participa- tions	Non affectés	Total
Chiffre d'affaires total	547 519	1 535 477	1 701 955	2 660 900	968 186	236 991	-535 748	7 115 280
dont chiffre d'affaires externe	547 519	1 454 462	1 678 748	2 263 781	933 779	236 991		7 115 280
dont chiffre d'affaires intersectoriel		81 015	23 207	397 119	34 407		-535 748	
Résultat d'exploitation	64 216	20 697	110 881	31 022	78 443	-44 382		260 877
Récurrent	65 246	20 697	111 288	33 276	75 997	-42 624		263 881
Non-récurrent	-1 030		-407	-2 254	2 446	-1 759		-3 004
Entreprises mises en équivalence	5 134		9 025	31	2 595	6 840		23 626
Récurrent	9 257		9 025	31	2 595	6 840		27 748
Non-récurrent	-4 122							-4 122
Coût financier net							-49 892	-49 892
Revenus autres que les investissements financiers							-10 189	-10 189
Impôts sur le résultat							-41 857	-41 857
Participation minoritaire							-14 249	-14 249
Bénéfice net de l'année								168 316
Actif total consolidé	473 630	590 800	791 485	399 215	609 463	96 295	307 938	3 268 826
Actif des secteurs	364 649	590 800	766 279	399 215	566 732	68 469		2 756 144
Participations dans les entreprises associées	108 981		25 206		42 731	27 826		204 744
Actif non affecté							307 938	307 938
Passif total consolidé	87 203	196 346	197 797	165 452	260 844	78 716	988 766	1 975 123
Passif des secteurs	87 203	196 346	197 797	165 452	260 844	78 716		986 357
Passif non affecté							988 766	988 766
Investissements	24 867	18 917	49 222	20 899	41 492	6 324		161 721
Amortissements	26 127	28 289	31 970	29 625	43 114	14 874	6 026	180 025
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	2 949	1 205	11 995	-2 647	5 850	915		20 268
Réductions de valeur/(Reprises de réductions de valeur)	584		241	305	2 681	3 251		7 062

INFORMATION 2004 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

(EUR milliers)

	Europe	Asie- Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Revenus des ventes externes	5 123 600	714 784	835 075	121 528	320 293	7 115 280
Actif total	2 764 904	210 773	125 573	78 839	88 736	3 268 826
Investissements	125 430	17 440	13 587	2 978	2 287	161 721

INFORMATION 2003 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

(EUR milliers)

	Matériaux avancés & Diamants synthé- tiques	Cuivre	Métaux Précieux- Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc	Corporate & Participa- tions	Non affectés	Total
Chiffre d'affaires total	354 874	1 009 861	656 822	1 838 039	810 522	227 520	-220 556	4 677 082
dont chiffre d'affaires externe	354 874	928 126	645 981	1 717 015	803 566	227 520		4 677 082
dont chiffre d'affaires intersectoriel		81 735	10 841	121 024	6 957		-220 556	
Résultat d'exploitation	33 933	-5 039	39 786	45 769	19 191	-33 966		99 674
Récurrent	36 597	864	39 786	45 769	28 237	-23 275		127 977
Non-récurrent	-2 664	-5 903			-9 046	-10 691		-28 304
Entreprises mises en équivalence	2 397		3 078	-60	142	1 300		6 856
Récurrent	13 497		3 078	-60	142	1 300		17 956
Non-récurrent	-11 100							-11 100
Coût financier net							-33 598	-33 598
Revenus autres que les investissements financiers							-2 428	-2 428
Impôts sur le résultat							-2 530	-2 530
Participation minoritaire							-7 852	-7 852
Bénéfice net de l'année								60 122
Actif total consolidé	381 075	576 125	696 575	474 222	560 912	128 013	291 740	3 108 661
Actif des secteurs	267 567	576 125	680 346	474 081	518 419	105 917		2 622 455
Participations dans les entreprises associées	113 508		16 229	141	42 492	22 096		194 466
Actif non affecté					1		291 740	291 740
Passif total consolidé	62 562	195 134	152 316	160 738	284 311	56 825	1 004 816	1 916 703
Passif des secteurs	62 562	195 134	152 316	160 738	284 311	56 825		911 887
Passif non affecté							1 004 816	1 004 816
Investissements	17 896	34 469	13 678	23 201	44 951	14 125		148 320
Amortissements (*)	14 872	26 453	13 589	23 955	30 561	10 077		119 507
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	-1 422	6 677	6 442	1 669	11 548	15 513		40 427
Réductions de valeur / (Reprises de réductions de valeur)	5 499	4	18		2 765	642		8 928

INFORMATION 2003 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

(EUR milliers)

	Europe	Asie- Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Revenus des ventes externes	3 568 832	422 265	444 820	55 577	185 588	4 677 082
Actif total	2 707 523	145 299	123 065	61 684	71 091	3 108 661
Investissements	132 567	7 042	5 252	1 903	1 556	148 320

(*) Certaines charges d'amortissement ont été transférées de Corporate & Participations vers d'autres secteurs d'activité après la publication des états financiers de 2003.

Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type “business” ainsi que selon la dimension géographique.

La segmentation primaire reflète l’organisation des activités, repose sur la structure du Groupe et est conforme au reporting interne de gestion. Les secteurs sélectionnés correspondent aux business groups tels que définis ci-dessous et satisfont aux critères définis par les IFRS. Cependant, pour des raisons de concurrence et conformément aux pratiques de l’industrie, Umicore a décidé de ne pas publier séparément les informations financières relatives à l’activité Automotive Catalysts comme le voudraient les dispositions des IFRS. Cette business unit est dès lors comprise, aux fins du reporting sectoriel, dans le segment Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs.

La segmentation secondaire est basée sur la perspective géographique dans le cadre de laquelle le chiffre d’affaires est ventilé en fonction de la localisation géographique des clients, alors que les actifs et les investissements sont repris en fonction de leur propre localisation.

Les résultats d’un segment, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un segment.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de tarification de transfert entre sociétés indépendantes. En l’absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Secteurs d’activité

Le Groupe s’articule autour des six secteurs d’activité suivants :

Matériaux Avancés comprend aujourd’hui les business units Electro-Optic Materials, Engineered Metal Powders et Specialty Oxides & Chemicals. Le business group comprend la participation d’Umicore dans Megapode.

Zinc comprend les business units Zinc Smelting, Zinc Alloys & Chemicals et Building Products ainsi que la participation d’Umicore dans Padaeng Industries Ltd (Thaïlande).

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs comprend les business units Automotive Catalysts, Thin Film Products, Jewellery & Electroplating, Precious Metals Chemistry and Technical Materials.

Métaux Précieux - Services comprend la business unit Precious Metals Refining et l’unité de gestion et de commercialisation des métaux précieux (Metals Management).

Cuivre a trait à l’activité cuivre.

Corporate & Participations comprend les activités corporate ainsi que certains services partagés, tels que ceux fournis par Umicore Marketing Services ou par l’unité Recherche, Développement & Innovation et inclut également l’activité piles à combustible.

Ce segment comprend également la part d’Umicore, soit 50%, dans Traxys, ainsi que les investissements financiers non consolidés.

6. Regroupements d'entreprises

Acquisitions

		(EUR milliers)	
	Annexes	31/12/04	31/12/03
Immobilisations incorporelles et frais liés au capital	12	-221	5 450
Immobilisations corporelles	14	-2 346	211 920
Participations mises en équivalence	15	1 598	23 759
Titres de placements			4 782
Prêts accordés par l'entreprise	16	-3 637	
Créances commerciales et autres créances			16 330
Impôts différés actifs		-273	10 909
Avantages sociaux			298
ACTIFS LONG TERME		-4 879	273 448
Prêts accordés par l'entreprise			23 839
Stocks et commandes en cours		-120	426 316
Créances commerciales et autres créances			308 815
Impôts à récupérer		2 457	1 230
Liquidités et quasi-liquidités			87 794
ACTIFS COURT TERME		2 337	847 994
TOTAL DE L'ACTIF		-2 542	1 121 442
Intérêts minoritaires			34 047
Ecarts de conversion		360	
Provisions pour avantages sociaux			83 000
Dettes financières			19 392
Impôts différés passifs		-997	35 973
Provisions pour environnement			5 787
Provisions pour autres risques et charges	28	-900	42 007
PASSIFS LONG TERME		-1 897	186 159
Dettes financières			65 897
Découverts bancaires			6 050
Impôts			21 491
Dettes commerciales et autres dettes			168 237
Provisions pour autres risques et charges			4 480
PASSIFS COURT TERME			266 155
TOTAL DU PASSIF		-1 537	486 361
Part du Groupe dans les actifs nets acquis		-1 004	635 081
Goodwill	13	276	75 939
Prix d'achat		-728	711 020
Contrepartie autre qu'en cash		-3 154	-11 306
Prix d'achat en cash		2 426	722 326
Règlements après clôture		-20 515	
Liquidités et quasi-liquidités acquises			80 996
Sortie (entrée) de fonds nette		-18 089	641 330

En janvier 2004, le Groupe a conclu un accord avec le producteur chinois d'hydroxyde de nickel, Jiangmen Chancsun Chemicals Company, dans lequel Umicore a pris une participation de 40%. La participation d'Umicore dans cette société est comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence.

Le goodwill lié à l'acquisition de PMG a été modifié afin de refléter les ajustements après clôture du prix d'acquisition contractuel ainsi que de la valorisation de certains actifs et passifs acquis. Ces révisions apparaissent au poste "Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises" des notes 12, 14, 16 et 28 de ce rapport.

7. Résultat d'exploitation

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾		
Ventes	7 056 740	4 608 083
Prestations	58 540	68 999
	7 115 280	4 677 082
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	53 821	38 753
Autres charges d'exploitation ⁽³⁾		
Taxes diverses autres qu'impôts sur le résultat	24 375	22 271
Locations et charges connexes	25 770	20 700
Dépenses de grosses réparations et entretiens sous-traités	51 742	55 513
Droits, commissions et assurances	46 111	36 629
Transport sous-traité	74 134	67 938
Autres services sous-traités et autres consommables	143 120	109 417
Autres charges d'exploitation	33 842	21 029
Charges capitalisées en actifs	-8 673	-8 430
Utilisations de provisions	-28 819	-16 839
Moins-values sur cessions d'actifs	4 029	2 246
	365 631	310 474

(1) Les prestations comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

(2) Les reprises de provisions incluses précédemment dans le poste "Autres produits d'exploitation" ont été reclassifiées dans le poste "Augmentation / diminution des provisions" des charges d'exploitation. Le montant transféré pour 2003 est de EUR 25 362 milliers. Sont également inclus dans les autres produits d'exploitation les royalties pour un montant de EUR 2 878 milliers en 2004 (EUR 1 329 milliers en 2003). L'augmentation des "Autres produits d'exploitation" est principalement due à la prise en compte des sociétés PMG pour 12 mois en 2004 contre 5 mois en 2003 (+ EUR 7,5 millions) et à la réception de paiements d'indemnités d'assurance.

(3) En 2004, les dépenses de R&D du Groupe ont atteint EUR 89 millions contre EUR 42 millions en 2003.

Résultats non-récurrents inclus dans les résultats d'exploitation

(EUR milliers)

	2004			2003		
	Total	Non-récurrent	Récurrent	Total	Non-récurrent	Récurrent
Chiffre d'affaires	7 115 280		7 115 280	4 677 082		4 677 082
Autres produits d'exploitation	53 821	4 378	49 443	38 753		38 753
Produits d'exploitation	7 169 101	4 378	7 164 723	4 715 835		4 715 835
Approvisionnements matières premières	5 743 130		5 743 130	3 652 385		3 652 385
Rémunérations et avantages sociaux	603 495		603 495	484 120	1 251	482 869
Amortissements et réductions de valeur	187 087	8 946	178 141	138 148	3 242	134 906
Dotation aux provisions	8 881	-1 565	10 446	31 036	23 571	7 465
Autres charges d'exploitation	365 631		365 631	310 474	240	310 234
Charges d'exploitation	6 908 224	7 381	6 900 843	4 616 163	28 304	4 587 859
RESULTAT D'EXPLOITATION	260 877	-3 003	263 880	99 672	28 304	127 976

L'essentiel des produits d'exploitation non-récurrents résulte d'une indemnisation d'assurance de Galva 45, société détenue à 55% par Umicore.

Les amortissements et réductions de valeur non-récurrents peuvent être ventilés en pertes de valeur diverses pour EUR 2 788 milliers et en amortissements pour EUR 6 158 milliers. Ces derniers résultent principalement de réductions de valeur sur une machine à stripper à Aubry (France) et sur certains équipements à Hanau (Allemagne).

67

8. Rémunérations et avantages sociaux

(EUR milliers)

	Annexes	2004	2003
Rémunérations et avantages sociaux			
Salaires et avantages sociaux directs		427 134	335 034
Contributions de l'employeur à la sécurité sociale et contributions à des avantages déterminés		132 943	117 903
Autres charges de personnel		21 945	15 653
Personnel temporaire		13 028	10 791
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée		10 560	21 231
Contributions volontaires de l'employeur - autres		2 712	2 609
Pensions versées directement aux bénéficiaires		10 216	9 688
Provisions pour avantages sociaux (+ augmentation; - utilisation et reprises)	25	-15 043	-28 789
		603 495	484 120
		2004	2003
Effectifs moyens dans les sociétés entièrement consolidées			
Cadres et dirigeants		1 278	1 126
Employés		4 852	3 755
Ouvriers		5 391	4 759
TOTAL		11 521	9 640

9. Coûts financiers nets

	(EUR milliers)	
	2004	2003
Charge d'intérêts nette	-31 537	-18 758
Actualisation des provisions	-9 369	-5 974
Résultat de change	-3 695	-4 023
Autres résultats financiers	-5 291	-4 844
	-49 892	-33 599

En 2004, la charge d'intérêts nette a augmenté par rapport à 2003 conformément au niveau moyen d'endettement. Elle inclut, en outre, les charges d'intérêts liées au financement de l'acquisition PMG pour l'entièreté de l'année (contre 5 mois en 2003). Enfin, elle reflète un besoin en fonds de roulement accru au cours du premier semestre 2004.

L'actualisation des provisions concerne les provisions pour avantages sociaux et, dans une moindre mesure, les provisions environnementales. L'augmentation observée entre 2003 et 2004 provient principalement de la diminution du facteur d'actualisation suite à une réduction des taux d'intérêts à moyen et long terme.

Les résultats de change comprennent les résultats de change réalisés ainsi que les résultats non-réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan.

10. Produits des investissements financiers

	(EUR milliers)	
	2004	2003
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	42	2 881
Dividendes	1 350	147
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	1 059	923
Réductions de valeur (- dotations / + reprises) sur investissements financiers	-12 640	-6 377
	-10 189	-2 426

Une réduction de valeur de EUR 12,5 millions a été enregistrée sur le prêt octroyé à Kovanco en 2002, compte tenu de la situation financière de l'emprunteur et par mesure de prudence.

Le bénéfice réalisé sur la vente d'immobilisations financières enregistré en 2003 concernait la vente d'actions détenues en propre.

11. Impôts sur le résultat

	(EUR milliers)	
Impôt sur le résultat	2004	2003
Repris au compte de résultats		
Impôt courant	43 585	16 944
Charge d'impôts différés (produits)	-1 728	-14 414
Charge fiscale totale	41 857	2 530
Principales composantes de la charge (produit) fiscal(e)		
a) Charge fiscale courante		
Relative au résultat de l'année	42 366	16 807
Relative aux résultats d'exercices antérieurs	1 219	137
Charge fiscale courante de l'année	43 585	16 944
Charge (produit) d'impôts différés		
Dû au renversement de différences temporelles	10 874	-23 991
Dû à la reconnaissance (création) de différences temporelles (impôts différés actifs)	-4 245	-14 693
Charge d'impôts différés relative au changement de taux d'impôt ou résultant de l'utilisation de taux étrangers	-1 991	19 871
Charge d'impôts provenant de l'amortissement d'impôts différés actifs d'exercices antérieurs	-6 366	4 399
Charge (produit) d'impôts différés	-1 728	-14 414
Charge fiscale sur les opérations courantes	41 857	2 530
b) Relation entre la charge (produit) d'impôts et le bénéfice comptable		
La charge d'impôt de l'exercice peut être réconciliée avec le bénéfice mentionné au compte de résultats de la manière suivante :		
Résultat avant impôts	224 422	70 504
Déduction du résultat des entreprises mises en équivalence	-23 626	-6 856
Résultat avant impôt des sociétés consolidées	200 796	63 648
Impôt sur le résultat calculé au taux d'impôt de la maison mère	33,99% 68 251	21 634
Ajustements		
- Autres éléments non imposés		-2 262
- Revenus définitivement taxés	-89	-165
- Plus-values taxées à taux spéciaux	-289	
- Autres éléments taxés à taux spéciaux	-2 997	-3 049
- Déductions diverses (*)	-25 273	-37 278
- Réintégrations diverses (*)	41 301	23 990
- Utilisation de pertes fiscales et crédits d'impôt non reconnus précédemment	-6 366	
- Ecart dus aux taux d'impôts étrangers	-7 591	18 644
- Impôts forfaitaires	15	36
- Impôts calculés sur d'autres bases	-26 206	-19 921
- Impact des pertes fiscales de l'exercice	12 387	3 381
- Profits d'intégrations fiscales	-97	-1 005
- Corrections d'exercices précédents	-2 601	949
- Utilisation de déficits antérieurs	-8 348	-2 401
- Déductions pour investissements		-23
- Crédits d'impôts	-240	
Charge fiscale au taux d'impôt effectif de l'exercice	41 857	2 530

(*) Afin d'harmoniser les définitions, un reclassement a eu lieu entre les postes "Déductions diverses" et "Réintégrations diverses" dans les chiffres de 2003.

Le taux d'imposition effectif pour 2004 est supérieur à celui de 2003 en raison d'une augmentation du résultat, principalement dans les filiales qui sont en situation taxable. De plus, en 2003, un produit non-récurrent d'impôt différé avait été enregistré chez Umicore Med (Bulgarie).

12. Immobilisations incorporelles (autres que goodwill) et frais liés au capital

	(EUR milliers)			
	Concessions, brevets, licences, etc.	Logiciels	Autres	Total
VALEUR COMPTABLE NETTE				
Au terme de l'exercice précédent	5 854	13 256	9 577	28 687
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises			-221	-221
- Charges portées à l'actif		191	508	699
- Acquisitions	212	3 952	428	4 592
- Cessions		4	-11	-7
- Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-1 196	-6 022	-1 117	-8 335
- Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")		-77		-77
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Autres produits d'exploitation")		50		50
- Ecart de conversion	-24	5		-19
- Autres mouvements	132	10 176	-4 308	6 000
Au terme de l'exercice	4 978	21 535	4 856	31 369
Valeur d'acquisition	10 725	59 738	15 222	85 685
Amortissements cumulés	-5 747	-38 203	-10 366	-54 316
VALEUR COMPTABLE NETTE	4 978	21 535	4 856	31 369

Fin 2004, les autres immobilisations incorporelles comprennent un montant de EUR 3 747 milliers correspondant aux dépenses encourues lors de l'augmentation de capital réalisée en 2003, diminuées des amortissements cumulés.

Certains développements de logiciels, inclus fin 2003 dans les autres immobilisations incorporelles, ont été reclassés dans la catégorie "Logiciels" au moment de leur mise en service.

La ligne "Autres mouvements" du poste "Logiciels" inclut les transferts provenant des immobilisations en cours (voir annexe 14).

13. Goodwill

	(EUR milliers)
Goodwill	
VALEUR COMPTABLE NETTE	
Au terme de l'exercice précédent	91 445
- Ajustements provenant de l'identification ou du changement de juste valeur d'actifs et de passifs identifiables, après la date de clôture	276
- Dotations aux amortissements (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-4 953
- Ecart de conversion	-440
- Autres variations	3
Au terme de l'exercice	86 331
Valeur d'acquisition	103 452
Amortissements cumulés	-17 121
VALEUR COMPTABLE NETTE	86 331

Ce tableau détaille le goodwill réalisé sur les sociétés consolidées globalement alors que le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité à l'annexe 15.

Le goodwill réalisé lors de l'acquisition de PMG a été modifié suite à des changements des bilans d'ouverture et des corrections après clôture du prix d'acquisition, comme précisé à l'annexe 6. L'impact net de EUR 276 milliers apparaît sous l'intitulé "Ajustements provenant de l'identification ou du changement de juste valeur d'actifs et de passifs identifiables, après la date de clôture".

	(EUR milliers)
Goodwill négatif	
VALEUR COMPTABLE NETTE	
Au terme de l'exercice précédent	-125
- Goodwill négatif reconnu en résultat	37
- Ecart de conversion	7
Au terme de l'exercice	-82
Valeur d'acquisition	-659
Goodwill négatif pris en résultat	577
VALEUR COMPTABLE NETTE	-82

Le solde du goodwill négatif concerne l'acquisition de Fuhong (Chine) en 2002 et sera comptabilisé en produits sur le reste de la durée de vie utile moyenne des actifs amortissables.

14. Immobilisations corporelles

(EUR milliers)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
VALEUR COMPTABLE NETTE						
Au terme de l'exercice précédent	280 014	550 113	43 997	1 923	74 723	950 770
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		-2 371	25			-2 346
- Ajouts	8 005	59 395	9 963	276	80 843	158 482
- Cessions	-658	-891	-359		-88	-1 996
- Amortissements (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-22 972	-114 462	-14 504	-599		-152 537
- Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-320	-6 637	-28			-6 985
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Autres produits d'exploitation")	15	1	16			32
- Ecart de conversion	-2 717	-9 783	-165	-9	-2 033	-14 707
- Autres mouvements	5 951	54 907	5 950	115	-76 946	-10 023
Au terme de l'exercice	267 318	530 272	44 895	1 706	76 499	920 690
<i>dont leasing :</i>	<i>62</i>	<i>55</i>	<i>70</i>			<i>187</i>
Valeur d'acquisition	608 385	1 765 557	175 612	86 299	76 499	2 712 352
Amortissements cumulés	-341 067	-1 235 285	-130 717	-84 593		-1 791 662
VALEUR COMPTABLE NETTE	267 318	530 272	44 895	1 706	76 499	920 690
<i>Leasing</i>						
<i>Valeur d'acquisition</i>	<i>788</i>	<i>83</i>	<i>105</i>			<i>976</i>
<i>Amortissements cumulés</i>	<i>-726</i>	<i>-28</i>	<i>-35</i>			<i>-789</i>
VALEUR COMPTABLE NETTE	62	55	70			187

La partie des investissements en immobilisations corporelles qui n'est pas liée à des travaux d'entretien, a été essentiellement allouée à des projets de croissance tels la construction de l'usine de catalyseurs automobiles de Suzhou en Chine, la construction du centre de test de Hanau en Allemagne, la construction de l'usine de produits optiques de Quapaw aux USA et l'expansion des capacités de production des matériaux pour les batteries lithium-ion rechargeables en Corée du Sud.

Les acquisitions ont été réalisées principalement dans les secteurs d'activités Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs, Zinc et Matériaux Avancés.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les "Immobilisations corporelles", autre que ce qui est mentionné à l'annexe 31.

15. Participations mises en équivalence

	Devise fonctionnelle	Parts détenues	
		2004	2003
Société associées			
Battery Materials Corporation	JPY	35,00%	35,00%
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	CNY	40,00%	40,00%
IEQSA	PEN	40,00%	40,00%
Megapode	USD	40,22%	40,22%
Padaeng Industry Public Cy Ltd	THB	46,90%	47,27%
Yamanaka Eagle Picher	JPY	35,00%	35,00%
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co., Ltd.	CNY	40,00%	-
Joint ventures			
Cycleon	EUR	-	50,00%
ICT Japan	JPY	50,00%	50,00%
ICT USA	USD	50,00%	50,00%
Ordeg	KRW	50,00%	50,00%
Rezinal	EUR	50,00%	50,00%
Traxys	USD	50,00%	50,00%

73

	Valeur comptable nette	Goodwill	(EUR milliers)
			Total
Au terme de l'exercice précédent	139 665	54 801	194 466
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (Note 6)	1 598		1 598
- Résultat de l'exercice	(a)(b) 28 700		28 700
- Dividende distribué ou reçu	-8 747		-8 747
- Cession	-131		-131
- Charges pour la période	(b) -5 074	-5 074	-5 074
- Ecart de conversion	(c) -5 009	-820	-5 829
- Autres mouvements	-239		-239
Au terme de l'exercice	155 837	48 907	204 744
dont joint-ventures	55 684	682	56 366

(a) Inclut les charges non-récurrentes de EUR 4,0 millions liées aux ajustements IFRS du groupe Megapode.

(b) Inclus dans le résultat des sociétés mises en équivalence.

(c) Impact de la faiblesse du cours de l'USD.

La part d'Umicore dans les postes du bilan des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
Actifs court terme	226 442	184 323
Actifs long terme	17 871	17 740
Passifs court terme	180 470	152 418
Passifs long terme	10 113	8 966

La part d'Umicore dans les postes du compte de résultats des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
Produits d'exploitation	816 541	366 036
Charges d'exploitation	-789 454	-357 233
Résultat d'exploitation	27 087	8 803
Résultat financier	-2 191	-2 543
Impôts	-8 478	-2 394
Résultat net du Groupe	16 418	3 866

L'augmentation de la part du Groupe dans le résultat des joint-ventures provient du fait qu'un certain nombre de sociétés (ICT Japan, ICT USA, Ordeg et Traxys) n'étaient intégrées que pour un portion d'année (5 ou 8 mois) en 2003, alors que le résultat de ces sociétés a été intégré pour l'entièreté de l'année en 2004.

16. Immobilisations financières

(EUR milliers)

	31/12/04
IMMOBILISATIONS FINANCIERES LONG TERME	
Au terme de l'exercice précédent	56 234
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-3 637
- Ajouts	(a) 3 050
- Diminutions	-1 394
- Réductions de valeur actées	(b) -14 435
- Pertes de valeur reprises	(c) 1 684
- Ecart de conversion	-793
- Autres mouvements	-3 834
Au terme de l'exercice	36 875
IMMOBILISATIONS FINANCIERES COURT TERME	
Au terme de l'exercice précédent	561
- Augmentation / diminution à la valeur d'acquisition	-168
- Réductions de valeur actées / reprises	109
Au terme de l'exercice	502

(a) Concerne divers placements de moindre taille, notamment une augmentation de capital dans le fonds canadien de capital à risque Pangaea.

(b) Principalement dû à la réduction de valeur du prêt octroyé à Kovanco comme détaillé à l'annexe 10.

(c) Correspond principalement à une reprise de réductions de valeur enregistrées précédemment sur un investissement d'Umicore dans Adastra.

75

17. Actions détenues en propre

En 1999, Umicore a commencé à racheter ses propres actions en se conformant aux limites et règles statutaires. L'autorisation de procéder à de tels rachats d'actions a été renouvelée lors de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 14 avril 2004. Ci-dessous, un aperçu des développements intervenus au cours de l'exercice.

	Nombre d'actions	EUR milliers
Position au 31/12/2003	710 399	23 405
Achats	279 033	14 032
Ventes/ Exercice d'options	-257 745	-9 491
Position au 31/12/2004	731 687	27 946

Le prêt de 65 000 actions consenti à Dexia Banque dans le cadre des accords de gestion pour les plans d'options sur actions est comptabilisé sous "Actions détenues en propre".

Le solde des actions détenues en propre fin décembre 2004 est détenu essentiellement en couverture des plans d'options sur actions existants.

18. Stocks

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
Analyse des stocks		
Produits de base avec couverture de métaux - valeur brute	799 201	748 997
Produits de base sans couverture de métaux - valeur brute	113 392	94 103
Consommables - valeur brute	95 811	86 743
Réductions de valeur	-46 400	-39 721
Acomptes versés	265	11 857
Contrats en cours	1 031	3 578
Total des stocks	963 300	905 558

Les stocks ont augmenté de EUR 57 742 milliers, en raison, d'une part de l'élévation du prix des métaux et d'autre part de la croissance du niveau d'activité.

Sur base des prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait quelque EUR 391 millions supérieure à la valeur comptable actuelle. Toutefois, la plupart de ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Les réductions de valeur sur stock ont augmenté, par solde, de EUR 6 679 milliers correspondant à un ajustement de la valeur du stock de palladium au prix du marché et à une augmentation des stocks à rotation lente et des stocks obsolètes.

Les commandes en cours d'exécution ont diminué en raison de l'arrêt graduel des activités d'ingénierie au profit de tiers.

19. Créances commerciales et autres créances

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
A long terme		
Dépôts et garanties en espèces	16 733	8 244
Créances commerciales à plus d'un an	1 635	
Autres créances à plus d'un an	-1 029	311
Total	17 339	8 555
A court terme	31/12/04	31/12/03
Créances commerciales	474 798	454 393
Autres créances	223 048	133 319
Intérêts à recevoir	255	1 264
Comptes de régularisation	29 308	42 469
Total	727 409	631 446

20. Impôts différés

(EUR milliers)

Impôts différés	31/12/04	31/12/03
Impôts à recevoir	9 710	5 990
Impôts différés actifs	87 952	81 974
Impôts dus	-26 189	-30 991
Impôts différés passifs	-44 008	-39 882

(EUR milliers)

Impôts différés par catégories de différences temporelles

	Actifs		Passifs		Net	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Immobilisations corporelles	1 065	134	-16 791	-16 109	-15 726	-15 975
Ecart de consolidation et immobilisations incorporelles	230	528	-1 270	-1 231	-1 040	-703
Autres investissements	1 494		-2		1 492	
Stocks	1 940	849	-33 531	-27 874	-31 591	-27 025
Provisions pour pensions	8 073	8 923	-396	-22	7 677	8 901
Autres ajustements	13 918	15 302	-13 262	-17 461	656	-2 159
Impact des pertes de l'exercice	539	11 721			539	11 721
Impact des déductions pour investissements	1 969	2 621	-12	-12	1 957	2 609
Pertes fiscales et autres crédits d'impôts	25 458	9 938			25 458	9 938
Provisions non déductibles	48 104	48 937	-370	-549	47 734	48 388
Amortissements et réductions de valeur non déductibles	7 494	6 930	-706	-533	6 788	6 397
Total actif/passif d'impôts différés	110 284	105 883	-66 340	-63 791	43 944	42 092
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	-22 332	-23 909	22 332	23 909		
Net	87 952	81 974	-44 008	-39 882	43 944	42 092
Situation nette d'impôts différés	43 944	42 092				
Montant des différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan	52 418	61 308				

21. Liquidités et quasi-liquidités

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
Dépôts à terme auprès des banques	17 442	15 706
Autres dépôts à terme	4 427	5 561
Comptes courants, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	132 226	107 826
	154 095	129 093
Découverts bancaires (compris dans les dettes financières court terme au bilan)	-10 730	-4 816
Situation nette de trésorerie à la clôture (voir tableau de financement consolidé)	143 365	124 277

22. Intérêts minoritaires

Ceux-ci comprennent principalement les intérêts des actionnaires tiers dans le capital et le résultat net :

	31/12/04	31/12/03
Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	9,20%	9,20%
Allgemeine France	9,20%	9,20%
Galva 45	45,00%	45,00%
Ogussa	9,11%	9,11%
Schöne Edelmetaal	9,20%	9,20%
Sibeka	19,56%	19,56%
Umicore Autocat South Africa Pty	45,00%	45,00%
Umicore Financial Services	0,16%	0,33%
Umicore Galvanotechnik	9,20%	9,20%
Umicore Med JSCO	0,23%	0,23%
Umicore Precious Metals Thailand	9,20%	31,90%
Umicore Shanghai	25,00%	25,00%
Umicore Specialty Materials Subic	21,80%	21,80%
Umicore Specialty Oxides Shanghai	6,00%	-

Mouvements des intérêts minoritaires

	(EUR milliers)
Au terme de l'exercice précédent	62 594
- Variation de périmètre	-373
- Part minoritaire dans le résultat consolidé	14 249
- Dividendes versés	-20 371
- Ajustements des écarts de conversion	678
Au terme de l'exercice	56 777

En 2004, Umicore a mis sur pied Umicore Specialty Oxides Shanghai en Chine produisant de l'oxyde de cobalt. La part du Groupe dans cette filiale est de 94%. Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG, détenue à 90,8% par Umicore, a acquis la totalité des parts de Umicore Precious Metals Thailand et détient à présent 100% du capital de cette société.

Les dividendes versés proviennent principalement des paiements de dividendes par Umicore Autocat South Africa Pty et Sibeka.

23.a. Dettes financières

(EUR milliers)

	Leasings financiers et assimilés	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total	
LONG TERME					
Au terme de l'exercice précédent	5 582	29 677	242	35 501	
- Augmentation	14	600 000		600 014	
- Diminution	-57	-200 013	-26	-200 096	
- Ecart de conversion		-572		-572	
- Transferts	-362	-19 694		-20 056	
- Autres mouvements		7	16	23	
Au terme de l'exercice	5 177	409 405	232	414 814	
DETTES A LONG TERME ECHEANT DANS L'ANNEE					
Au terme de l'exercice précédent	77	57 539	55	57 671	
- Augmentation / diminution	333	-36 409	-16	-36 092	
Au terme de l'exercice	410	21 130	39	21 579	
COURT TERME		Prêts bancaires à court terme	Découverts bancaires	Autres prêts	Total
Au terme de l'exercice précédent		671 698	4 816	2 521	679 035
- Augmentation / diminution		-385 264	5 914	8 482	-370 868
Au terme de l'exercice		286 434	10 730	11 003	308 167

L'acquisition de PMG en 2003 a été initialement financée par un crédit court terme de EUR 725 millions. Ce crédit a été refinancé au cours de l'année 2004 par l'émission d'obligations à 8 ans pour EUR 150 millions et un emprunt bancaire sur 5 ans de EUR 450 millions. La bonne évolution de la trésorerie du Groupe a permis le remboursement d'une partie de ce dernier au cours du second semestre 2004.

23.b. Dettes financières à long terme

(EUR milliers)

A. Analyse par date d'échéance	2006	2007	2008	Après 2008	Total
Leasings financiers et obligations similaires	384	389	395	4 009	5 177
Prêts bancaires à long terme	251 644	7 620	79	150 062	409 405
Autres prêts à long terme	232				232
Dettes financières à long terme	252 260	8 009	474	154 071	414 814
B. Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an		EUR	Dollar US	Autres Devises	Total
Leasings financiers et obligations similaires		5 584		3	5 587
Prêts bancaires à long terme		418 612	11 896	27	430 535
Autres prêts à long terme		233		39	272
Dettes financières à long terme		424 429	11 896	69	436 394

24. Dettes commerciales et autres dettes

(EUR milliers)

	Produits différés de subsides en capital	Dettes commerciales et autres dettes à long terme	Total
LONG TERME			
Au terme de l'exercice précédent	4 812	171	4 983
Augmentation / diminution	503	48	551
Repris en résultat	-625		-625
Ecart de conversion	-211		-211
Transferts	-63		-63
Au terme de l'exercice	4 416	219	4 635
COURT TERME		31/12/04	31/12/03
Dettes commerciales		363 961	347 767
Acomptes reçus sur commandes en cours d'exécution		83	3 362
Impôts dus autres que les impôts de société		10 639	8 781
Dettes salariales et sociales		104 881	99 361
Autres dettes		195 733	129 664
Dividendes dus		1 655	1 309
Intérêts dus		8 213	1 471
Comptes de régularisation		88 654	65 704
		773 819	657 418

25. Provisions pour avantages sociaux

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges, françaises et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

(EUR milliers)

	Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	Avantages postérieurs à l'emploi - autres	Prestations de préretraite et autres	Autres avantages sociaux à long terme	Total
Au terme de l'exercice précédent	83 744	16 961	81 138	19 719	201 561
- Dotations / reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	7 299	1 190	4 226	511	13 226
- Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-7 361	-992	-18 417	-1 500	-28 270
- Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	3 589	15	3 194	684	7 482
- Ecart de conversion	-268	-100	1		-367
- Transferts		-231	5 881	-578	5 072
- Autres mouvements	110				110
Au terme de l'exercice	87 113	16 843	76 022	18 836	198 814

(EUR milliers)

	31/12/03	Mouvements 2004	31/12/04
Belgique	79 930	-4 862	75 068
France	23 453	-768	22 685
Allemagne	80 689	3 893	84 582
Sous-total	184 072	-1 737	182 335
Autres entités	17 489	-1 010	16 479
Total	201 561	-2 747	198 814

Les mouvements en 2004 comprennent les utilisations et dotations courantes de toutes les entités, un règlement lié à un accord concernant l'abandon d'un plan d'assurance décès postérieur à l'emploi en France et des obligations complémentaires de préretraite suite aux programmes de restructuration de 2003 en Belgique.

Le tableau suivant présenté en vertu d'IAS 19 a été établi sur base des rapports d'actuaire externes sur les régimes d'avantages matériels des entités belges, françaises et allemandes.

(EUR milliers)

Belgique - France - Allemagne

Obligations importantes en termes d'avantages sociaux	31/12/03	Mouvements 2004	31/12/04
Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	69 415	4 566	73 981
Avantages postérieurs à l'emploi - autres	14 210	-419	13 791
Prestations de préretraite et autres	79 275	-4 665	74 610
Autres avantages sociaux à long terme	18 568	-304	18 264
Total des régimes importants	181 468	-822	180 646
% du total Belgique-France-Allemagne	98,6%		99,1%
% du total des avantages sociaux	90,0%		90,9%

Les régimes de retraite en Belgique et en France sont financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont non financés.

(EUR milliers)

Montants pris en compte dans le bilan de clôture

	2004	2003
Valeur actuelle d'obligations via des fonds	82 851	79 453
Juste valeur des actifs en couverture de fonds	-63 284	-62 366
Valeur actuelle des obligations non financées	170 190	168 759
Etat de financement total	189 758	185 846
(Pertès) / Gains actuariels non reconnus	-7 322	-2 601
(Coûts) / Gains pour services rendus par le passé non reconnus	-1 790	-1 777
Passif du bilan	180 646	181 468

Montants pris en compte dans le compte de résultats de l'année

Coûts pour services rendus et nouvelles obligations	6 313	9 355
Charge d'intérêts	11 887	9 353
Rendement de l'actif de régime de retraite	-3 184	-2 607
Amortissements des pertes/ (gains) actuariel(le)s	956	-1 019
Amortissements des coûts/ (gains) pour services rendus par le passé	144	160
Compression et règlements	-515	-320
Total des dépenses / produits de l'exercice	15 600	14 921

Mouvements du passif constatés dans le bilan

Au terme de l'exercice précédent	181 468	118 370
Total des dépenses / produits - comme indiqué ci-dessus	15 600	14 921
Dettes acquises dans des regroupements d'entreprises		75 301
Charges payées	-22 218	-32 817
Transferts d'autres provisions	5 796	5 693
Au terme de l'exercice	180 646	181 468
Taux d'actualisation moyen pondéré utilisé	4,51%	4,81%

La charge d'intérêt et le rendement de l'actif de régime de retraite sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique "Coûts financiers nets" (cf. annexe 9). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation. Les transferts provenant des autres provisions couvrent les obligations de préretraite négociées en 2004 avec les représentants syndicaux après l'annonce en 2003 de la restructuration du site de Balen. Leur valeur estimée avant à l'origine été comptabilisée en provisions pour restructuration (cf. annexe 28).

26. Plans d'options sur actions accordés par la société

Plan	Echéance	Exercice	Prix d'exercice (EUR) (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
Droits de souscription 1994 - 1998		à tout moment sauf les		
	20.03.2006	10 et 11 derniers jours	54,94	1 000
	20.03.2007	de mars, juin, septembre	55,23	1 000
	20.03.2008	et décembre	62,96	1 000
				3 000
ESOP 1999 (10 ans)	10.06.2009	une fois l'an :	36,60	135 280
		du 20 mai au 10 juin	37,29	50 920
				186 200
ISOP 2000 (7 ans)	13.03.2007	tous les jours ouvrables	30,50	85 915
	31.05.2007	d'Euronext Brussels	32,57	23 420
	(dans certains pays autres que la Belgique)		34,78	23 000
			39,50	750
				133 085
ISOP 2001 (7 ans)	14.03.2008	tous les jours ouvrables	41,44	23 580
		d'Euronext Brussels	41,80	2 575
			42,43	287 685
				313 840
ISOP 2002 (7 ans)	14.03.2009	tous les jours ouvrables	38,02	4 150
		d'Euronext Brussels	46,11	26 510
			48,15	324 545
				355 205
ISOP 2003 (7 ans)	13.03.2010	tous les jours ouvrables	34,18	308 755
		d'Euronext Brussels	35,10	24 530
				333 285
ISOP 2003 bis	13.03.2010	tous les jours ouvrables	44,00	13 000
		d'Euronext Brussels		
				13 000
ISOP 2004	11.03.2011	tous les jours ouvrables	52,05	97 800
		d'Euronext Brussels	53,70	33 500
				131 300
Total				1 468 915

- ESOP signifie "Employee Stock Option Plan" (plan international pour les ouvriers, les employés et les cadres).
- ISOP signifie "Incentive Stock Option Plan" (plan international pour les cadres).
- Le plan ISOP 2003 bis a été créé au cours du premier semestre de 2004 pour les membres de la direction de PMG qui ont rejoint Umicore à la suite de l'acquisition.

27. Provisions pour environnement

(EUR milliers)

	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	Total
Au terme de l'exercice précédent	90 753	39 933	130 685
- Dotations / reprises (inclus dans "Augmentation / diminution des provisions")	650	6 854	7 504
- Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitations")	-5 677	-5 969	-11 646
- Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	1 737	150	1 887
- Ecart de conversion	34	-9	25
- Autres mouvements		64	64
Au terme de l'exercice	87 497	41 022	128 519
Dont: - A long terme	77 145	35 852	112 997
- A court terme	10 352	5 170	15 522

En avril 2004, la société a signé un accord avec l'autorité régionale flamande chargée de la gestion des déchets (OVAM), relatif à l'assainissement des sols sur les sites d'Umicore en Flandre. Umicore a accumulé suffisamment de provisions les années précédentes pour couvrir ces travaux. Des études ont été réalisées en 2004 sur l'ensemble des sites flamands et les travaux de réhabilitation du site de Balen en particulier ont déjà débuté, ce qui explique la majeure partie des EUR 5,7 millions d'utilisations de provisions en 2004. L'augmentation nette de EUR 0,7 million est relative à des charges d'assainissement du sol, reconnues dans le principe d'obligation constructive, à Roodepoort, Afrique du Sud.

Pour autant que l'on puisse en juger aujourd'hui, les provisions inscrites au bilan au 31 décembre 2004, notamment celles liées aux obligations constructives enregistrées dans le bilan d'ouverture IFRS, devraient être suffisantes pour faire face correctement à l'ensemble des principaux risques résultant de la pollution historique.

Les autres provisions environnementales couvrent principalement les charges liées à la couverture des bassins de goethite résultant des opérations de "zinc smelting" à Aubry en France et à Balen et Overpelt en Belgique (activité Zinc) et les charges liées au traitement de certains déchets à Balen, Belgique (activité Zinc) et Olen, Belgique (activité Matériaux Avancés).

28. Provisions pour autres risques et charges

(EUR milliers)

	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour autres risques et charges	Total
Au terme de l'exercice précédent	27 965	51 011	78 976
- Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-900		-900
- Dotations/Reprises (inclus dans "Augmentation / diminution des provisions")	-586	1 899	1 313
- Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-6 136	-11 556	-17 692
- Ecart de conversion	7	-254	-247
- Transferts	-5 796	-1 020	-6 816
- Autres mouvements	-70	14	-56
Au terme de l'exercice	14 484	40 094	54 578
Dont: - A long terme	10 028	33 967	43 995
- A court terme	4 456	6 127	10 583

Les provisions pour autres risques et charges sont passées de EUR 78 976 milliers à EUR 54 578 milliers, principalement du fait des utilisations de ces provisions.

Comme précédemment annoncé, les mesures de restructuration des opérations de raffinage à Hanau, Allemagne, et des activités d'engineering en Belgique ont été exécutées pour EUR 6 136 milliers. Les transferts de EUR 5 796 milliers couvrent les obligations de préretraite négociées en 2004 avec les représentants syndicaux après l'annonce en 2003 de la restructuration du site de Balen, ces dernières ayant été transférées vers les provisions pour avantages sociaux (voir annexe 25).

Les provisions pour autres risques et charges couvrent principalement des litiges fiscaux et des garanties données. L'utilisation des provisions pour autres risques et charges de EUR 11 556 milliers provient essentiellement de dossiers fiscaux au Brésil et en Allemagne et des dossiers liés à des garanties en Allemagne.

29. Annexe au tableau de financement consolidé

Définitions

Le tableau de financement identifie des activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période.

La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions et les amortissements et la variation du besoin en fonds de roulement ;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

	(EUR milliers)	
	31/12/04	31/12/03
Ajustements pour transactions non-cash		
Amortissements	165 839	127 269
Goodwill négatif pris en résultats	-37	-41
(Reprises de) Pertes de valeur	8 417	14 968
Réductions de valeurs (reprises) sur actifs financiers	12 640	747
Réductions de valeurs sur stock et créances douteuses	13 879	1 644
Amortissements de subsides	-625	-1 618
Variation des provisions	-25 612	-9 088
	174 501	133 881
Ajustements pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement		
Impôts sur le résultat de la période	41 857	2 530
Charges (produits) d'intérêts	30 479	17 835
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	-3 068	-1 487
Dividendes reçus	-1 350	-147
	67 918	18 731

La ligne "Variation du besoin en fonds de roulement" reprend la variation des stocks, des "Créances commerciales et autres créances" et des "Dettes commerciales et autres dettes" éventuellement réévaluée en fonction :

- des réductions de valeur pour créances douteuses
- de l'impact des variations de périmètre
- de l'impact des écarts de conversion.

Les cash-flows d'investissement liés à des acquisitions (cessions) de filiales sont inscrits nets des liquidités acquises (cédées) (cf. annexe 6, "Regroupements d'entreprises").

Commentaires relatifs au tableau de financement

A) Variation de la trésorerie d'exploitation

Malgré des besoins en fonds de roulement accrus, la variation de la trésorerie d'exploitation de 2004 est supérieure de EUR 41 821 milliers au chiffre atteint en 2003, ce qui reflète une bonne performance des activités opérationnelles. Le besoin en fonds de roulement a augmenté de EUR 78 562 milliers suite à la croissance des ventes et l'impact de la hausse des prix du métal. L'impact plus prononcé au cours du premier semestre est lié aux tendances saisonnières.

Les impôts payés en 2004 ont excédé les versements de 2003 à concurrence de EUR 25 956 milliers conformément à l'accroissement des profits réalisés au cours de l'année.

B) Variation de la trésorerie d'investissement

Les besoins nets de trésorerie pour les activités d'investissement ont diminué de EUR 623 995 milliers par rapport à l'année 2003 au cours de laquelle le niveau était important suite à l'acquisition de PMG. Cependant, les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles pour la période 2004 sont supérieurs de EUR 22 864 milliers à ceux de 2003 (soit une augmentation de 16%).

C) Variation de la trésorerie de financement

La variation de la trésorerie de financement est principalement liée au paiement de dividendes (EUR 59 513 milliers), à la diminution nette de l'endettement durant le deuxième semestre (EUR 30 661 milliers) et au paiement d'intérêts sur ces emprunts (EUR 22 857 milliers).

30. Instruments financiers

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change et les taux d'intérêts. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les conséquences négatives de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. A cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

30.1. Risques liés aux devises

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

30.1.1. Risque structurel

Les revenus d'Umicore étant dans une large mesure exprimés en USD alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe), tout changement dans le taux de change entre le dollar et l'euro exerce un impact significatif sur les résultats de la société.

En l'absence de toute couverture du risque de change, et au taux de change en vigueur à la fin de 2004, une appréciation du dollar US à hauteur de 1 cent US par euro entraînerait une augmentation du résultat d'exploitation de l'ordre de EUR 3,5 millions par an. Inversement, un affaiblissement du dollar US de 1 cent US par euro entraînerait une baisse du résultat d'exploitation du même ordre.

De 2000 à 2004, Umicore a pris d'importantes dispositions en vue de la couverture des risques des années 2000 à 2005. Ces transactions avaient pour but de protéger la rentabilité et le cash-flow d'Umicore.

En 2004, le taux de change effectivement obtenu par le Groupe était de 0,96 USD/EUR. Cela s'explique en grande partie par le fait qu'Umicore avait couvert 85% de son exposition en USD au taux de 0,91 USD/EUR.

Pour 2005, Umicore a couvert près de deux tiers de son risque de change EUR/USD à un cours moyen de 1,13 USD/EUR.

Ce niveau de sensibilité à court terme est cependant quelque peu théorique, car souvent, le taux de change affecte à la fois des modifications dans les conditions commerciales négociées en dollars US et des éléments échappant au contrôle d'Umicore, tels que l'influence que le taux de change du dollar US peut avoir sur les prix des métaux exprimés en dollars, prix dont les mouvements influencent les résultats d'Umicore (voir plus bas : Risques liés aux prix des métaux). Il existe également une certaine sensibilité par rapport à d'autres devises, notamment le réal brésilien et le rand sud-africain suite à l'acquisition de PMG.

30.1.2. Risque transactionnel

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. Umicore se couvre systématiquement contre ces risques transactionnels, principalement par le biais de contrats à terme.

30.1.3. Risque de conversion

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque leurs résultats sont consolidés dans les comptes du Groupe, la conversion s'accompagne d'un risque de variation dans la valeur des devises locales par rapport à l'euro. Umicore ne se couvre pas contre ce risque (voir Annexes 1 et 2, Base de préparation et Principes comptables).

30.2. Risques liés aux prix des métaux

30.2.1. Risque structurel

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement/raffinage et sur les excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Le risque est surtout lié au zinc. En l'absence de tout mécanisme de couverture, en effet, un changement de USD 100 par tonne dans le prix du zinc entraîne une sensibilité à court terme de EUR 20 millions par an au niveau des résultats opérationnels. Pour les autres métaux (sauf les métaux précieux), l'impact d'un changement de prix n'est pas important.

En ce qui concerne le zinc, le Groupe a décidé de couvrir environ trois quarts de son exposition au prix du métal pour 2005, via des ventes à terme, à un prix moyen de USD 1 156 par tonne.

Dans la division Métaux Précieux - Services, qui produit principalement du platine, palladium, rhodium, or et argent, Umicore, en certaines occasions, a couvert les risques à long terme liés aux prix de certains contrats d'approvisionnement. En l'absence de tout mécanisme de couverture, la sensibilité à court terme au prix des métaux précieux est difficile à évaluer, en raison de la variabilité des approvisionnements de la division dans le temps, bien que des prix plus élevés tendent généralement à améliorer les revenus. En outre, Umicore a profité des prix élevés du platine et de l'argent en 2004, pour couvrir une partie de son exposition relative à ces métaux pour 2005 et 2006.

30.2.2. Risque transactionnel

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux vendus et achetés.

Les matières premières utilisées et les métaux ou produits fabriqués par Umicore sont généralement achetés et vendus sur la même base, par exemple les cotations du London Metal Exchange, ce qui permet le recours à certains instruments de couverture. A cet égard, le Groupe a pour politique de couvrir le risque transactionnel dans la plus large mesure possible, essentiellement par des contrats à terme. Le risque transactionnel est celui de voir fluctuer le prix des métaux entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui où la transaction est menée à bien.

30.3. Risques liés aux taux d'intérêt

L'exposition du Groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne ses dettes financières. Fin décembre 2004, les dettes financières nettes du Groupe se montaient à EUR 562 millions. Environ 72% de ce montant sont soumis à des taux d'intérêt flottants. Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts de financement, le Groupe a décidé de couvrir une partie de l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt en concluant des swaps sur les taux d'intérêt pour un montant de base de EUR 216 millions pour 2005, porté à EUR 258 millions en 2006, avec des dates d'expiration allant de 2 à 4 ans après la fin de l'exercice 2004.

31. Droits et engagements hors bilan

	(EUR milliers)	
DROITS ET ENGAGEMENTS NON REPRIS AU BILAN	2004	2003
- Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	33 940	39 115
- Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	33 774	37 464
- Garanties constituées par le Groupe sur avoirs propres et pour compte propre		2 500
- Garanties reçues	32 316	36 081
- Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe (*)	327 674	277 636
- Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	235	281
- Contrats à terme et options		
• Marchandises achetées (à recevoir)	326 713	345 356
• Marchandises vendues (à livrer)	668 419	555 726
• Devises achetées (à recevoir)	830 334	1 511 912
• Devises vendues (à livrer)	834 360	1 511 804
• Swaps de taux d'intérêt	216 000	303 000
• Swaps de devis	3 390	
- Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	639 126	557 504
- Droits et engagements divers	6 904	7 210

(*) Le chiffre de 2003 inclut des modifications qui ont été réalisées après la publication des états financiers de 2003.

32. Passifs latents

Le Groupe compte certains dossiers en cours qui peuvent être qualifiés d'actifs ou passifs latents suivant la définition de l'IFRS.

Questions environnementales

Le sujet des provisions environnementales est couvert dans son ensemble, y compris les actifs et passifs éventuels, à l'annexe 27.

Barclays Physical Trading Ltd

Suite à la procédure en insolvabilité intentée contre Enron, Umicore a mis fin à deux contrats de vente de cathodes en cuivre, faute d'avoir obtenu le paiement des lots vendus. Avant la livraison par Umicore, Enron avait déjà vendu 11.000 tonnes à Barclays Physical Trading Ltd dans le cadre d'une convention financière entre ces deux sociétés.

En janvier 2002, Barclays Physical Trading Ltd avait entamé une action en justice contre Umicore pour obtenir la livraison de ces quantités ou le paiement de USD 16,2 millions plus les intérêts. En juin 2003, les tribunaux de Bruxelles ont rejeté la demande, condamnant Barclays Physical Trading à payer EUR 793 milliers de dommages à Umicore. Barclays a fait appel de ce jugement devant la Cour d'Appel de Bruxelles. L'affaire sera probablement jugée dans le courant de l'année judiciaire 2005-2006. Entre-temps, Barclays Physical Trading Ltd a bloqué la somme de EUR 793 milliers auprès d'un huissier.

En ce qui concerne Enron, Umicore a soumis ses revendications aux autorités judiciaires, qui n'ont pas encore pris de position définitive à ce sujet.

Plastic Investment Company

En juin 1999, Umicore a vendu à Plastic Investment Company (PIC), filiale de la société cotée en Belgique TrustCapital, sa participation dans Overpelt-Plascobel (OVP), pour la somme de EUR 15,49 millions (BEF 625 millions). En avril 2000, PIC a entamé une action en justice pour tenter d'obtenir des dommages correspondant au prix d'achat original. Umicore se voit reproché des actes frauduleux et trompeurs durant les négociations, actes donnant une représentation inexacte de la substance d'OVP et de sa rentabilité. Umicore s'en défend vigoureusement et a déposé des conclusions détaillant sa position auprès du Tribunal de Commerce de Bruxelles en septembre 2002. La procédure est encore en cours, mais Umicore croit que le dossier de PIC est dépourvu de fondement.

Anciens employés de Gécamines

Plusieurs anciens employés de Gécamines, l'entité de l'Etat congolais qui a repris les actifs d'Union Minière après son expropriation en 1967, se sont adressés aux tribunaux pour obtenir le paiement des sommes dues par Gécamines à l'occasion de leur licenciement. La Société Générale des Minerais, dont les droits et obligations ont été repris par Umicore suite à plusieurs réorganisations, a en effet accepté, de 1967 à 1974, de payer à certains employés de Gécamines des éléments de leur rémunération au cas où Gécamines se trouverait en défaut. En 1974, Gécamines avait accepté de préserver Umicore de cette obligation. Quoique la validité de cette garantie pourrait être contestée, Umicore croit que ce dossier est dépourvu de fondement.

Même si Umicore prévoit d'être obligée de payer certaines sommes à d'anciens employés dans quelques cas, la société croit que globalement, au vu de la jurisprudence actuelle, le résultat de la procédure ne devrait pas avoir d'impact financier majeur sur le Groupe. Il est cependant impossible de faire une quelconque prédiction quant à la décision finale.

Règlement de TVA avec l'inspection spéciale des impôts belge, examiné par les autorités européennes

Bien que la société pensât disposer d'arguments solides pour se défendre devant les tribunaux des accusations de l'inspection spéciale des impôts belge (ISI), le Groupe a conclu en décembre 2000 un accord de règlement avec ce service, concernant la TVA prétendument due sur des livraisons intracommunautaires d'argent à des entreprises italiennes et suisses. Le règlement convenu avec les autorités fiscales belges est légalement valable, définitif et confidentiel. Une plainte contre X a cependant été déposée par quelques personnes, entraînant une enquête officielle. Des documents concernant l'affaire en général et l'accord de règlement en particulier ont été saisis dans les locaux de la société comme dans ceux de l'inspection spéciale des impôts. La société croit fermement qu'en ce qui la concerne, la plainte est dénuée de fondement. La Commission Européenne a récemment lancé une enquête formelle sur l'affaire en question, dans le cadre des aides d'Etat. Umicore croit que cette enquête ne conclura pas à l'existence d'une aide d'état.

Discussion avec Element Six sur les obligations en matière de pensions

Element Six, le partenaire d'Umicore dans la joint-venture Megapode a décidé en 2004 d'imputer à Megapode les déficits antérieurs dans les plans de pension d'une des filiales à 100% au Royaume Uni sur base de services rendus par le passé par cette filiale à Megapode. Les coûts se sont élevés à USD 29,5 millions, dont la part d'Umicore serait de EUR 9,5 millions.

En l'absence de toute base contractuelle, ou autre, entre les parties qui justifierait un transfert de passifs, Umicore conteste que Megapode doive assumer la responsabilité d'un déficit dans les plans de pension d'une société dont elle n'est pas actionnaire. Umicore a par conséquent rejeté les coûts susmentionnés lors de l'intégration des états financiers de Megapode. Umicore et Element Six mènent des discussions à ce sujet.

Autres

Outre ce qui précède, le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas, globalement, d'entamer la situation financière d'Umicore.

33. Parties liées

	(EUR milliers)	
COMPTE DE RESULTATS	2004	2003
Achats	170 662	59 036
Services	1 804	1 730
Charges financières	2	23
Ventes	69 316	27 878
Services rendus	1 735	1 300
Produits financiers	2	142
Dividendes reçus	8 747	
BILAN		
Créances à long terme	2 560	2 771
Créances à court terme	23 263	1 847
Dettes à court terme	30 463	5 601

92

L'augmentation des achats et ventes s'explique principalement par l'entrée de Ganzhou Yi Hao Umicore Industries en Chine et par un nombre accru de transactions avec Traxys.

Les relations avec les membres du conseil d'administration et du comité de direction sont abordées dans la section "Gouvernement d'entreprise".

34. Evénements importants survenus après la clôture

Après la réunion du conseil d'administration du 21 février 2005, Umicore a annoncé qu'un dividende brut de EUR 1,65 par action serait proposé à l'assemblée annuelle des actionnaires, ce qui correspond à un paiement total de dividendes de EUR 41 065 510 sur la base du nombre total d'actions émises à l'exclusion des actions propres détenues en trésorerie.

Umicore a décidé le 21 février 2005 de réduire sa production annuelle de zinc de 130 000 tonnes qui devrait prendre effet au cours du second semestre de 2005. La réduction affectera essentiellement les sites français d'Auby et de Calais.

En sa réunion du 21 février 2005, le conseil d'administration d'Umicore a également décidé de recommander aux actionnaires de la société qu'Umicore procède à une scission partielle de ses activités cuivre en les apportant à une nouvelle société qui s'appellera Cumerio. Cumerio sera cotée sur Euronext Bruxelles. A l'issue de la scission partielle, chaque actionnaire d'Umicore recevra une action Cumerio par action Umicore détenue. Il en va de même pour les strips VVPR Umicore. D'un point de vue fiscal et comptable, la scission partielle prendra effet rétroactivement au 1er janvier 2005. Ceci implique que les actions que Cumerio va émettre, participeront aux résultats de Cumerio et donneront droit aux dividendes. Umicore recommandera au Conseil d'administration de Cumerio de proposer le paiement d'un dividende de EUR 0,30 par action, à prélever sur les résultats reportés transférés à Cumerio dans le cadre de la scission partielle.

La scission partielle sera soumise à l'approbation des actionnaires d'Umicore lors d'une assemblée générale extraordinaire prévue pour le 13 avril 2005. Il faut néanmoins s'attendre à ce qu'elle soit plutôt approuvée lors d'une seconde assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui devrait se tenir aux environs du 28 avril 2005 si le quorum requis n'était pas atteint le 13 avril 2005. La cotation des actions et strips VVPR de Cumerio commencerait dès lors le 29 avril 2005.

Base pour le bilan d'ouverture consolidé pro forma au 1^{er} janvier 2005

Le bilan d'ouverture consolidé pro forma pour Umicore après la scission partielle au 1^{er} janvier 2005 a été établi comme suit :

- les chiffres du bilan d'ouverture consolidé pro forma de Cumerio ont été retirés du bilan consolidé d'Umicore en date du 31 décembre 2004.
- les créances et dettes commerciales entre les sociétés Umicore et les sociétés Cumerio, éliminées du bilan consolidé d'Umicore au 31 décembre 2004, ont été réintroduites comme étant des créances et des dettes hors Groupe suite à la scission.

- Les prêts et emprunts financiers entre les sociétés Umicore et les sociétés Cumerio, éliminés du bilan consolidé d'Umicore au 31 décembre 2004, ont été réintroduits comme étant des prêts et emprunts hors Groupe suite à la scission. La balance nette de ces transactions a été reclassée sous le poste des dettes financières court terme qui représente la situation financière provisoire de Cumerio.

Les actions propres détenues par Umicore donnent le droit de recevoir des actions Cumerio au moment de la scission. Les actions Cumerio détenue par Umicore suite à cette opération seront reclassées de "Actions détenues en propre" vers "Titres de placement à long terme". Le montant de la reclassification ne pourra être déterminé qu'au moment de l'introduction en bourse des actions Cumerio.

Base pour les informations financières clés consolidées pro forma 2004

Les informations financières clés ont été obtenues en retirant les chiffres ajustés du cuivre de ceux du segment Cuivre pour les années 2002 à 2004.

Climeta, une entité légale précédemment incluse dans le segment Cuivre d'Umicore, a été transférée dans le segment Advanced Materials d'Umicore.

Le chiffre d'affaires a été ajusté en retirant le chiffre d'affaires pro forma du groupe Cumerio pour les années concernées et en réintroduisant le chiffre d'affaires réalisé par les autres segments d'Umicore après la scission avec les filiales de Cumerio.

Les autres informations financières ont été préparées sur la même base, à l'exception des écarts de conversion qui sont basés sur les écarts de conversion tel que rapportés dans les comptes annuels consolidés d'Umicore corrigé des écarts de conversion historiques présentés pour les filiales de Cumerio dans ces comptes.

Bilan d'ouverture consolidé pro forma au 1^{er} janvier 2005

(EUR milliers)

	Groupe Umicore avant scission	Impact de la scission de Cumerio (*)	Financement de Cumerio par Umicore	Groupe Umicore après scission
Immobilisations incorporelles	31 369	-3 518		27 851
Goodwill	86 249			86 249
Immobilisations corporelles	920 690	-216 397		704 293
Participations mises en équivalence	204 744			204 744
Immobilisations financières	36 875	-21 343		15 532
Créances commerciales et autres créances	17 339	-18		17 321
Impôts différés actifs	87 952	-9 004		78 948
Avantages sociaux	568			568
ACTIFS LONG TERME	1 385 786	-250 280		1 135 506
Prêts accordés par l'entreprise	78	-77	113 880	113 881
Stocks	963 300	-165 660		797 640
Créances commerciales et autres créances	727 409	-66 147	243	661 505
Impôts à récupérer	9 710	-369		9 341
Actions détenues en propre	27 946			27 946
Placements	502			502
Liquidités et quasi-liquidités	154 095	-99 707	59 007	113 395
ACTIFS COURT TERME	1 883 040	-331 960	173 130	1 724 210
TOTAL DE L'ACTIF	3 268 826	-582 240	173 130	2 859 716
Capital	563 161	-181 134		382 027
Primes d'émission	97 212	-31 267		65 945
Résultats reportés et réserves	711 675	-124 002		587 673
Ecart de conversion	-135 122	42 455		-92 667
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	1 236 926	-293 948		942 978
INTERETS MINORITAIRES	56 777	-231		56 546
Provisions pour avantages sociaux	198 814	-8 023		190 791
Dettes financières	414 814	-7 342		407 472
Dettes commerciales et autres dettes	4 635	-2 604		2 031
Impôts différés passifs	44 008	-101		43 907
Provisions pour environnement	112 997			112 997
Provisions pour autres risques et charges	43 995			43 995
PASSIFS LONG TERME	819 263	-18 070		801 193
Dettes financières	329 747	-212 090	173 130	290 787
Impôts	26 189	-280		25 909
Provisions pour environnement	15 522			15 522
Provisions pour autres risques et charges	10 583			10 583
Dettes commerciales et autres dettes	773 819	-57 621		716 198
PASSIF COURT TERME	1 155 860	-269 991	173 130	1 058 999
TOTAL DU PASSIF	3 268 826	-582 240	173 130	2 859 716

(*) L'impact de la scission partielle du groupe Cumerio inclut le bilan d'ouverture pro forma de Cumerio ainsi que la réintroduction des transactions intersociétés entre le Groupe Umicore après scission partielle et le groupe Cumerio. Le bilan d'ouverture de Cumerio présente donc une position extérieure au 1^{er} janvier 2005 de EUR 95 372 milliers dans les créances et les dettes commerciales.

Informations financières clés consolidées pro forma 2002, 2003, 2004

Informations financières basées sur l'information sectorielle

(EUR milliers)

	Umicore avant scission			Umicore pro forma après scission		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Chiffres d'affaires	7 115 280	4 677 082	3 160 591	5 696 456	3 763 685	2 241 588
EBIT	284 503	106 529	72 735	265 197	107 830	65 406
Récurrent	291 628	145 932	97 539	272 322	145 078	88 845
Non-récurrent	-7 126	-39 404	-24 804	-7 126	-37 249	-23 439
Investissements	161 721	148 320	152 718	142 809	113 948	109 410
Amortissements	180 025	119 507	124 359	151 762	93 074	90 654
Dépenses non-cash autres que les amortissements	20 268	40 426	24 806	19 063	37 497	26 349
Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)	7 062	8 928	1 189	7 062	8 928	1 189

95

Description des changements structurels importants dans les comptes d'Umicore suite à la scission partielle

Tous les éléments du bilan, du compte de résultats et du tableau de financement vont diminuer suite à la scission partielle. Les capitaux propres du Groupe Umicore vont diminuer pour un montant de EUR 293,9 millions correspondant au montant du capital de Cumerio. La scission partielle ne devrait pas entraîner d'autres effets importants sur le résultat d'exploitation d'Umicore que celui lié à la perte de l'apport des activités du cuivre.

Le flot de produits intermédiaires et de résidus entre les usines de Cumerio et d'Umicore va rester en place et va continuer à être effectué aux conditions du marché. La scission partielle ne devrait donc pas avoir d'impact matériel sur les marges des activités Umicore impliquées dans ce type de transactions.

De la même manière, Umicore va continuer à fournir certains services à Cumerio, entre autres, certains services rendus sur les sites d'Olen et Bruxelles ainsi que le support informatique. Les termes et conditions de livraison de ces services demeurent principalement inchangés par rapport à ceux qui prévalaient avant la scission partielle avec un impact qui ne devrait donc pas être important pour Umicore.

En conséquence de la scission partielle, la sensibilité d'Umicore au prix du cuivre et les coûts de traitement des concentrés de cuivre seront éliminés. En outre, la sensibilité au US dollar va diminuer d'environ EUR 0,6 million pour chaque variation d'un cent USD par rapport au taux de change de l'euro, sur base des taux de change de devises en vigueur à la fin de 2004.

Suite à son refinancement, Cumerio remboursera les prêts financiers à Umicore, ce qui va réduire la dette financière nette d'Umicore de EUR 119,7 millions, avec une diminution proportionnelle des charges financières.

Le revenu des autres investissements financiers va diminuer à concurrence des intérêts facturés à NFI, étant donné que le prêt accordé à cette société fait maintenant partie de Cumerio.

Le résultat fiscal d'Umicore pour 2004 et 2003 inclut des effets positifs d'impôts différés relatifs à la situation fiscale de la filiale cuivre en Bulgarie. Le résultat de la scission partielle devrait donc entraîner une augmentation de la charge globale d'impôts des sociétés.

Les intérêts minoritaires existants dans Umicore Med, une des filiales bulgares du cuivre, seront éliminés des comptes annuels d'Umicore mais l'effet en découlant n'est pas matériel pour Umicore.

Les sociétés suivantes seront désormais exclues du périmètre de consolidation d'Umicore :

Pays	Sociétés	% intérêt 2004
Belgique	Umicore Copper S.A. (BE 859.575.891)	100,00%
Bulgarie	Umicore Med JSCo	99,77%
	Umicore Bulgaria	100,00%
	Umicore Bulgaria Leasing	100,00%
Italie	Umicore Italia s.r.l.	100,00%
Autriche	Umicore Austria PASR Beteiligungs	100,00%

Réconciliation du capital consolidé d'Umicore au 1^{er} janvier 2005

	31/12/04	Impact de la scission de Cumerio	(EUR milliers) 01/01/05
Capital	563 161	-181 134	382 027
Primes d'émission	97 212	-31 267	65 945
Résultats reportés et réserves	711 675	-124 002	587 673
Ecart de conversion	-135 122	42 455	-92 667
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	1 236 926	-293 948	942 978

L'élimination des écarts de conversion reflète la différence entre les taux historiques utilisés pour la conversion des éléments constitutifs du capital des filiales de Cumerio rapportant en USD et le taux de clôture à fin 2004.

La composition finale du "Capital", "Primes d'émissions" et "Résultats reportés" d'Umicore sera déterminé en date de la réunion des actionnaires, basé sur le montant final du dividende payé pour 2004, qui est dépendant du nombre d'actions détenues en propre par Umicore à cette date.

Dettes financières nettes pro forma au 1^{er} janvier 2005

	Groupe Umicore	Impact scission du Groupe Cumerio	Financement de Cumerio par Umicore	(EUR milliers) Groupe Umicore après scission
Dettes financières long terme	414 814	-7 342		407 472
Dettes financières court terme	319 016	-210 328	173 130	281 818
Découvert bancaire	10 730	-1 762		8 968
Actions détenues en propre	-27 946			-27 946
Liquidités et quasi-liquidités	-154 095	99 707	-59 007	-113 395
Dettes financières nettes	562 519	-119 725	114 123	556 917

Les dettes financières nettes d'Umicore vont diminuer de EUR 5 602 milliers immédiatement après la scission, étant donné qu'Umicore finance les filiales de Cumerio pour un montant net de EUR 114 123 milliers en date du 1^{er} janvier 2005. Ce financement est repris dans le bilan consolidé pro forma d'Umicore sous la rubrique "Prêt à court terme" pour EUR 113 880 milliers et sous la rubrique "Autres créances" pour EUR 243 milliers.

35. Bénéfice par action

	(EUR)	
	2004	2003
Bénéfice par action, de base	6,62	2,63
Bénéfice par action dilué *	6,43	2,57

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

	(EUR milliers)	
	2004	2003
Bénéfice net consolidé, part du Groupe	168 316	60 122

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

Pour le bénéfice par action en circulation :

	2004	2003
Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier	25 420 175	22 600 000
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre	25 454 875	25 420 475
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	25 424 107	22 865 537

De nouvelles actions ont été émises (respectivement 17 125 et 17 575 en octobre et décembre 2004) en conséquence de l'exercice d'actions sur options pour des membres du personnel d'Umicore dans le cadre des plans d'options sur actions 2000 à 2003.

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, sont comprises dans le nombre d'actions en circulation.

Pour le bénéfice par action dilué :

	2004	2003
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	25 424 107	22 865 537
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	756 628	539 256
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	26 180 735	23 404 793

Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions. Lorsque les options sur actions sont dans la monnaie, on considère que de nouvelles actions seront émises pour l'exercice des options qui ne sont pas couvertes par les actions détenues en propre.

Le calcul de la dilution selon la méthode dite de "treasury stock" donnerait un bénéfice par action dilué de EUR 6,71 pour 2004 sur base d'un prix moyen de l'action de EUR 55,67 et de EUR 2,77 pour 2003 sur base d'un prix moyen de l'action de EUR 45,61. Cette méthode part du principe que les produits projetés de l'émission d'actions ordinaires ayant un effet de dilution potentiel, suite à l'exercice d'options sur actions dans la monnaie, ont été utilisés pour racheter des actions à un prix équitable. Après ce rachat, seul le solde net des nouvelles actions est repris dans le dénominateur.

Le principe de la méthode utilisée fait que celle-ci tend à sous-estimer l'effet de dilution des options sur actions sur le bénéfice par action.

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé.

Conformément au Code des Sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à

UMICORE
rue du Marais 31
B-1000 Bruxelles

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

(EUR milliers)

BILANS ABREGES AU 31 DECEMBRE

ACTIF	2004	2003	2002
ACTIFS IMMOBILISES	3 369 211	3 230 622	2 214 433
I. Frais d'établissement	3 748	4 704	
II. Immobilisations incorporelles	17 150	17 691	15 188
III. Immobilisations corporelles	288 025	373 405	379 777
IV. Immobilisations financières	3 060 288	2 834 822	1 819 468
ACTIFS CIRCULANTS	592 037	651 940	686 959
V. Créances à plus d'un an	17 237	13 561	1 653
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	268 632	377 598	381 654
VII. Créances à un an au plus	243 719	187 881	195 199
VIII. Placements de trésorerie	51 403	27 705	83 599
IX. Valeurs disponibles	4 016	12 562	5 473
X. Comptes de régularisation	7 030	32 633	19 381
TOTAL DE L'ACTIF	3 961 248	3 882 562	2 901 392
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES	1 043 812	988 750	985 857
I. Capital	563 161	562 393	500 000
II. Primes d'émission	97 212	96 764	11 139
III. Plus-values de réévaluation	98	98	98
IV. Réserves	213 059	208 988	256 467
V. Bénéfice - Perte (-) reporté(e)	170 004	120 180	217 760
VI. Subsidés en capital	278	327	393
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	144 067	175 562	174 948
VII. A. Provisions pour risques et charges	144 067	175 562	174 948
DETTES	2 773 369	2 718 250	1 740 587
VIII. Dettes à plus d'un an	1 587 079	1 176 918	859 921
IX. Dettes à un an au plus	1 113 934	1 499 372	789 628
X. Comptes de régularisation	72 356	41 960	91 038
TOTAL DU PASSIF	3 961 248	3 882 562	2 901 392

(EUR milliers)

COMPTE DE RESULTATS ABREGES

	2004	2003	2002
I. Ventes et prestations	2 020 000	2 521 582	2 512 552
II. Coût des ventes et des prestations	1 893 613	2 480 840	2 447 526
III. Résultat d'exploitation	126 387	40 742	65 026
IV. Produits financiers	298 783	171 638	124 925
V. Charges financières	324 620	183 600	146 295
VI. Résultat courant avant impôts	100 550	28 780	43 656
VII. Produits exceptionnels	26 287	16 924	5 554
VIII. Charges exceptionnelles	28 250	151 166	30 851
IX. Résultat de l'exercice avant impôts	98 587	-105 462	18 359
X. Impôts sur le résultat	-3 627	-54	1 923
XI. Résultat de l'exercice	94 960	-105 516	20 282
XII. Prélèvements sur les réserves immunisées	-	-	-
XIII. Résultat de l'exercice	94 960	-105 516	20 282
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS			
A. Résultat à affecter	215 140	112 244	288 129
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	94 960	-105 516	20 282
2. Bénéfice - Perte reporté(e)	120 180	217 760	267 847
C. Affectations aux capitaux propres	-4 071	47 479	-41 162
2. A la réserve légale	-4 748		-1 014
3. A la réserve pour actions détenues en propre	677	47 479	-40 148
D. Résultat à reporter ⁽¹⁾	-170 004	-120 180	-217 760
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	-170 004	-120 180	-217 760
F. Bénéfice à distribuer ⁽¹⁾	-41 065	-39 543	-29 207
1. Rémunération du capital			
- actions ordinaires EUR 1,65	-41 065	-39 543	-29 207

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 13 avril 2005, le dividende de EUR 1,65 brut par action restant inchangé.

ETAT DU CAPITAL	€ milliers	Nombre d'actions
A. Capital social		
1. Capital souscrit		
Au terme de l'exercice précédent	562 393	25 420 175
Au terme de l'exercice	563 161	25 454 875
2. Représentation du capital		
2.1. Catégories d'actions		
Actions ordinaires	563 161	25 454 875
2.2. Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives		6 223
Au porteur		25 448 652
E. Capital autorisé non souscrit ⁽¹⁾	415 228	

G. Structure de l'actionariat ⁽²⁾	% capital	Nombre d'actions
Fidelity International Ltd, Pembroke Hall, 42 Crow Lane, Hamilton, Bermuda	6,05	1 540 567
Parfimmo SA, Rue du Bois Sauvage 17, 1000 Bruxelles	3,00	763 129
Autres actionnaires	88,08	22 419 492
Titres détenus par Umicore	2,87	731 687
	100,00	25 454 875
dont flottant:	94,13	23 960 059

- (1) L'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2001 a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital à concurrence de EUR 500 000 000. Le conseil d'administration a fait usage du capital autorisé les 25 novembre et 4 décembre 2003 à raison de EUR 61 946 920 dans le cadre des augmentations de capital et a fait usage du capital autorisé le 3 mars 2004 pour un montant de EUR 4 424 780 pour l'émission de droits de souscription pour l'ISOP 2004 et le 14 avril 2004 pour un montant de EUR 18 400 448 pour l'émission de droits de souscription remplaçant les droits d'acquisition des plans ISOP 2001, 2002 et 2003 détenus par les managers belges.
- (2) Compte tenu de l'existence de 3 000 warrants restant attachés aux emprunts obligataires émis en 1996, 1997 et 1998 et d'un nombre maximum de 1 468 915 actions attachées aux plans d'actions offerts par Umicore en 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004.

ETAT DES RESERVES

Les montants suivants qui étaient compris dans les réserves à la fin 2004 ne sont pas distribuables

- réserve légale: EUR 45 485 milliers
- réserve pour actions détenues en propre: EUR 22 728 milliers.

Bruxelles, le 21 février 2005
Le conseil d'administration

Le 18 mars 2005

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004 PRESENTES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE UMICORE

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes consolidés établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société Umicore, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2004, dont le total du bilan s'élève à 3.269 millions d'Euros et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice consolidé, part du groupe, de 168 millions d'Euros. Nous avons également procédé à la vérification du rapport de gestion consolidé.

En vertu de l'Arrêté Royal du 4 décembre 2003 qui permet aux sociétés belges cotées d'anticiper l'application obligatoire des normes comptables internationales, prévue par le règlement européen du 19 juillet 2002 à partir des exercices commençant le 1^{er} janvier 2005, ces comptes consolidés ont été établis en appliquant l'ensemble des normes définies par l'International Accounting Standards Board qui, à la date de clôture du bilan, ont été adoptées par la Commission européenne dans son règlement précité.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes consolidés en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu les explications et informations requises pour nos contrôles et avons examiné par sondages la justification des montants et des autres informations figurant dans les comptes consolidés. Nous avons examiné le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et des estimations comptables significatives faites par le groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu de l'adoption par la société de l'Arrêté Royal du 4 décembre 2003, les comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2004 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats consolidés du groupe en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestations complémentaires

Nous complétons notre rapport par la confirmation complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

Le rapport de gestion consolidé contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés.

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises
Représentée par

Robert Peirce
Reviseur d'Entreprises



Luc Discry
Reviseur d'Entreprises

Gouvernement d'entreprise

Introduction

Le 9 décembre 2004, le Code belge sur le gouvernement d'entreprise (le "Code") a été publié. Le Code instaure une série de normes et de procédures pour les sociétés établies en Belgique ainsi qu'un calendrier d'introduction de celles-ci.

Umicore soutient le Code et le présent chapitre fait écho à bon nombre de ses recommandations avant même qu'elles ne deviennent obligatoires en 2006.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Umicore du 13 avril 2005 sera informée de la façon dont le Conseil d'administration d'Umicore suivra ces recommandations.

Avant la fin de 2005, Umicore publiera une déclaration de gouvernement d'entreprise complète, en conformité avec le Code.

Actionnaires

Actions émises

Pour le détail actualisé du nombre d'actions émises, veuillez consulter le site internet www.investorrelations.umicore.com.

Au 31 décembre 2004, le capital émis s'élevait à € 563 160 969,15. Le nombre d'actions émises était de 25 454 875. Les actions Umicore peuvent être des actions au porteur, des actions nominatives ou des actions dématérialisées, à la discrétion de l'actionnaire.

Veuillez consulter la partie du présent rapport consacrée aux relations avec les investisseurs pour un résumé des principales participations au 31 décembre 2004.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 mars 2001 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximum de € 500 000 000. Au 31 décembre 2004, le montant restant de ce capital autorisé était de € 415 227 852,37.

Rachats et annulation d'actions

Suivant l'autorisation accordée pour la première fois par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 2 juin 1998, laquelle a été renouvelée récemment par l'assemblée

extraordinaire des actionnaires du 14 avril 2004, la société peut acquérir en bourse, jusqu'à l'assemblée ordinaire des actionnaires prévue en 2005, des actions de la société jusqu'à un plafond de 10% du capital souscrit, à un prix par action compris entre (i) le cours de clôture en bourse le plus bas des 20 derniers jours de transactions précédant la date d'acquisition moins dix pour cent (10%) et (ii) un prix maximum par action de € 90,00.

Cette autorisation permet aussi aux filiales de la société d'acquérir en bourse, ou de toute autre façon, des actions de la société aux mêmes conditions.

Le 31 décembre 2004, Umicore détenait 731 687 de ses actions en propre.

Politique et paiement des dividendes

La politique d'Umicore consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes.

Le dividende est proposé par le Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Le Conseil d'administration peut, au cours de l'exercice financier, décider de distribuer un acompte sur dividende conformément à la loi.

Assemblées des actionnaires

L'assemblée générale ordinaire (AGO) des actionnaires a lieu le deuxième mercredi d'avril à 17 heures. Le lieu de l'assemblée est communiqué au moins 24 jours avant l'assemblée (l'assemblée a normalement lieu à Bruxelles, en Belgique).

Pour pouvoir participer à l'assemblée générale ordinaire, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer et bloquer ces actions au moins cinq jours avant l'assemblée aux endroits indiqués sur les invitations. Quant aux détenteurs d'actions nominatives, il faut que leurs actions soient inscrites au registre de la société au moins cinq jours avant l'assemblée. Ils doivent aussi indiquer à la société, au plus tard cinq jours avant l'assemblée, le nombre d'actions avec lesquelles ils participeront à l'assemblée.

Le Conseil d'administration a analysé les possibilités d'application de la date d'inscription, ceci en vue de permettre aux actionnaires d'être admis à l'assemblée des actionnaires et d'exercer leurs

droits de vote s'ils sont en mesure de prouver leur statut d'actionnaire au plus tard à minuit le cinquième jour ouvrable avant l'assemblée des actionnaires (la "date d'inscription"), indépendamment du nombre d'actions qu'ils détenaient le jour de l'assemblée des actionnaires. La quantité d'actions détenues par chaque actionnaire inscrit à minuit à la date d'inscription serait consignée dans un registre prévu à cette fin par le Conseil d'administration.

Par conséquent, l'introduction de cette possibilité dans les statuts d'Umicore sera proposée à l'assemblée générale extraordinaire (AGE) des actionnaires en 2005.

Les actionnaires peuvent participer et voter aux assemblées des actionnaires soit en personne, soit en se faisant représenter par un actionnaire ou un administrateur de la société. Les actionnaires qui sont des personnes morales peuvent être représentés par une personne physique - qui n'est pas nécessairement actionnaire - porteuse d'une procuration spéciale.

Aucun quorum n'est nécessaire pour que l'assemblée générale ordinaire ait lieu. Les résolutions de l'assemblée générale ordinaire sont votées à la majorité simple des suffrages exprimés.

Le Conseil d'administration peut convoquer une AGE à tout moment. La loi belge autorise les actionnaires détenant en commun un minimum de 20% des droits de vote à demander la convocation d'une AGE. Le quorum nécessaire pour tenir une AGE est de 50% du total des droits de vote. Des majorités spéciales sont requises par la loi pour l'adoption des résolutions.

Organisation du Groupe

Le Conseil d'administration d'Umicore est l'ultime organe de prise de décision d'Umicore, sauf pour ce qui est des questions que le Code des sociétés et les statuts réservent aux actionnaires. Le Conseil d'administration est assisté dans son rôle par un Comité d'audit et un Comité de nomination & rémunération.

La gestion courante d'Umicore a été déléguée à Thomas Leysen, administrateur délégué, et également président du Comité de direction qui a été constitué conformément à l'article 524bis du Code des sociétés.

Umicore est valablement représentée soit par le Conseil d'administration, soit par deux administrateurs agissant conjointement.

Dans les limites de la gestion courante, Umicore peut également être représentée par un administrateur et un membre du Comité de direction signant conjointement ou, dans le cadre des pouvoirs accordés au Comité de direction, par deux de ses membres agissant conjointement. En outre, la société est valablement représentée, dans les limites de leurs mandats, par des représentants spéciaux nommés par le Conseil d'administration ou le Comité de direction.

Structure des activités

Umicore est organisée en business groups qui comprennent à leur tour des business units qui partagent des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines tournées vers leur marché. Chaque business group est représenté au Comité de direction. Le principe qui soutient la structure opérationnelle d'Umicore est de décentraliser, dans la mesure du possible, le processus décisionnel relatif aux activités vers les business units et business lines.

Afin d'apporter une structure de support à l'échelle du Groupe basée sur des pôles géographiques, Umicore a instauré des plateformes complémentaires de gestion régionale dans certaines zones.

Le siège social d'Umicore est établi à Bruxelles, en Belgique. Ce siège remplit une série de fonctions corporate et de support telles que les finances, la coordination des ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité, l'informatique et les relations avec le public et les investisseurs.

Le Conseil d'administration

Rôle

Le rôle fondamental du Conseil d'administration est d'assurer la pérennité d'Umicore en axant son activité sur des rendements financiers à long terme et en restant sensible aux intérêts des différents partenaires de la société.

Responsabilités

Les responsabilités premières du Conseil d'administration sont de fournir une orientation stratégique à Umicore et de contrôler les affaires d'Umicore. La priorité stratégique du Conseil d'administration est d'assurer le développement durable des activités de la société, de gérer les finances et les risques et de veiller à ce qu'Umicore dispose du leadership nécessaire à l'accomplissement de ses objectifs stratégiques. Le Conseil d'administration pose tous les actes qui sont nécessaires à la réalisation de l'objet de la société. Dans le présent contexte, ces actes consistent notamment à approuver les plans stratégiques, plans d'expansion et budgets et à veiller à ce que ces plans soient correctement mis en œuvre.

Le Conseil d'administration prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que la structure organisationnelle mise en place réponde aux exigences de la société et à ce qu'un système efficace de reporting et de contrôles internes existe pour que les informations soient fiables.

Pour ce qui est de l'approbation des investissements de la société, le Conseil d'administration répond de l'approbation de toutes les transactions de fusion et acquisition dépassant € 12 500 000 et des investissements dépassant € 12 500 000. Le Conseil d'administration a le pouvoir et le devoir d'user des moyens adéquats, nécessaires et proportionnés pour assumer ses responsabilités. Le Conseil d'administration rend des comptes à la société et à ses actionnaires.

Leadership

Dans des circonstances normales, le leadership du Conseil d'administration est assuré par le président. Si le président n'est pas en mesure d'assister à la réunion du Conseil d'administration, l'administrateur le plus âgé présent préside la réunion.

Les délibérations du Conseil d'administration ne seront valables que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés à la réunion. Les décisions seront prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité des suffrages, la personne présidant la réunion aura voix prépondérante.

Composition

Le Conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'assemblée des actionnaires, doit être composé d'au moins six membres. Leur mandat ne peut pas dépasser six ans, mais ils sont rééligibles.

Il est prévu de réduire le mandat à un maximum de quatre ans.

Au 31 décembre 2004, le Conseil d'administration était composé de douze membres: onze administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif.

Huit des administrateurs sont des administrateurs indépendants, c.-à-d. des administrateurs qui n'ont pas de lien avec les actionnaires principaux et qui n'ont pas été membres du Comité de direction de la société au cours des deux dernières années.

Le Conseil d'administration gère la procédure des nominations de manière à préserver un bon équilibre des compétences et de l'expérience au sein du Conseil d'administration.

Evaluation des résultats

Le Conseil d'administration examine et évalue régulièrement ses propres performances ainsi que l'efficacité de la structure de gouvernement d'entreprise de la société. Les performances de chaque membre individuel du Conseil d'administration sont régulièrement évaluées dans le cadre de la procédure de ré-élection. Le Conseil se réunit également annuellement sans l'administrateur délégué afin d'évaluer ses performances.

Rémunération

- allocation annuelle du président:
 - partie fixe: € 36 000
 - partie variable (jetons de présence): € 24 000.
- allocation annuelle d'un administrateur:
 - partie fixe: € 18 000
 - partie variable (jetons de présence): € 12 000.

Le montant total des rémunérations allouées aux administrateurs en 2004 en vertu de leurs activités au sein de la société s'est élevé à € 299 955.

Aucun élément de rémunération variable ou autre n'est associé au mandat d'administrateur. Aucun prêt ni garantie n'a été consenti aux membres du Conseil d'administration par la société.

Au 31 décembre 2004, les membres du Conseil d'administration (à l'exclusion de Thomas Leysen) détenaient un total de 29 823 actions. A la même date, ils détenaient également 28 000 options sur actions. Ces options sont détenues par les administrateurs qui ont été précédemment membres du Comité de direction.

Nombre de réunions du Conseil d'administration en 2004: six.

Nom	Participations aux réunions du Conseil	Participations aux réunions des Comités	Rémunération totale	Actions détenues au 31/12/2004
Karel Vinck	6 sur 6	1 sur 1	63 750	26 000
Etienne Davignon	4 sur 6	1 sur 1	28 500	1 050
Thomas Leysen	6 sur 6	na	voir Comité de direction	170 000
Isabelle Bouillot (*)	4 sur 4	na	20 885	0
Uwe-Ernst Bufe (*)	4 sur 4	na	19 066	0
Jean-Luc Dehaene	5 sur 6	na	28 000	33
Philippe Delaunois	6 sur 6	1 sur 1	32 500	315
Etienne Denis	6 sur 6	na	na	na
Arnoud de Pret	6 sur 6	4 sur 5	47 500	1 000
Jonathan Oppenheimer	4 sur 6	na	26 000	0
Robert F.W. van Oordt	6 sur 6	5 sur 5	75 000	0
Klaus Wendel	6 sur 6	5 sur 5	51 000	1 425

(*) Devenu administrateur en 2004.

105

Secrétaire du Conseil d'administration

Le secrétaire du Conseil d'administration, Alain Godefroid, est Corporate Vice-President, Affaires juridiques. Ses responsabilités principales consistent notamment à organiser les assemblées des actionnaires et à veiller à ce que les organes du Groupe Umicore se conforment aux exigences prévues par la loi, par les statuts et par le règlement et procédures d'ordre intérieur.

Comités

Comité d'audit

Le Comité d'audit se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs indépendants.

La mission du Comité d'audit est d'assister le Conseil d'administration dans l'accomplissement de ses tâches de surveillance portant sur le processus de reporting financier du Groupe Umicore, en ce compris le contrôle de l'intégrité des états financiers, des qualifications des réviseurs externes ainsi que de l'indépendance et des prestations du département d'audit interne et des réviseurs externes.

A cet effet, le Comité d'audit:

- a le droit de rechercher toute information nécessaire auprès de n'importe quel organe de la société ou de n'importe quel membre de son personnel afin de s'acquitter de ses tâches;
- a le droit de faire appel, aux frais de la société, à toute aide juridique et tous avis professionnels extérieurs pouvant s'avérer nécessaires à l'accomplissement de ses tâches;
- est habilité à convoquer tout membre du personnel de la société afin de l'interviewer lors d'une réunion du comité quand la situation le requiert.

Le président du Comité d'audit rend compte des résultats de ses travaux au Conseil d'administration et lui fait part des recommandations du comité.

L'organisation et le règlement du Comité d'audit seront revus dans le courant de 2005 de manière à assurer leur compatibilité avec le Code belge sur le gouvernement d'entreprise.

Nombre de réunions en 2004: cinq.

Rémunération:

- président: € 7 500 par présence à chaque réunion
- membre: € 3 500 par présence à chaque réunion.

Comité de nomination et rémunération

Le Comité de nomination et rémunération se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs. Il est présidé par le président du Conseil d'administration.

La mission du Comité de nomination et rémunération est de :

- recommander de nouveaux administrateurs en vue de leur élection au Conseil d'administration;
- recommander au Conseil d'administration les candidats appelés à faire partie du Comité de direction et approuver leur rémunération, ainsi que recommander au Conseil d'administration la révocation éventuelle de membres du Comité de direction;
- recommander une politique de rémunération de la direction au Conseil d'administration;
- définir un plan de succession pour l'administrateur délégué et revoir le planning de succession pour le Comité de direction;
- recommander au Conseil d'administration les plans appropriés d'options sur actions.

Le président du Comité de nomination et rémunération rend compte des résultats de ses travaux et analyses au Conseil d'administration et formule des recommandations en conséquence.

L'organisation et le règlement du Comité de nomination et rémunération seront revus dans le courant de 2005 de manière à assurer leur compatibilité avec le Code belge sur le gouvernement d'entreprise.

Nombre de réunions en 2004: une

Rémunération:

- président: € 3750 par présence à chaque réunion
- membre: € 2500 par présence à chaque réunion.

Le Comité de direction

Le Comité de direction est conforme à la notion de "Comité de direction" définie par l'article 524bis du Code des Sociétés. Le terme "Comité de direction" est utilisé dans cette acception ci-dessous.

Composition

Le Comité de direction est composé d'au moins quatre membres. Il est présidé par un président, désigné par le Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont nommés sur recommandation du Comité de nomination et rémunération. Le Comité de direction dans son

ensemble ou n'importe quel membre de celui-ci peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration.

Responsabilités

Sans préjudice des pouvoirs réservés au Conseil d'administration conformément à l'article 524bis du Code des Sociétés, le Comité de direction a pour mission de :

- développer une vision pour Umicore, définir les objectifs principaux d'Umicore conformément à sa mission, valider les stratégies de chaque business group dans ce contexte;
- contrôler la mise en œuvre de la stratégie, la performance opérationnelle et les profils de risque d'Umicore et de solliciter en permanence des niveaux de performance plus élevés;
- s'efforcer de donner au Groupe une organisation optimale, veiller à ce que les managers adéquats occupent les postes adéquats et à ce qu'ils s'épanouissent au sein du Groupe;
- approuver toutes les décisions importantes en matière d'investissements (jusqu'à € 12,5 millions pour les fusions et acquisitions et investissements liés à la croissance et jusqu'à € 25 millions pour des investissements de remplacement ou de modernisation);
- régler rapidement toute dysfonction organisationnelle qui ne peut être réglée à un échelon inférieur;
- se charger de la conformité avec les nouvelles valeurs d'Umicore.

Le Comité de direction se réunit au moins deux fois par mois.

Rémunération

Pour l'année 2004, un montant brut global de € 4 214 526 a été attribué aux neuf membres du Comité de direction; sur ce montant, € 1 484 086 ont été versés au titre de rémunération variable liée aux résultats de 2004. Pour les membres du Comité de direction, les avantages comprennent un plan de pension extra-légal, dont le coût s'est élevé à € 677 552.

La rémunération de l'administrateur délégué (partie fixe et variable) est restée inchangée au même niveau que celui de l'année précédente. Un nouveau système de rémunération variable a été introduit en 2004 pour les autres membres du Comité de direction, après un examen des pratiques de marché et en ligne avec le schéma de rémunération en vigueur pour tout le Groupe Umicore.

Cette rémunération variable peut représenter 0 à 60% de la rémunération fixe. Elle contient une composante liée aux prestations individuelles, une autre en rapport avec l'EBIT des unités sur lesquelles les membres du Comité de direction exercent une influence directe et une troisième relative au rendement sur capitaux engagés de l'ensemble du Groupe.

En 2004, 53 000 options sur actions ont été allouées aux membres du Comité de direction dans le cadre de l'enveloppe de rémunération variable, à un prix d'exercice de € 52,05 (21 000) et € 53,70 (32 000). Au total, fin 2004, 192 500 options sur actions allouées par la société étaient émises au nom des membres du Comité de direction, avec des prix d'exercice compris entre € 30,50 et € 53,70. Au cours de l'année 2004, les membres du Comité de direction ont exercé 6 500 options accordées par la société. Au 31 décembre 2004, les membres du Comité de direction détenaient ensemble un total de 180 600 actions.

Supervision et contrôle

Contrôle réglementaire

En tant qu'émetteur de titres cotés en bourse, Umicore est soumise aux conditions de cotation d'Euronext Brussels. En Belgique, Umicore est également soumise au contrôle de la Commission bancaire, financière et des assurances.

Commissaire

Umicore a une politique spécifique relative à l'indépendance du commissaire de la société. Cette politique définit les devoirs et responsabilités de la société et du commissaire en ce qui concerne l'indépendance, l'exclusion de certains services de type non-audit et le contrôle de la rémunération du commissaire.

Le mandat du commissaire expire à l'assemblée ordinaire des actionnaires de 2005.

Le texte de cette politique peut être obtenu sur simple demande auprès de la société ou consulté sur www.investorrelations.umicore.com.

Rémunération du commissaire

Au cours de 2004, la société a demandé à son commissaire de lui fournir assistance et conseils sur différentes questions en sus de la mission de revision des comptes. Ces services ont compris l'assistance en matière d'audit entre autres relative à la consolidation de PMG, à l'introduction des normes comptables IFRS et à la filialisation des activités Cuivre, ainsi que l'assistance en d'autres matières que les missions d'audit, plus particulièrement la classification des postes d'employés. Les honoraires payés au commissaire pour ce travail effectué en sus de sa mission officielle de revision des comptes se sont élevés à € 521 000 pour les services de type audit et € 143 000 pour les services de type non-audit.

Code de conduite

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés et représentants. Ce Code est indispensable si Umicore veut créer et préserver une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les autorités gouvernementales et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour le compte d'Umicore exercent leurs activités dans le respect de l'éthique, des lois et règlements ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures.

Outre le Code de conduite d'Umicore, il existe une politique spécifique couvrant le délit d'initié et la manipulation boursière. Cette politique sera redéfinie en 2005 conformément aux recommandations du Code belge sur le gouvernement d'entreprise.

Le texte intégral du Code de conduite et celui de la politique en matière de délit d'initié et de manipulation boursière sont disponibles sur simple demande ou peuvent être consultés sur www.investorrelations.umicore.com.



Thomas Leysen
44, Administrateur délégué
Administrateur exécutif

Etienne Davignon
72, Vice-président
Administrateur non exécutif

Isabelle Bouillot
55, Administrateur
non exécutif indépendant

Robert F.W. van Oordt
68, Administrateur
non exécutif indépendant

Jean-Luc Dehaene
64, Administrateur
non exécutif indépendant

Uwe-Ernst Bufe
60, Administrateur
non exécutif indépendant

Conseil d'administration

Karel Vinck, 66, Président Administrateur non exécutif

Avant de rejoindre Umicore, Karel Vinck a été administrateur délégué d'Eternit et de Bekaert. Il est aussi membre du Conseil d'administration de Suez-Tractebel, de l'Université catholique de Louvain (KUL) et du Théâtre Royal de la Monnaie. Il a été président du Comité de direction de la SNCB (chemins de fer belges) jusqu'au 31 janvier 2005. Il est président honoraire de la VEV, la fédération patronale flamande, et président du Conseil flamand de la politique scientifique.

Administrateur depuis: le 17 octobre 1994, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2006, Président depuis: le 1er octobre 2002, Président du Comité de nomination & rémunération depuis: le 1er janvier 2003

Thomas Leysen, 44 ans, Administrateur délégué Administrateur exécutif

Il est devenu administrateur délégué d'Umicore en 2000, après avoir occupé différentes positions au sein d'Umicore et de ses filiales. Il est aussi président de VUM Media, une maison d'édition de quotidiens, président d'Agoria et membre du Conseil d'administration d'Atlas Copco. Il est membre du Comité de direction de la Fédération des Entreprises de Belgique et président d'Eurometaux.

Administrateur depuis: le 10 mai 2000, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2006, Administrateur délégué depuis: le 10 mai 2000, Président du Comité de direction depuis: le 1er janvier 2001

Etienne Davignon, 72, Vice-président Administrateur non exécutif

De 1962 à 1977, Etienne Davignon a été chef de cabinet au ministère belge des Affaires étrangères et, de 1969 à 1977, il a été responsable du département politique dudit ministère. En 1977, il a été nommé vice-président de la Commission Européenne, en charge de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, et ce jusque fin 1984. En 1985, il est entré à la Société Générale de Belgique et a été président

exécutif de la société jusqu'en 2001 et vice-président jusqu'au 31 octobre 2003. Depuis le 31 octobre 2003, il est vice-président de Suez-Tractebel.

Etienne Davignon est membre du Conseil d'administration de Suez, Sofina, Real Software, Gilead et vice-président d'Accor S.A. Il est président de CMB S.A., SN Air Holding et Recticel.

Administrateur depuis: le 4 décembre 1989, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2005, Vice-président depuis: le 10 mai 2000, Membre du Comité de nomination & rémunération depuis: le 1er janvier 2003

Etienne Denis, 61 ans Administrateur non exécutif

Etienne Denis est docteur en science de l'Université de Louvain (UCL). Après avoir travaillé à l'université et pour Gécamines au Congo, il a rejoint Umicore en 1974 où il a occupé de nombreuses fonctions au fil des années. De 1997 à 2003, il a été administrateur délégué de Sibeka et est toujours actuellement administrateur de la société.

Administrateur depuis: le 6 mai 2003, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2006

Isabelle Bouillot, 55 ans Administrateur non exécutif indépendant

Isabelle Bouillot est diplômée de l'Ecole Nationale d'Administration française. Elle a occupé différents postes dans les administrations publiques françaises, notamment comme conseillère économique du Président de la République entre 1989 et 1991 et directrice du budget au ministère de l'Economie et des Finances entre 1991 et 1995. Elle est ensuite entrée en 1995 à la Caisse des Dépôts et Consignations en tant qu'administratrice déléguée adjointe en charge des activités financières et bancaires. De 2000 à 2003, elle a été administratrice déléguée de la banque d'investissement du groupe CDC IXIS.

Elle est actuellement consultante et membre du Conseil d'administration d'Accor, de Saint-Gobain et de La Poste.

Administratrice depuis: le 14 avril 2004, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2007



Etienne Denis
61, Administrateur
non exécutif

Arnoud de Pret
60, Administrateur
non exécutif indépendant

Philippe Delaunois
63, Administrateur
non exécutif indépendant

Jonathan Oppenheimer
35, Administrateur
non exécutif indépendant

Klaus Wendel
61, Administrateur
non exécutif indépendant

Karel Vinck
66, Président
Administrateur non exécutif

Uwe-Ernst Bufer, 60 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Uwe-Ernst Bufer a été administrateur délégué de Degussa jusqu'en mai 2000. Il est aujourd'hui président du Conseil des commissaires d'UBS Investment Bank AG, en Allemagne. Il est aussi membre du Conseil d'administration d'Akzo Nobel S.A., Solvay S.A., Altana AG et Rütgers AG.

Administrateur depuis: le 26 mai 2004, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2005

Jean-Luc Dehaene, 64 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Jean-Luc Dehaene a occupé plusieurs postes ministériels et a été Premier ministre de la Belgique de 1992 à 1999. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, de Telindus, de Domo et de Corona-Lotus. Il est président du Conseil d'administration du Collège de l'Europe (Bruges), membre du Parlement européen et bourgmestre de Vilvorde.

Administrateur depuis: le 1^{er} octobre 1999, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2006

Philippe Delaunois, 63 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Philippe Delaunois a fait une bonne partie de sa carrière dans la sidérurgie belge et, jusqu'en 1999, il a été administrateur délégué du groupe Cockerill-Sambre. Il est actuellement président du Conseil d'administration de Mediabel, de CFE et d'Alcopa. Il est membre du Conseil d'administration du groupe ING, du groupe Shanks (GB), de VUM Media, de DEMA et de Fabricom.

Administrateur depuis: le 12 mai 1999, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2005, Membre du Comité de nomination & rémunération depuis: le 1^{er} janvier 2001

Arnoud de Pret, 60 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Arnoud de Pret a travaillé à la Morgan Guaranty Trust Company de New York de 1972 à 1978. De 1978 à 1981, il a été trésorier du groupe Cockerill-Sambre, et jusqu'en 1990 il a été directeur financier du groupe et membre du Comité exécutif d'UCB. Il a été directeur financier et membre du Comité exécutif d'Umicore de 1991 jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, du groupe Delhaize et de

Sibelco. Il sera aussi nommé membre du Conseil d'administration d'UCB par la prochaine assemblée générale ordinaire d'UCB.

Administrateur depuis: le 10 mai 2000, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2005, Membre du Comité d'audit depuis: le 1^{er} janvier 2001

Jonathan Oppenheimer, 35 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Jonathan Oppenheimer est administrateur délégué de De Beers Consolidated Mines Ltd. Il est aussi président du groupe de sociétés Element Six

Administrateur depuis: le 5 septembre 2001, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2005

Robert F.W. van Oordt, 68 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Robert van Oordt a été consultant et ancien associé chez McKinsey et Cie (1967-1979), Chief Operating Officer et membre du Conseil d'administration de Hunter Douglas (1979-1989), président du Comité exécutif de Bühmann Tetterode (1990-1993) et de KNP BT (1993-1996) et administrateur délégué de Rodamco Europe (2000-2001). Il est président du Conseil des commissaires de Rodamco Europe, membre du Conseil des commissaires de Draka Holding et membre du Conseil d'administration de Fortis Banque et de Schering-Plough Corporation.

Administrateur depuis: le 14 mai 1997, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2005, Président du Comité d'audit depuis: le 1^{er} janvier 2001

Klaus Wendel, 61 ans
Administrateur non exécutif indépendant

Jusqu'en 2000, il a été membre du Comité exécutif de la Société Générale de Belgique, responsable du contrôle du groupe. Il est aujourd'hui consultant indépendant en finances et contrôle. Après une carrière en gestion financière chez General Electric (USA), Siemens, Cockerill-Sambre et CBR, il a rejoint la Société Générale de Belgique en 1988.

Administrateur depuis: le 26 juillet 1989, Expiration de mandat: assemblée générale ordinaire de 2006, Membre du Comité d'audit depuis: le 1^{er} janvier 2001



Marc Grynberg
Chief Financial Officer



Pascal Reymondet
Executive Vice-President



Martin Hess
Executive Vice-President



Hugo Morel
Executive Vice-President



Jean-Luc Deleersnyder
Executive Vice-President

Comité de direction

Thomas Leysen, 44 (belge) Administrateur délégué

Thomas Leysen est licencié en droit de l'Université de Louvain (KUL). Il a commencé sa carrière dans le secteur maritime et dans le négoce des matières premières. Il a rejoint Umicore en 1990, où il a occupé divers postes de direction. Il est devenu administrateur délégué d'Umicore en 2000. Il est aussi président de VUM Media, président d'Agoria et membre du Conseil d'administration d'Atlas Copco.

Jean-Luc Deleersnyder, 43 (belge) Executive Vice-President En charge de: Business Group Zinc; Achats & transports

Jean-Luc Deleersnyder est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur en électromécanique et d'un doctorat en gestion opérationnelle de l'Université de Gand. Il a également préparé son doctorat à la North Carolina State University. Il est entré en 1988 chez McKinsey & Co en tant que consultant en management. Il a rejoint Umicore en 1995, où il a occupé successivement le poste de directeur du département stratégie et Corporate Vice-President des ressources humaines. Il a été nommé à son poste actuel en 1999.

Alain Godefroid, 56 (belge) Corporate Vice-President En charge de: Affaires juridiques; Environnement, santé & sécurité

Alain Godefroid est docteur en droit de l'Université de Bruxelles (ULB) et titulaire d'une maîtrise en droit comparé de la University of Texas à Austin. Après avoir travaillé comme juriste aux Etats-Unis et en Europe, il est entré à Umicore en 1978 en tant que conseiller juridique. Il a été nommé à sa fonction actuelle en 1995.

Marc Grynberg, 39 (belge) Chief Financial Officer: En charge de: Finances; Informatique

Marc Grynberg est ingénieur commercial diplômé de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay). Après avoir occupé divers postes de direction dans le domaine de la finance chez DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève, il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Il a été nommé CFO en 2000.

Martin Hess, 52 (allemand) Executive Vice-President En charge de: Activités Automotive Catalysts

Martin Hess est entré chez Degussa en 1972 en tant que stagiaire commercial. Il a occupé diverses fonctions dans différentes business units, se forgeant également une grande expérience internationale en Afrique et en Asie au cours des 18 années de sa vie qu'il a passées à l'étranger. Depuis fin 1999, il dirige la business unit Automotive Catalysts. Il est entré au Comité de direction d'Umicore suite à l'acquisition de PMG.

Hugo Morel, 54 (belge) Executive Vice-President En charge de: Business Group Métaux Précieux - Services

Hugo Morel est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur métallurgiste de l'Université de Louvain (KUL). Il a rejoint Umicore en 1974 et a occupé divers postes dans la production, dans les départements commerciaux, à la stratégie et à la direction générale de diverses unités. Il a été nommé à son poste actuel en 2002.



Marc Van Sande
Executive Vice-President



Thomas Leysen
Chief Executive Officer



Michel Moser
Corporate Vice-President



Alain Godefroid
Corporate Vice-President

Michel Moser, 46 (belge)

Corporate Vice-President
En charge de : Corporate Development

Michel Moser est ingénieur commercial diplômé de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay) et post-gradué en commerce international. Il est entré à la Société Générale des Minerais (Sogem) en 1983 et a occupé des postes à Bruxelles, New York et Hong Kong. Il a dirigé les activités de courtage de Sogemin Metals à Londres entre 1995 et 2000. Il a rejoint le Comité de direction en mai 2003.

Pascal Reymondet, 45 (français)

Executive Vice-President
En charge de : Activités Métaux Précieux - Produits

Pascal Reymondet est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale de Paris. Il a occupé différents postes d'ingénierie et de direction au sein du groupe Degussa, en ce compris la direction des usines de catalyseurs automobiles de Port Elizabeth et Burlington. Il est devenu Senior Vice-President de PMG (Precious Metals Group) en juin 2002 et est entré au Comité de direction d'Umicore suite à l'acquisition de PMG.

Marc Van Sande, 52 (belge)

Executive Vice-President
En charge de : Business Group Matériaux Avancés;
Activités Cuivre;
Recherche, Développement & Innovation.

Marc Van Sande est docteur en physique de l'Université d'Anvers et est titulaire d'un MBA. Il a rejoint MHO, une des sociétés à la base de l'actuelle Umicore, en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. En 1993, il a été nommé Vice-President de la business unit Electro-Optic Materials et il a été nommé à son poste actuel en 1999.

Direction du Groupe

Thomas Leysen	Chief Executive Officer
Jean-Luc Deleersnyder	Executive Vice-President
Alain Godefroid	Corporate Vice-President
Marc Grynberg	Chief Financial Officer
Martin Hess	Executive Vice-President
Hugo Morel	Executive Vice-President
Michel Moser	Corporate Vice-President
Pascal Reymondet	Executive Vice-President
Marc Van Sande	Executive Vice-President
Guy Beke	Senior Vice-President Purchasing & Transport
Joerg Beuers	Senior Vice-President BU Jewellery & Electroplating
Michel Cauwe	Senior Vice-President BU Electro-Optic Materials
Stephan Csoma	Senior Vice-President Umicore South America
Luc Delagaye	Senior Vice-President Umicore Copper
Edwin D'Hondt	Senior Vice-President Information Systems
Ralf Drieselmann	Senior Vice-President BU Precious Metals Management
Guy Ethier	Senior Vice-President Corporate EHS
Luc Gellens	Senior Vice-President Research, Development, Innovation
Leo Jacobs	Senior Vice-President BU Zinc Smelting
Tom Kreuzer	Senior Vice-President R & D Automotive Catalysts
Michael Neisel	Senior Vice-President BU Automotive Catalysts Europe & Africa
Klaus Ostgathe	Senior Vice-President Umicore China
Joerg Plessow	Senior Vice-President BU Technical Materials
Ernst Pleyer	Senior Vice-President BU Building Products
Ursula Saint-Léger	Senior Vice-President Corporate Human Resources
Bill Staron	Senior Vice-President BU Automotive Catalysts North America
Bernard Tonnon	Senior Vice-President, Managing Director of Padaeng
Dirk Uytendwilligen	Senior Vice-President BU Specialty Oxides & Chemicals
Pierre Van de Bruaene	Senior Vice-President BU Engineered Metal Powders
Jan Vliegen	Senior Vice-President Fuel Cells

Dividende

Si l'affectation du résultat qui est proposée en page 99 de ce rapport est approuvée, il sera attribué, au titre de l'exercice 2004, un dividende brut de EUR 1,65 par action, soit :

- un dividende net de EUR 1,2375 contre remise du coupon n° 13, après déduction du précompte mobilier de 25%
- un dividende net de EUR 1,40 contre remise du coupon et du strip VVPR n° 13, après déduction du précompte mobilier de 15%

A partir du 15 avril 2005

Mise en paiement du dividende contre remise du coupon n° 13 auprès des sièges et des agences des établissements suivants :

- Fortis Banque
- ING
- Banque Degroof
- Dexia Bank
- KBC Banque
- Petercam S.A.

Calendrier financier

22 février 2005	Publication des résultats de l'exercice 2004 dans la presse
13 avril 2005	Assemblée Générale des actionnaires (exercice 2004)
17 août 2005	Publication des résultats du premier semestre 2005 dans la presse
mi-février 2006	Publication des résultats de l'exercice 2005 dans la presse
12 avril 2006	Assemblée Générale des actionnaires (exercice 2005)

Informations complémentaires

Cotation en Bourse Euronext Bruxelles

Informations financières Les investisseurs institutionnels et les analystes souhaitant recevoir des informations complémentaires peuvent s'adresser au service Investor Relations au siège de la société

Contact:

Tim Weekes

Téléphone: 32-2-227.73.98

E-mail: tim.weekes@umicore.com

Rapport annuel Ce rapport est également disponible en anglais, en néerlandais et en allemand

Internet Ce rapport annuel peut être téléchargé au départ du site : www.umicore.com

Siège social Umicore

Rue du Marais 31

B-1000 Bruxelles - Belgique

Téléphone: 32-2-227.71.11

Téléfax: 32-2-227.79.00

Internet: www.umicore.com

E-mail: info@umicore.com

Numéro d'entreprise: 0401574852

Numéro de TVA: BE 401.574.852

Editeur responsable Umicore Corporate Communication

Contact: Eddy Cornelis

Téléphone: 32-2-227.70.64

E-mail: eddy.cornelis@umicore.com

Réalisation Concerto

Photos Publication

Impression Dereume

